

Des Tatars sur la place Rouge

A tout instant, il se passe quelque chose sur la place Rouge, est-on tenté de dire depuis que la politique de « glasnost » lancée par M. Gorbatchev a rompu la banquette dans laquelle près de cinquante ans de régime stalinien-broïnévien avaient ensermé la vie publique à Moscou. Le samedi 25 et le dimanche 26 juillet, à l'endroit même où le jeune Mikhaïl Gorbatchev avait posé son petit avion Cessna il y a deux mois, plusieurs centaines de Tatars de Crimée ont tenu la plus longue manifestation non autorisée jamais organisée en ce lieu.

L'affaire a été l'occasion d'un léger progrès dans la pratique de la démonstration de rue en URSS. Au début de l'année, les juifs qui réclamaient la liberté pour les réfugiés avaient été brutalement agressés par des agents du KGB. Cette fois, les forces de l'ordre sont intervenues en masse, mais pour contenir et isoler les manifestants, non pour les matraquer. Apparemment, ces derniers se sont dispersés sans être appréhendés. En revanche, l'éducation à la démocratie du public moscovite reste à faire : les Tatars de Crimée ont été abreuvés d'injures par des passants qui révoquaient ce « scandale ».

Le problème des Tatars est un test important pour M. Gorbatchev, qui prétend non seulement faire mieux fonctionner le système, mais y réintroduire un minimum de justice. En 1944, peu après la reconnaissance de la Crimée sur les Allemands, toute sa population tatar était déportée en l'espace de quelques jours, à la suite d'une riposte en main qui frappait également les Kalmyques, une série d'autres peuples établis dans le nord du Caucase, près de cette région de Stavropol où le secrétaire général actuel a passé son enfance. Au total, plus d'un million de personnes ont été ainsi déracinées.

Or, si tous ces peuples ont pu retourner sur leurs terres à la fin des années 50, les Tatars de Crimée, eux, ont été « réhabilités » plus tard que les autres (en 1957), et ils sont toujours empêchés de rentrer chez eux. Autre difficulté : leur région, qui faisait partie avant la guerre de la fédération de Russie, a été rattachée en 1954 à l'Ukraine, une république beaucoup plus homogène qui ne connaît aucune république ni région autonome. Et l'obstacle principal au retour des Tatars est très probablement la résistance des colons ukrainiens installés sur leurs terres.

L'affaire est également importante parce qu'elle met à l'épreuve la nouvelle direction dans un domaine où ses positions apparaissent comme ambiguës et contradictoires, celui des rapports entre les innombrables nationalités soviétiques. D'un côté, M. Gorbatchev appelle à faire preuve de « détermination » en cette matière — et la récente promotion de son allié M. Iakovlev, qui s'est signalé dans le passé par son hostilité au chauvinisme grand-russe, confirme cette tendance à la modération.

Mais, d'un autre côté, les chauvins et autres « russistes » ont trouvé de solides alliés en la personne de MM. Ligatchev ou Eltsine, chef du parti à Moscou. M. Ligatchev, notamment, sous prétexte de « brasser » les cadres d'une république à une autre, s'est fait une spécialité d'installer des Russes dans les républiques nationales.

On a vu, avec les émeutes qui ont accueilli à Alma-Ata, en décembre dernier, la nomination d'un Russe à la direction du Kazakhstan, à quel point pouvait conduire cette politique. Mais celle-ci n'est nullement abandonnée. Or il convient de ne pas oublier qu'avec ou sans réformes le nationalisme est le talon d'Achille de l'empire soviétique.

(Lire nos informations page 4.)

La crise franco-iranienne et l'enquête sur les attentats de Paris

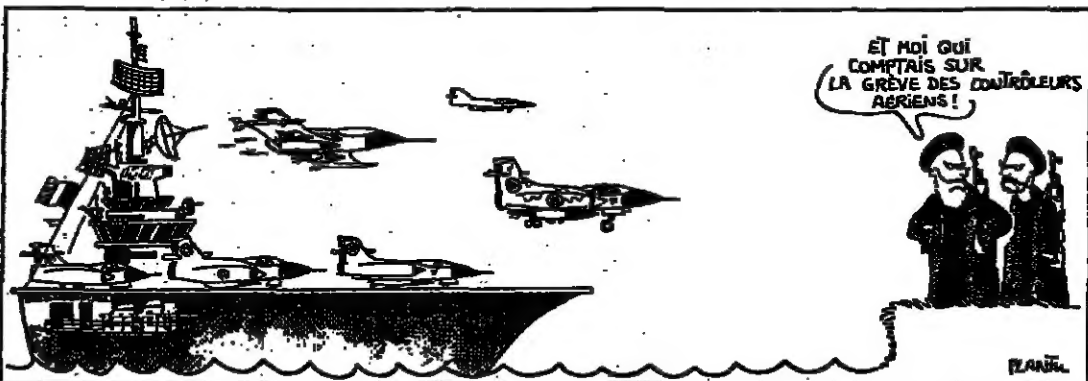
L'étau se resserre autour de M. Gordji après l'inculpation de deux Libanais

Le gouvernement français, en accord avec M. Mitterrand, a donné le samedi soir 25 juillet l'ordre au groupe aéronaval de la marine, qui comprend notamment le porte-avions « Clemenceau », d'être en état d'appareiller dans les vingt-quatre heures en direction du Golfe. Mesure dite de précaution, déclare-t-on au ministère de la défense. Pour rallier la mer d'Oman, devant le détroit d'Ormuz et le Golfe, le groupe mettrait une quinzaine de jours.

Alors que les discussions entre Téhéran et Paris sur le rapatriement de leurs diplomates et fonctionnaires sont toujours dans

l'impasse, le juge Boulouque a inculpé et fait écrouer deux des Libanais, Abbas Khawaja et Mohamed Moussaoui, interpellés la semaine dernière. Moussaoui, qui a travaillé à l'ambassade d'Iran, aurait maquillé une voiture, retrouvée dans le garage de Wahid Gordji, qui aurait pu avoir été utilisée dans l'attentat de la rue de Rennes, à Paris, le 17 septembre 1986, qui a fait 4 morts et 62 blessés. La police judiciaire va reprendre, à la demande du juge Boulouque, l'enquête menée jusqu'à maintenant par la DST.

(Lire nos informations pages 3 et 4.)



Quinzième semaine de grève des contrôleurs aériens

Privilegiés et frustrés

Les personnels de la navigation aérienne ont répondu le projet de M. Douffaigne, ministre des transports, selon lequel ils seraient affectés dans un établissement public industriel et commercial afin de permettre la prise en compte de leurs primes dans le calcul des retraites. Le référendum organisé par les syndicats à bulletin secret a fait apparaître, le samedi 25 juillet, que 92,16 % étaient hostiles à cette solution. D'autre part, les pilotes et les mécaniciens d'Air Inter ont déposé un préavis de grève pour le samedi 1^{er} et le dimanche 2 août, afin d'obliger la direction à expédier un équipage à trois dans les futurs bi-réacteurs A-320, conçus pour être pilotés par deux hommes.

Le conflit entre le ministre et les personnels de la navigation aérienne (ingénieurs, techniciens, électroniciens et, bien sûr, contrôleurs aériens) se poursuivra donc pour la quinzième semaine consécutive. A l'appel des syndicats SNCTA (contrôleurs autonomes), CFDT et CGT, le travail cessera de façon « perle », chaque matin de 6 h 30 à 10 heures, du lundi au vendredi, provoquant d'importantes perturbations, car la grève des « aiguilleurs du ciel » se traduit immédiatement sur les décollages des avions dont ils surveillent les vols.

Le coût de ces perturbations commence à se chiffrer en centaines de millions de francs. Les agents de voyages se lamentent de

la chute de 15 % des ventes de billets sur les lignes intérieures et des voyages perturbés. Air Inter annonce 150 millions de francs de pertes depuis le début des arrêts de travail et un recul de 1,8 % de son trafic en juin. Air France parle de 2 millions de francs perdus par semaine. Chez les compagnies de troisième niveau, TAT chiffre le manque à gagner à 11 millions de francs, et notre correspondant à Limoges signale que le PDG d'Air Limousin a décidé une grève de l'impôt pour protester contre une perte totale de 1 million de francs.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 20.)

La CGE principal actionnaire de la Générale occidentale

M. Goldsmith se désengage de la société qui contrôle le groupe Express-Lire et les Presses de la Cité.

PAGE 24

Mort de l'écrivain égyptien Toufik El Hakim

Un humaniste tétu.

PAGE 24

Etat d'urgence au Soudan

Dégradation économique, instabilité politique, insurrection dans le Sud...

PAGE 6

Vague torride sur la Méditerranée

Plus de sept cents morts en Grèce.

PAGE 8

La campagne estivale de M. Rocard

Y penser toujours... même en vacances.

PAGE 7

Concordances des temps

L'absinthe et la bière.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 24

Le Monde ECONOMIE

■ Construction navale : les nouvelles puissances d'Extrême-Orient.
■ L'état de la France : une passe difficile. ■ L'Europe va-t-elle manquer de viande ?

La chronique de Paul Fabra

Pages 17 et 18

SPORTS

Tour de France cycliste : Stephen Roche et Jeannie Longo vainqueurs à Paris

Au terme d'une « balade » de 4 000 kilomètres entre Berlin-Ouest et Paris, l'Irlandais Stephen Roche a inscrit pour la première fois son nom au palmarès du Tour de France, tout comme Jeannie Longo, maillot jaune de l'épreuve féminine et seul rayon de soleil du sport français. A Fréjus, malgré un beau sursaut en double, les tennismen français ont été éliminés de la Coupe Davis par les Suédois, tandis qu'au Grand Prix d'Allemagne de formule 1 Alain Prost a dû abandonner à cinq tours de l'arrivée d'une course qu'il croyait déjà avoir gagnée.

PAGE 19

Les « Enfants terribles » de Zagreb

Etre jeune en Yougoslavie

ZAGREB de notre envoyée spéciale

L'un se promène avec un ours en peluche et met du vin dans le bibron qui va avec. Un autre demande à avoir le SIDA comme son grand frère. Ils sont une demi-douzaine du même genre, s'appellent les Enfants terribles et animent un « talk-show » à la radio des jeunes de Zagreb, la deuxième ville de Yougoslavie. Ils ont tous plus de vingt-deux ans et habitent chez leurs parents.

Zagreb, capitale de la Croatie, l'une des six républiques de la fédération yougoslave, raffole de leurs audaces radiophoniques. L'autre jour, ils ont surnommé le premier ministre « Petit Loup » (1). Ils se moquent, à l'antenne, des Bosniaques, des Albanais et même des Croates qui font comme eux. Ces Enfants terribles comptent des étudiants en droit en lettres, et un barbu qui a la chance de vivre avec une fille dont le père possède plusieurs appartements.

La radio des jeunes, Radio 101, les a adoptés. L'organisation de la jeunesse socialiste, elle, a adopté la radio. Il y a trois ans, des francs-tireurs avaient commencé à diffuser des émissions pirates. L'autorisation d'émettre est venue en quelques semaines. La première année, la Jeunesse socialiste

a trouvé que l'on entendait beaucoup de musique américaine sur les ondes, presque autant que de mauvais esprit. Les animateurs ont pris leur mal en patience : le parti est resté un peu vieux jeu.

Radio 101 diffuse du rock, des informations, des soirées « Spécial SIDA » et une émission écolo-pacifiste hebdomadaire, « Homo homini lupus », puisque telles semblent être les préoccupations des jeunes. Depuis qu'un auditeur a proposé à l'antenne de renvoyer les Serbes dans leur république, les appels téléphoniques ne passent plus en direct. La radio est financée à 60 % par la publicité ; trois cent cinquante jeunes, étudiants et chômeurs y collaborent. La technique est assurée par des ingénieurs électroniques dans l'attente d'un emploi.

La radio des Enfants terribles n'a pas parlé de Dobroslov Paraga, vingt-six ans, étudiant en droit de Zagreb, condamné fin avril à six mois de prison avec sursis et trois de silence pour avoir fait état de sévices dans les prisons. « Pas notre génération », dit Nenaz, vingt-quatre ans, étudiant en droit à Zagreb, et membre, lui, des Enfants terribles.

Il ne s'est rien passé en Croatie, dit-on, depuis la mort de Tito, en 1980. On ne se souvient que d'une manifestation étudiante, l'an dernier, contre l'augmentation du

prix des tickets de restaurant universitaire. Le mouvement s'épuisa en deux jours, en même temps que le responsable de la cantine était limogé. Il y a eu aussi un petit rassemblement antinucléaire fin avril, à l'occasion du premier anniversaire de Tchernobyl. Mais rien de comparable avec la contestation en Slovaquie, la république du nord, où les jeunes remettent en cause le service militaire et proposent de remplacer la cérémonie de la Fête de la jeunesse (le jour de l'anniversaire de Tito) par une marche des chômeurs.

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 4.)

(1) Avant d'être premier ministre, M. Branko Mikulic fut le grand organisateur des Jeux olympiques de Sarajevo (1984), dont l'emblème était le loup.



■ Rencontre avec Kenneth Anger. ■ « Une lune pour les désertés », d'Engene O'Neill.

PAGE 10

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

L'absinthe et la bière

L'absinthe, la « fée verte », connu sous la III^e République un essor vertigineux. Mais cette boisson à bas prix est un véritable poison, provoquant une aliénation de l'esprit. Pendant des années, producteurs et hygiénistes s'affrontèrent jusqu'à l'interdiction définitive du breuvage en 1915. Un débat qui rappelle la controverse sur la bière... à la télévision.

par Jean-Noël Jeanneney

« Ils étaient usés à quinze ans, ils finissaient en débutant. Les douze mois s'appelaient décembre. Quelle vie ont eu nos grands-parents. Entre l'absinthe et les grands-messes ? Pourquoi ont-ils tué Jaurès ? »

Jacques BREL

Au début de 1986, le gouvernement de Laurent Fabius, rompant avec une stricte législation antérieure, mit dans la corbeille de naissance de la 5^e et de la 6^e chaîne de télévision l'autorisation de faire de la publicité pour la bière. Le 27 janvier 1987, François Léotard, ministre de la culture et de la communication, publiait un décret étendant cette permission à la première chaîne afin de faciliter la privatisation de celle-ci.

C'est alors que le geste spectaculaire du professeur Claude Got, démissionnant du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, en signe d'indignation, ouvrit un grand débat public qui rebondit en mars, quand on sut que M. Léotard s'appropriait à autoriser la deuxième chaîne, demeurée publique, à promouvoir les boissons alcoolisées de moins de 4 %. Les académies de médecine et des sciences, le conseil de l'ordre des médecins, appuyèrent M. Got, tandis qu'un peu plus tard les professeurs Jean Bernard, Jean Dausset et François Jacob appelaient à une souscription nationale destinée à financer une campagne de protestation.

Et l'on sait comment, à la fin du printemps, le Parlement rallia, malgré les protestations des télévisions privées, et grâce à un amendement de M. Jacques Barrot, CDS, à des positions courageuses en décidant l'interdiction complète sur le petit écran. La portée de l'épisode n'est pas mince : l'attention publique se trouvait attirée sur une situation où s'affrontaient l'évidence de l'intérêt collectif, d'un côté, et, de l'autre, la puissance d'intérêts particuliers forts et organisés, s'appuyant sur des logiques d'Etat perverses.

J'ai songé à faire figurer ici pour référence la longue histoire des bouillottes de cru. Mais il est un cas plus révélateur encore parce qu'il chronologiquement plus ramassé : la bataille de l'absinthe dans les années précédant la première guerre mondiale. Avec une valeur démonstrative exemplaire, s'y entrecroisent des forces qui n'ont pas cessé de nous être familières (1).

L'absinthe est une plante aromatique vivace, du genre de l'armoise, connue depuis l'Antiquité. Plin, Galien et Dioscoride en célébraient déjà les vertus médicinales. On en faisait, dès cette époque, des tisanes digestives au goût amer — si amer qu'elles furent peu appréciées jusqu'au XIX^e siècle, et qu'elles illustrent souvent métaphoriquement les cruautés de l'amour. Un proverbe de la Bible (Prov. V, 34) ne dit-il pas : « Les lèvres de la femme d'autrui distillent le miel et son palais est plus doux que l'huile ; mais à la fin, elle est amère comme l'absinthe, aiguë comme un glaive à deux tranchants » ? Et au dix-septième siècle, Tristan l'Hermite fait gémir une héroïne de sa tragédie, *Penthée* (1637) :

Dieux, depuis que l'amour me tient à la torture
Ils versent dans mon sein l'absinthe toute pure.
(V, 1).

Quant à Voltaire, il affirme dans *Zadig* que « le premier mois du mariage est la lune de miel, le second la lune de l'absinthe... »

VERS la fin du dix-huitième siècle, l'absinthe commença son essor sous la forme d'un élixir mis au point dans le Val-de-Travers, en Suisse, par un médecin français nommé Pierre Ordinaire. Ce breuvage était supposé guérir toute sorte de maux. Henri-Louis Pernod fit l'acquisition de la recette en 1787 et l'exploita commercialement en Suisse puis à Pontarlier à partir de 1805 — distillation d'alcool avec des feuilles d'absinthe mêlées d'anis et de fenouil pour tempérer l'amertume. Peu à peu, quelques-uns commencèrent d'en

consommer non comme remède à divers maux, mais pour le plaisir spécifique qu'ils y trouvaient.

La conquête de l'Algérie offrit à l'absinthe l'occasion de son véritable triomphe : aux soldats du corps expéditionnaire qui avaient peine, aux marches du désert, à se procurer de l'eau assurément potable, on conseilla d'en ajouter quelques gouttes à celle dont ils se désaltèrent. Le goût leur en parut agréable. Les doses furent bientôt augmentées et la mode de cette boisson neuve rapportée par eux au pays à leur retour.

Tant et si bien que sous la III^e République, la progression de la consommation fut vertigineuse : 7 000 hectolitres d'alcool en 1873, plus de 10 000 en 1880, 105 000 en 1890. Les chiffres culminent à 238 000 en 1900 — pour connaître ensuite un léger déclin. On n'est pas loin alors d'un litre annuel par habitant adulte... (2)

Un succès populaire et bourgeois

C'est le temps aussi où la « fée verte » entre en littérature, où Verlaine fait du breuvage sa drogue quotidienne au « café François-I^{er} » — les assiettes s'emplissent auprès de ses feuillets, — où Van Gogh, Degas, Maupassant, Toulouse-Lautrec, Apollinaire lui sont fidèles. C'est le temps où dans *L'Amour marin* de Paul Fort (1900), le curé de Langrune-sur-Mer « promène ses yeux d'absinthe douce sur la terre violette et qui fleurit... ». Marcel Pagnol dans ses souvenirs d'enfance (*Le Temps des secrets*) l'évoque avec attendrissement.

Au demeurant, le succès est populaire autant qu'il est bourgeois. L'absinthe se répand à grande vitesse dans le monde ouvrier, où son succès est servi par le bas prix demandé pour ses versions les plus frelatées : 15 à 20 centimes au cabaret (à rapprocher des 3 francs par jour qu'en moyenne gagne un travailleur manuel). Car le procédé des ateliers de fabrication parisiens concurrence résolument Pontarlier au grand dam des industriels franc-comtois, en distillant à un plus bas degré ou bien à froid par un mélange d'extrait concentré et d'alcool : ce que le langage ouvrier appelle la « purée de pois ».

Or cette boisson est un poison ! Non pas métaphoriquement, mais très concrètement. L'ivresse qu'elle provoque tranche sur les égarements éthyliques ordinaires. Tous les alcools peuvent être comparés à des drogues — mais l'absinthe bien davantage, provoquant chez qui la consomme d'abondance une très forte exaltation de la sensibilité avec, promptement, une accoutumance et une aliénation de l'esprit.

La commission sénatoriale qui se saisit du problème en 1908-1909 accueille un défilé de médecins qui font un tableau dramatique des ravages que crée l'absinthe parmi leurs patients — jusqu'à des attaques épileptiques et des délirs hallucinatoires d'une violence extrême. En 1900, le syndicaliste Fernand Pelloutier, dans son enquête sur *la Vie ouvrière en France*, évoque en ces termes l'expérience sans ambiguïté à laquelle se livra le chimiste Apollinaire Bouchardat : « Après avoir pris deux coupes de la contenance d'un litre d'eau où se trouvaient enfermés des poissons, il versa dans l'une six gouttes d'acide prussique et dans l'autre six gouttes d'essence d'absinthe. Les poissons de la seconde moururent plus vite que ceux de la première. » (3)

Cette nocivité est désormais si incontestable que les pays voisins de la France en tirent sans barguigner les conséquences implacables. Toute fabrication et vente d'absinthe est prohibée par la Belgique en octobre 1906, les Pays-Bas font de même en 1909 et la Suisse en octobre 1910. Or, dans le même temps, la France se dérobe à cette décision.

Non que les « hygiénistes », comme on dit alors, ne déploient contre l'absin-

the une ardente propagande, avec le soutien du corps médical presque unanime : on en jugera par la description faite le 24 février 1909 par le docteur Valentin Magnan, psychiatre fameux à l'époque, devant la commission sénatoriale, de la crise caractérisant un « absinthique » — une crise que ne connaissent pas les alcooliques « ordinaires » : « Tout à coup il pâlit, pousse un cri, perd connaissance et tombe. Les traits se contractent, les mâchoires se serrent, les yeux se portent en haut, les membres se raidissent, tout le corps est en contraction tonique, un jet d'urine s'échappe, des gaz sont expulsés. Bientôt après la figure s'empourpre, devient grimaçante, les pupilles clignent, les mâchoires s'entrechoquent et la langue, projetée entre les arcades dentaires, se profondément mordue ; une salive sanguinolente s'écoule du coin des lèvres ; des secousses cloniques succèdent aux contractions toniques agitant la tête, les bras et les jambes ; le visage devient violacé, bouffi, les lèvres bleuissent, les yeux sont saillants et larmoyants, la respiration est stertoreuse ; puis les mouvements cessent, les sphincters anal et vésical se relâchent, le malade se mouille et se salt... »

PLACÉ devant de si spectaculaires évidences, le Parlement, où un groupe antialcoolique s'est constitué, paraît vouloir se saisir du problème ; le Sénat se résout à discuter d'une proposition de loi déposée par Gustave de Larmazelle, représentant conservateur du Morbihan, et cent treize autres sénateurs, tendant à interdire l'absinthe.

distillerie, tonneliers, fabricants de bonnettes, de caisses et de paillons, fourneurs de cire, camionneurs et représentants... (4)

L'ACTION est double : publique, à travers une profusion de pétitions indignées ; discrète, par tous les chemins d'accès aux élus du peuple.

La tactique de base consiste à diviser le problème débattu pour diluer la force de l'attaque. Ce qui est condamnable, explique-t-on du côté de Pontarlier, c'est l'absinthe trafiquée et vendue à trop bon marché. Et l'on compte ainsi faire coup double en se détestant au besoin de concurrents jugés déloyaux. Le seul médecin sénateur qui prenne parti contre les sévérités de ses confrères — mais il est l'élu du Doubs ! — le docteur Charles Borne, vient expliquer à la tribune : « J'ai soutenu et je prétends que l'absinthe obtenue par distillation ne présente pas les dangers de tous ces poisons verts que l'on accuse si justement (...). Certes, on fabrique et on vend de l'absinthe à trois sous (...). Ce poison, nous le dénonçons, mais l'absinthe fabriquée en distillation, qui coûte 5,50 francs le litre et est vendue au consommateur 50, 60 et 65 centimes le verre, cette absinthe-là ne sera pas absorbée par tout le monde... » Et dans la ligne de cette même étrange logique, le sénateur Richard va jusqu'à proposer d'élever de 65 à 72 degrés le taux obligatoire de l'absinthe en alcool ! Plus raide, sera-t-elle donc moins buë ? En tout cas, elle sera plus nocive encore...



Affiche de Cappiello (1901)

La bataille s'engage. D'emblée, le groupe de pression des adversaires définit ses contours naturels : forts au premier chef des producteurs du breuvage, cultivateurs et industriels. Les sommes en jeu apparaissent considérables : les fabricants, selon Jean-Pierre Pasquillé, bon connaisseur de cette histoire, y font environs 15 millions de bénéfices, les grossistes, 30 millions, et le commerce de détail, 50 à 60 millions. D'autre part, la concentration des cultures dans quelques régions seulement leur donne dans les départements concernés une force électorale exceptionnelle, la représentation parlementaire faisant front : il s'agit des environs de Paris, de la Haute-Marne et de la Franche-Comté — le Doubs demeurant depuis l'origine le premier département concerné. L'absinthe fonde la prospérité de la région de Pontarlier, où résident les entreprises des descendants d'Henri-Louis Pernod. Dans le seul département du Doubs, elle procure un revenu à plus de trois mille personnes : cultivateurs, distillateurs, ouvriers et employés de

A ces plaidoyers bancals la commission sénatoriale eut beau jeu de répliquer qu'« on ne voyait pas l'avantage qu'il pourrait y avoir à concéder aux riches le triste privilège de l'intoxication » et qu'au reste « il n'était pas démontré que même avec une augmentation de prix les pauvres ne continueraient pas à boire de l'absinthe et à s'empoisonner ».

Cette contre-offensive paraissant faire long feu, il restait à jouer une autre carte, beaucoup plus efficace à vrai dire : l'appui du ministre des finances ! Les taxes sur l'absinthe rapportent à celui-ci 40 millions par an, soit, en 1908, pas moins de 1 % des recettes totales du budget ! Et il tient mordicus — c'est le cas de le dire — à cette recette-là, apparaissant tout à fait fermée à l'idée qu'il pourrait y avoir effet

de substitution par report sur d'autres consommations.

Le ministre des finances du gouvernement Clemenceau, Joseph Caillaux, entendu par la commission d'hygiène publique de la Chambre le 26 février 1907, s'était montré personnellement hostile à toute idée d'interdiction : il pouvait seulement, disait-il, accepter l'élévation éventuelle des droits de douane sur les essences étrangères servant surtout à la fabrication frauduleuse de l'absinthe, car ceux-ci promettaient au contraire des recettes supplémentaires ! Ajoutons, du côté de la Rue de Rivoli, la conviction vraiment douloureuse que l'interdiction obligerait à indemniser coûteusement les cultivateurs et les producteurs ainsi frappés — sachant que les terres pauvres qui convenaient à l'absinthe ne pourraient guère produire de cultures de substitution.

On s'étonne tout d'abord, avec le recul, d'une analyse aussi étroitement financière qui s'abstient de prendre en compte le coût probable en termes de santé publique du fléau pour la nation — la main droite ignorant ce que fait la main gauche. Et puis l'on se dit, en vérité, qu'on est tout près de cette logique folle qui, aujourd'hui encore, conduit la puissance publique à faire les frais à la fois et contradictoirement des campagnes publicitaires pour les cigarettes de la SEITA et de la propagande antitabacique, à gagner de l'argent sur les tabacs tout en assumant le coût social et humain des cancers provoqués par eux.

LA fin de l'histoire ? Après des tergiversations qui durèrent plusieurs années, le Sénat finit par se replier avec soulagement en juin 1912 sur une solution d'assez piètre compromis. Il laissa des chimistes complaisants (l'un d'eux, Pillet, était lui-même marchand d'absinthe) désigner la composante du breuvage qui aurait été la plus néfaste — à savoir la thuyone, constituant selon les termes du docteur Jacquet « un violent poison, épileptisant et convulsivant énergique qui communiquerait à l'essence d'absinthe sa grande toxicité ». D'où la conviction rassurante qu'on pourrait fabriquer de la liqueur d'absinthe en en soustrayant la thuyone. De l'absinthe sans absinthe, en somme... Beaucoup d'hommes de science dirent leurs doutes, et le sénateur Cazeneuve fit observer que demeurerait par exemple dans la « fée verte », entre autres ingrédients néfastes, de l'essence de coriandre : « D'après M. Pillet, s'écria-t-il, celle-ci entraîne seulement — Messieurs, ce « seulement » est admirable ! — une incoordination motrice très prononcée et de la faiblesse musculaire... (rires et exclamations ironiques) ».

L'équilibre moral des armées

Autant en emporte le vent ! Sans s'arrêter à ces considérations de bon sens, le Sénat vota avec soulagement le texte de compromis que les défenseurs de l'absinthe, repêchés sur un moindre mal, leur avaient soufflé. Ce n'était pas au demeurant très important puisque la Chambre se hâta de ne rien faire et enterra les textes qui lui étaient transmis par la Chambre Haute — refusant même explicitement le 2 mai 1914 toute augmentation de la taxe sur les absinthes.

Il fallut la Grande Guerre, qui changeait tout le tableau et rendait quelque peu désirable les intérêts concernés en comparaison avec les enjeux en cause, pour que, dans l'élan patriotique et grâce à la domination provisoire de l'exécutif sur les Chambres mises un temps en sommeil, l'absinthe fût définitivement interdite. Dès l'ouverture des hostilités, au nom de l'équilibre sanitaire et moral des armées, les gouvernements militaires puis les préfets, sur ordre du ministre de l'intérieur, prohibèrent le poison, région par région. Décision que ratifia un décret du 7 janvier 1915 et que confirma ensuite la loi du 16 mars 1915. Saluons donc le Parlement de 1987 : il a changé de camp !

(1) Je suis redevable à un mémoire inédit, soutenu en 1981 dans le cadre du Cycle d'histoire du vingtième siècle à l'Institut d'études politiques par Elisabeth Mallat-Caze : *Le Phéno-mène de l'absinthe et sa traduction dans les débats parlementaires de 1908 à 1911*, quatre-vingt-dix pages dactylographiées (je lui ai emprunté notamment l'épigraphie de Jacques Brel), et à l'article de Jean-Pierre Pasquillé, « Et les Français prirent goût à l'absinthe ! », *l'Histoire*, n° 52, janvier 1983, pp. 50-59.

(2) Docteur L. Jacquet, *L'alcool, étude économique générale*, Paris, Masson, 1912.

(3) Relevé par Jean-Pierre Pasquillé, qui donne d'autres exemples frappants : citant les démonstrations d'une expérience effectuée sur quinze cochons français.

(4) Cf. E. Coulter, *Au pays de l'absinthe*, Mouton-Rouge, 1908, et le rapport du sénateur Guillaume Poulla, au nom de la commission ad hoc, 1909.

Demain : Jeanne d'Arc à tous vents

mps

Etranger

Le Monde • Mardi 28 juillet 1987 • 3

La guerre du Golfe et la mise en alerte du groupe aéronaval de Toulon

Ryad exclut de participer avec les Etats-Unis à la recherche de mines dans les eaux internationales

Le premier convoi naval américain dans le Golfe était immobilisé lundi 27 juillet au large de Koweït, dans l'attente des résultats de l'inspection du superpétrolier *Bridgeton*, endommagé vendredi matin par une mine, aux environs de l'île irakienne de Farsi, au centre du Golfe.

En attendant le départ du prochain convoi qui devrait avoir lieu mercredi ou jeudi prochain vers le sud du Golfe, les partenaires du Koweït au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Oman) se sont prononcés samedi soir en faveur de la résolution du Conseil de sécurité ordonnant un cessez-le-feu immédiat dans la guerre du Golfe.

Toutefois, ils ont évité d'évoquer ouvertement l'opération d'escorte américaine des navires koweïtiens et les menaces irakiennes de s'en prendre à leurs installations pétrolières si les installations irakiennes étaient attaquées par l'Irak.

Toutefois, ils ont rappelé leur appui aux mesures prises par le Koweït pour « assurer ses intérêts économiques », à savoir l'économie de son brut à travers le Golfe.

C'est pour cette raison qu'un pays comme l'Arabie saoudite a participé au déminage des abords de Mina-Al-Ahmad, principal terminal pétrolier koweïtien, en prévision de l'arrivée du premier convoi naval américain dans ce port.

Les Etats-Unis ont souhaité dimanche que l'Arabie saoudite participe avec le Koweït au dragage de la région du Golfe proche de l'île irakienne de Farsi, et ce avant que le passage du prochain convoi. C'est dans cette zone que le *Bridgeton*, a été endommagé.

Mais, fidèle à sa position de grande prudence vis-à-vis de l'Irak, Ryad a exclu dimanche soir que les dragueurs de mines saoudiens participent à cette opération. Un porte-parole officiel saoudien a indiqué que la mission des dragueurs saoudiens se limitait aux « eaux territoriales déjà connues », c'est-à-dire celles du Koweït.

L'incident survenu au *Bridgeton* continue de susciter beaucoup d'interrogations à Washington, où certains dénoncent l'impréparation

de la mission d'escorte américaine. En particulier l'absence de dragueurs de mines avec l'escorte reste incompréhensible. Selon le commandant Murphy du destroyer *USS Kidd*, « la capacité de détection de mines de la marine américaine est très faible. L'US Navy, comme toutes les marines du monde, est conçue pour le déploiement des forces intégrées. Nous avons d'excellentes possibilités de détection des mines avec les dragueurs ou les hélicoptères, mais nous n'avons aucun dispositif perfectionné à bord ». Le commandant Murphy a ajouté qu'il ignorait la raison pour laquelle l'escorte américaine ne comportait pas un dragueur de mines.

Toutefois, à Washington, le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger a déclaré que les Etats-Unis allaient accroître leur capacité de déminage dans le Golfe, après avoir reconnu que rien n'avait été fait pour savoir au préalable s'il y avait des mines dans la zone où le *Bridgeton* a été endommagé.

Bagdad critique M. Genscher

A Bagdad, le journal gouvernemental *El Joumhouriya* a vivement critiqué la déclaration du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher qui avait affirmé que la guerre du Golfe est « une guerre terrible commencée par l'Irak, qui utilise des armes chimiques dans ce conflit ». *El Joumhouriya* note que « ceux qui connaissent le passé de M. Genscher ne seront pas surpris d'entendre de telles déclarations ». Selon le journal, le ministre « a précédemment rendu des services personnels à ses amis, les mollats de Téhéran, faisant ainsi de grands profits qui n'ont ni contribué à rétablir la paix ni fait preuve de respect pour la loi internationale ».

Dans un article publié samedi par le quotidien *Norvège*, *Zeitungen*, M. Genscher note pour sa part que la résolution du conseil de sécurité de l'ONU appelant à la fin du conflit « n'est pas encore la solution, mais un pas en avant ». Il appelle « tous les Etats parties prenantes à

observer la plus grande retenue dans les semaines qui viennent. Il rappelle en outre qu'il a « recommandé instamment la plus grande retenue » au ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati.

Sur le front terrestre de la guerre, alors que l'Irak a annoncé dimanche la mise sur pied de 1 500 nouveaux bataillons de gardiens de la révolution, Bagdad a fait état de 230 missions de son aviation dimanche contre des positions irakiennes. Téhéran avait affirmé que son armée avait tiré ou blessé mille cents soldats irakiens durant le week-end dans le secteur central du front.

Enfin, à Koweït, la Cour de sûreté de l'Etat a condamné, samedi, dix Koweïtiens à des peines allant de six mois à sept ans de prison, et acquitté trois ou quatre personnes accusées notamment d'actes de violence et de distribution de tracts hostiles au régime, a-t-on indiqué de source officielle.

Parmi les personnes acquittées, trente sont des Koweïtiens et une seule est de nationalité saoudienne, a-t-on précisé.

Les quarante et une personnes ont comparu dans le cadre de trois procès, sous l'accusation d'usage de la force contre des agents de l'Etat, distribution de tracts incitant à renverser le régime en place et crime de lèse-majesté. Elles étaient également accusées de s'être opposées à l'arrestation de douze Koweïtiens, condamnés pour une série d'incidents criminels survenus en janvier devant des installations pétrolières du pays. Six membres de ce réseau de sabotage avaient été condamnés, début juin, à la peine capitale, dont deux par contumace.

Il s'agit du premier réseau de sabotage, composé exclusivement de Koweïtiens démantelé à Koweït, théâtre d'une série d'attentats depuis plus de trois ans. Ces Koweïtiens avaient tous été accusés d'avoir perpétré des attentats à l'explosif, en mai 1986, dans la raffinerie de Mina-Al-Ahmad, puis, en janvier dernier, dans la zone industrielle d'Al-Moukawa, au sud de la ville de Koweït. (AFP, Reuters.)

Le « Clemenceau » et son escorte mettraient quinze jours pour rallier la mer d'Oman

Quatre bâtiments de l'escadre de la Méditerranée, dont le porte-avions *Clemenceau*, ont été placés, dès samedi soir 25 juillet, à Toulon, en état d'appareiller dans les vingt-quatre heures, c'est-à-dire qu'ils sont en attente d'un ordre gouvernemental d'avoir, éventuellement, à rallier la flotte française de l'océan Indien dont une partie patrouille en mer d'Oman.

Durant le week-end, les marins du *Clemenceau*, des frégates d'accompagnement lance-missiles *Suffren* et *Duquesne*, et du pétrolier-avitailleur *Musé* ont dû interrompre leurs permissions pour regagner le bord. On a, dans le même temps, complété les stocks en vivres, munitions et carburant des quatre navires, tandis que les avions du *Clemenceau*, qui sont principalement des avions d'attaque Super-Etendard, des avions de reconnaissance Etendard et des intercepteurs Crusader, ont rallié la base, toute proche, de Hyères-Palmyre pour

être susceptibles de rejoindre en haute mer le porte-avions.

Toutes ces mesures, dites de précaution, ont été prises préventivement par l'état-major de la marine, sur l'ordre du ministre de la défense, et on estime généralement que le groupe aéronaval pourrait quitter Toulon mercredi 29 juillet si la décision gouvernementale d'appareiller pour l'océan Indien intervenait. La route est estimée à 4 500 nautiques (environ 8 400 kilomètres) et serait couverte en quatorze jours.

Dans cette éventualité, le *Clemenceau* et son escorte rejoindraient en mer d'Oman les avions-escorteurs *Victor-Schoelcher*, *Protet* et *Commandant-Bory* et le navire de commandement *Marne* du contre-amiral Jacques Lantade. Entre-temps, la corvette de lutte antisous-marine *Georges-Leygues*, qui doit arriver vendredi 31 juillet à Djibouti, aura renforcé la flotte de combat française dans cette région du monde.

L'absence de dragueurs ou de chasseurs de mines au sein de ce groupe naval semble indiquer que la France n'a pas, pour l'instant et conformément à sa politique actuelle, l'intention d'entrer en force dans le Golfe, où certains chasseurs d'accès, notamment celui de Koweït, sont minés, comme l'a révélé l'incident survenu au pétrolier *Bridgeton*, escorté par la marine de guerre américaine. Seule la marine saoudienne dispose, aujourd'hui, dans la zone, de quatre dragueurs côtiers de faible tonnage qui seraient loin de suffire à la tâche.

« Nous voulons être, à titre de précaution, capables de protéger en mer d'Oman les convois notre trafic maritime », a expliqué le ministre de la défense, M. André Giraud. Comme le porte-avions américain *Constellation*, qui se tient en deçà du détroit d'Ormuz, le *Clemenceau*, compte tenu du rayon d'action de ses appareils, ne pourrait exercer des actions de surveillance ou de rétorsion que dans le sud du Golfe et de l'Irak.

IRAQ : un rapport de Bagdad devant le comité de l'ONU

Un paradis pour les droits de l'homme...

GENÈVE
de notre correspondante

Le Comité des droits de l'homme de l'ONU, qui a siégé au palais des Nations du 6 au 24 juillet, sous la présidence de M. Julio Prado Valejo (Equateur), est composé d'experts en provenance de dix-huit pays, siégeant à titre personnel pour examiner les rapports présentés par divers gouvernements sur la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le moins qu'on puisse dire de ces experts est qu'ils ont fait montre d'une courtoisie et d'une patience peu communes.

L'examen du rapport de l'Irak, présenté par M. Rouchdi Rachid, porte-parole du ministère de la justice de Bagdad, fournit à cet égard

un exemple édifiant. Tout — ou presque — de la teneur de ce rapport de deux cent quatre-vingt-neuf paragraphes, a été accepté tel quel par l'ONU. Le représentant irakien a soutenu avec vigueur que, non seulement les droits de l'homme sont respectés en Irak, mais il est encore le loisir de répéter à l'envie que, s'il subsiste quelques points noirs dans son pays, c'est uniquement dû à « l'agression iranienne », car c'est bien l'Irak qui, « sans provocation aucune », aurait attaqué l'Irak.

Dès qu'il s'est agi de questions précises, le comité est droit à un festival de non-réponses, de non-dits et rarement a-t-on entendu à l'ONU un orateur noyer le poisson avec autant de cynisme. Selon le rapport qu'il a présenté, « le président de la République irakienne répond avec diligence aux plaintes de citoyens irakiens et de résidents en Irak, qu'il reçoit en personne pour écouter leurs doléances, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Pour signaler un incident appelant l'intervention du président, n'importe qui peut le contacter par téléphone, et il veille à ce que les citoyens et les résidents jouissent de tous leurs droits constitutionnels et juridiques ».

Quant aux tribunaux, ils sont, bien sûr, « indépendants », le droit de la défense est « sacré », la dignité de la personne est « garantie », la pratique de toute forme de torture physique ou psychique est « interdite ».

Cependant, lorsqu'on arrive à la partie du rapport ayant trait à l'article 6 du pacte concernant le droit à la vie, les experts, ayant été alertés par diverses sources au sujet du nombre inquiétant d'exécutions capitales en Irak, ne purent s'empêcher d'exprimer quelque scepticisme. Trop de délits énumérés dans le rapport sont de nature à entraîner la peine de mort. Parmi eux, le paragraphe 133 cite « la propagation des principes sionistes ou maçonniques ». Interrogé par les experts, M. Rachid a ajouté que toute insulte

adressée en public au président de la République peut entraîner la peine capitale, « car il s'agit alors d'un crime contre l'intérêt de l'Etat ». En outre, « les condamnations à mort prononcées par le tribunal révolutionnaire sont définitives et sans appel ». M. Rachid a précisé que la peine de mort était « la sanction la plus grave » prévue par la législation de son pays.

Selon le paragraphe 211 du rapport, « les moyens d'informations audiovisuelles irakiens donnent aux citoyens l'occasion d'exprimer leurs opinions et de critiquer toute application abusive des lois et règlements ». Quant aux libertés religieuses, elles sont assurées à dix-sept communautés. L'article 205 prévoit « l'octroi de terrain à titre gratuit pour l'érection d'églises, la création de lieux de culte et de cimetières réservés aux communautés religieuses ». En revanche, a indiqué M. Rachid, « la loi intervient lors de manifestations en faveur de l'athéisme », car, selon lui, « la question de la foi est un principe profondément ancré dans l'homme arabe » et « toute liberté doit être organisée et réglementée ».

De même que le représentant roumain (le Monde du 17 juillet), celui de l'Irak a tout mis en œuvre pour rendre crédible sa version paradisiaque du régime de son pays. Les experts qui l'écoulaient ont toujours été aimables, mais ont fini tout de même par manifester leurs préoccupations, notamment au sujet de la rétroactivité des condamnations à la peine de mort, de l'indépendance des tribunaux, de la sécurité des personnes, de la liberté d'expression.

M. Rachid, qui avait pourtant beaucoup parlé, a dit combien il regrette, faute de temps, de n'avoir pu « clarifier » toutes les questions qui lui avaient été posées et s'est voulu rassurant en affirmant que « nous allons déployer tous nos efforts pour que la question des droits de l'homme occupe la place qu'elle mérite ».

ISABELLE VICHNIAC.

Les suites du détournement du DC-10 d'Air Afrique

L'incertitude demeure sur la véritable identité du pirate de l'air

La France était, de toute évidence, la première cible de l'auteur du détournement, vendredi à Genève, du DC-10 d'Air Afrique, *Hossain Ali Mohamed Hariri*, qui a abattu frauduleusement un jeune Français parce que, selon lui, « c'est la seule langue » que les Français comprennent.

« J'ai tué [Xavier Beaulieu] parce qu'il ne comprenait rien d'autre que ce type de langage », a-t-il expliqué au représentant de l'O.L.P. à Genève, M. Nabli Ramdani, qui a tenté de le ramener à la raison au cours d'un dialogue téléphonique d'une heure et vingt minutes. « J'ai aussi fait cela pour convaincre les autres que j'étais sérieux ».

M. Ramdani, qui fut en fait le seul interlocuteur du pirate, a confié samedi à quelques journalistes les principales péripéties d'une trêve qui, commencée vendredi à 10 h 40 locales (8 h 40 GMT), s'est achevée à midi sur un dernier appel de Mohamed Hariri, lui faisant part de sa décision de libérer sans attache les passagers africains, deux Belges et un Canadien.

Au cours de la conversation en arabe, le pirate a formulé sept exigences :

- La libération de tous les Libanais accusés de terrorisme et détenus en France depuis l'été dernier ;
- La mise en liberté, en particulier, de Georges Ibrahim Abdallah, condamné en France à la réclusion perpétuelle ;
- La libération de tous les Tunisiens détenus en France ;
- La libération de Mohamed Ali Hamada et de son frère, incarcérés pour terrorisme à Francfort ;
- La libération des Libanais et des Palestiniens en prison en Israël et la remise des corps des Libanais tués au cours d'engagements avec l'armée israélienne ;
- L'approvisionnement en carburant du DC-10 d'Air Afrique afin qu'il poursuive sa route vers Beyrouth, où Mohamed Hariri devait recevoir de « nouvelles instructions de son organisation ». A une question du représentant de l'O.L.P., il s'est borné à dire qu'il s'agissait

de « l'organisation de résistance et d'action contre les germes du cancer », et M. Ramdani est convaincu que derrière cette appellation se cache un groupe idéologique lié à l'Irak. Il lui paraît peu probable qu'un jeune homme de vingt et un ans ait pu planifier une telle action en agissant de son propre chef.

Une carte de navigation (là, le pirate a usé de mots français), permettant au commandant de bord de gagner la capitale libanaise, et la désignation d'une piste d'atterrissage, ont été fournies à l'exploit, en mai 1986, dans la raffinerie de Mina-Al-Ahmad, puis, en janvier dernier, dans la zone industrielle d'Al-Moukawa, au sud de la ville de Koweït. (AFP, Reuters.)

d'une « organisation de résistance et d'action contre les germes du cancer », et M. Ramdani est convaincu que derrière cette appellation se cache un groupe idéologique lié à l'Irak. Il lui paraît peu probable qu'un jeune homme de vingt et un ans ait pu planifier une telle action en agissant de son propre chef.

Une carte de navigation (là, le pirate a usé de mots français), permettant au commandant de bord de gagner la capitale libanaise, et la désignation d'une piste d'atterrissage, ont été fournies à l'exploit, en mai 1986, dans la raffinerie de Mina-Al-Ahmad, puis, en janvier dernier, dans la zone industrielle d'Al-Moukawa, au sud de la ville de Koweït. (AFP, Reuters.)

Désigné comme Libanais

L'auteur du détournement, qui désignait de la liste des passagers quarante-six personnes, a bien confirmé à son interlocuteur qu'il n'envoyait en aucune façon de libérer « les soixante-quatre Français, les deux Britanniques et les deux Américains et quelques Juifs qui se trouvaient à bord ». M. Ramdani est certain d'une chose : Mohamed Hariri n'est pas Palestinien. En revanche, son accent et ses exigences le désignent comme un Libanais.

D'après les autorités centrafricaines, le pirate était en possession du premier d'un libanais u son d'ali Hossain Mohamed Hariri, et il a bien embarqué jeudi à l'escalo de Bagdad, à destination de Paris. Ce fait a été confirmé par le directeur des relations extérieures d'Air Afrique, qui a expliqué qu'il s'était présenté au dernier moment, sans réservation préalable.

Il a été embarqué en « go-show », a-t-il précisé, en ajoutant que cette pratique était courante : « Quand on a des sièges disponibles, on accepte les passagers ».

Dans le village de Deir-Zonoun, les parents de Hossain Hariri ont déclaré à un journaliste de l'AFP qu'ils ne reconnaissent pas leur fils sur la photo du pirate publiée par la presse libanaise. La mère a confirmé que son fils était parti à Bagdad « il y a vingt-cinq jours, avec des marchandises, des touristes, des magnétographes, des vêtements, qu'il comptait vendre à Bagdad pour se faire un peu d'argent avant de se trouver un emploi ».

Hussein Hariri sera jugé en Suisse

GENÈVE
de notre correspondante

Le pirate de l'air responsable du détournement d'un DC-10 d'Air Afrique sur l'aéroport de Genève-Cointrin, qui se dit être Hossain Ali Mohamed Hariri, est détenu dans le quartier de haute sécurité de la prison de Champ-Dellon, près de Genève. Il continue à être interrogé par des membres de la police fédérale de Berne en poste à Genève. Les interrogatoires se déroulent dans un climat de secret absolu. L'homme sera jugé en Suisse non seulement pour l'assassinat du Français Xavier Beaulieu, mais aussi pour prise d'otages et détention d'explosifs, délits considérés comme étant de la compétence de Berne, dont les services de police comprennent notamment des agents du contre-espionnage.

Dès la fin de cette première série d'interrogatoires, Berne déléguera la suite de la procédure à Genève, mais le procureur général de la Confédération conservera en principe un droit d'intervention. Lorsqu'un juge d'instruction genevois sera désigné,

le pirate pourra être défendu par un avocat de son choix. Ce dernier pourra être étranger, à condition d'être assisté par un membre du bureau suisse. L'inculpé risque la réclusion à vie, la peine de mort étant abolie en Suisse sauf en temps de guerre.

Les environs de Champ-Dellon sont calmes et si les autorités tant genevoises que fédérales sont conscientes qu'elles ont reçu un cadeau empoisonné, elles demeurent sereines encore que vigilantes. Ce qui paraît évident, c'est qu'elles sont décidées à ne se laisser intimider par aucune menace, contrairement à ce qui s'est passé en 1970 lorsqu'un appareil de la Swissair avait été détourné par l'O.L.P. à Zurich en Jordanie et que les pirates avaient menacé de faire sauter l'avion. Berne fit alors passer un jugement et céda au chantage en faisant libérer trois terroristes condamnés après un attentat avec mort d'homme contre un appareil de la compagnie israélienne El Al à l'aéroport de Zurich-Kloten.

ISABELLE VICHNIAC.

PARIS-LONDRES 540 F ALLER/RETOUR

Vol sur Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.



JUMBO SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

JUMBO PARIS 47 05 01 95 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Handwritten text in Arabic script: "هذا من الاصل"

Proche-Orient

LIBAN

Sept miliciens tués par l'armée israélienne à Saïda

BEYROUTH
de notre correspondant

Sept membres de l'Organisation populaire nassérienne ont été tués à Saïda dans une opération menée dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 juillet par l'armée israélienne.

L'embuscade, tendue par des soldats débarqués de vedettes lance-missiles et appuyés par un hélicoptère, s'est produite aux environs de minuit et a duré plusieurs heures, mettant la ville en émoi et les miliciens en alerte. Saïda, qui se trouve à l'entrée du Liban sud, dont elle est le chef-lieu, est depuis deux ans un des endroits les plus chaotiques du Liban. S'y battent simultanément ou alternativement sur différents fronts qui la ceinturent les Palestiniens et Amal, la milice nassérienne sunnite et l'Armée du Liban sud, milice créée, entraînée et financée par Israël.

Israël intervient de temps à autre dans ces brûlots, aggravant la confusion et la tension, mais d'ordinaire c'est sous forme de raids aériens, rarement sous forme de commandos terrestres, comme la nuit dernière.

Cela sans compter les interventions militaires israéliennes « routinières » sous forme de bombardements d'artillerie, de ratissages et autres actions ponctuelles. Ainsi, au cours des dernières vingt-quatre heures, les Israéliens et leurs protégés de l'Armée du Liban sud ont bombardé plusieurs villages de la Bekaa ouest, sans faire de victimes, et ont effectué une incursion au nord de la « ceinture de sécurité » pour « ratisser » le village de Zallaya. Les hélicoptères israéliens ont d'autre part survolé Hasbaya et Chobaa, alors que l'aviation survolait tout le Liban, du sud au nord, crevant le mur du son au-dessus de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

L'enquête sur les attentats de Paris et Wahid Gordji

La difficile identification d'une BMW

Deux Libanais, Abbas Khawaja et Mohamed Moussoui, ont été inculpés, le samedi 25 juillet, d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'insultation ou la terreur, par M. Gilles Bouloque, juge d'instruction chargé du dossier des terroristes pro-iraniens. Les deux hommes ont été écroués.

Les trois autres personnes, libanaises elles aussi, qui avaient été interpellées en même temps qu'Abbas Khawaja et Mohamed Moussoui ont été remises en liberté au terme de leur garde à vue.

Abbas Khawaja, trente ans, est soupçonné d'avoir entretenu d'étroites relations avec certaines des personnes déjà inculpées dans le cours de cette même enquête. Quant à Mohamed Moussoui, trente et un ans, il semble avoir travaillé quelques temps à l'ambassade d'Iran, notamment pour le compte de Wahid Gordji, interprète en numéro deux officier de mission iranienne, aujourd'hui réfugié à l'intérieur des locaux diplomatiques, pour échapper à la convocation que lui a lancée le juge Bouloque.

La police reprocherait surtout à Massouï d'avoir aidé à repêcher en gris une voiture BMW noire, série 300, appartenant à Gordji. Cette automobile avait été achetée en Allemagne par Mohamed Moushajer, inculpé et écroué dans le même dossier, à un représentant de la milice chite Amal en Allemagne (le Monde du 4 juillet). Moushajer l'avait conduite en France sous immatriculation provisoire avant de la céder à Wahid Gordji dans le garage duquel elle a été retrouvée par les policiers.

Quelques jours avant l'attentat commis devant le magasin Tati, rue de Rennes, le 17 septembre 1986, Mohamed Moushajer avait d'ailleurs été contrôlé au volant de cette voiture pour avoir pas attaché sa ceinture de sécurité. Plusieurs jours après l'attentat, avec l'aide de Mohamed Moussoui qui vient d'être inculpé, la voiture était repêchée en gris dans un garage du val-d'Oise appartenant à l'un des Libanais qui, mis hors de cause, a été remis en liberté.

Entre ces deux dates, une BMW noire avait été décrite par plusieurs témoins comme la voiture de laquelle avait été lancée la bombe meurtrière de la rue de Rennes. S'agit-il de la même voiture? Inconnu. L'attentat, deux témoins avaient décrit la voiture sus-

pectée comme étant une BMW de série 300. L'un de ces témoins, commandant d'aviation, était placé sur le trottoir, non loin du lieu de l'attentat; l'autre, une femme-magistrat était assise dans la voiture qui suivait la BMW noire quelque secondes avant l'explosion; tous deux - qui désiraient d'ailleurs acquiescer une voiture identique - avaient été formels à son identification. Or la voiture retrouvée chez Wahid Gordji est une BMW de série 500, de cylindrée et de forme différentes des BMW 300.

Des soupçons accrus

Les témoins se sont-ils trompés? Pourquoi Wahid Gordji a-t-il fait repêcher sa voiture en gris dans le garage d'un Libanais sans passer par un circuit commercial plus classique? Autant de coïncidences et de questions qui justifient une fois de plus l'audition de Wahid Gordji. Or, ce dernier refuse toujours obstinément d'être entendu ce qui accroît du même coup les soupçons qui pèsent sur lui.

L'enquête, en tout cas, est désormais clairement orientée vers les attentats commis dans la capitale en 1986.

Aux similitudes d'explosifs découverts récemment en forêt de Fontainebleau et entre les centaines de ceux utilisés lors des attentats de 1986; aux aveux précis des deux Marocains inculpés, il y a quelques semaines, s'ajoute aujourd'hui cette BMW rapidement repeinte comme si on avait voulu la maquiller.

Le juge Michel Legrand qui était jusqu'alors en charge de ce dossier en a récemment remis l'intégralité au juge Bouloque, qui à l'origine était chargé du dossier du réseau « pro-iranien » et qui est désormais le seul magistrat instructeur en charge de toute l'affaire.

Toutes les auditions menées par la DST à l'origine de la découverte de ce réseau intégriste pro-iranien vont, à la demande du juge, être refaites par la brigade criminelle de la préfecture de police, service qui avait procédé à l'enquête sur les attentats de l'année dernière. La police judiciaire a, dans ses recherches, privilégié dès l'origine la piste Abdallah; la DST estime qu'il s'agit d'une fausse piste et que les commanditaires se trouvent à Téhéran; la vérification par la PJ des éléments d'une enquête menée par la DST permettra-t-elle de trancher entre les deux thèses ou de les rapprocher?

GEORGES MARION.

● La Syrie aurait reçu des Mig-29 soviétiques. — La radio israélienne a annoncé, samedi 25 juillet, que la Syrie a reçu une première livraison de Mig-29 de fabrication soviétique, des avions comparables aux F-15 américains dont Israël est équipé. Le gouvernement syrien avait demandé à acquiescer ces appareils à y a plusieurs années déjà, après avoir constaté les résultats obtenus par les F-15, notamment lors des combats aériens israélo-syriens de 1982 au cours desquels quatre-vingt-quatre appareils syriens avaient été abattus. — (A.P.)

● Entretien entre le président Assad et le co-président syrien. — La président syrien s'est entretenu

samedi 25 juillet avec le premier commanditaire syrien actuellement à bord de la station orbitale soviétique Mir. « La Syrie tout entière est fière de vous, Mohammed. Elle vit par votre voix, ressent vos émotions et éprouve de la joie pour vous », rapporte l'agence Tass citant les propos du président au lieutenant-colonel Mohammed Farès. Radio Moscou a précisé que les communistes avaient passé une partie de la journée à s'adapter à la gravité nulle et commencé leur mission de surveillance du territoire syrien. Celle-ci est essentielle au développement économique du pays, a commenté la radio sans toutefois donner de détails. — (A.P.)

Europe

URSS

Trois cents Tatars de Crimée ont manifesté pendant près de vingt-quatre heures aux abords de la place Rouge

Moscou. — Trois cents Tatars réclamant le droit de retourner vivre en Crimée se sont livrés, samedi 25 et dimanche 26 juillet, à sit-in de vingt et une heures aux abords de la place Rouge.

Samedi, pour la troisième journée consécutive (le Monde du 25 juillet), les Tatars se sont d'abord rassemblés devant le bâtiment du comité central, puis se sont rendus à l'entrée de la place Rouge pour entamer leur sit-in. En début de soirée, une échauffourée de quelques minutes les a opposés aux forces de l'ordre, alors qu'ils tentaient d'aller manifester sur la place Rouge. Après avoir été brutalement contenus par une centaine de miliciens et membres du KGB en uniforme, les manifestants sont allés se

rassembler près du mur du Kremlin en arborant, le poing levé, de grands portraits de Lénine et du numéro soviétique, et en scandant : « Gorbatchev ! Gorbatchev ! » et « Honte à Tass ! ».

Les Tatars contestent le contenu du communiqué officiel diffusé jeudi 23 juillet par l'agence officielle bien que, pour la première fois, ce texte ait reconnu que le peuple tatar avait été victime d'« injustices ». L'agence n'en accusait pas moins les Tatars d'avoir pris part à l'extermination de quelque 86 000 Russes, juifs, Ukrainiens, Grecs et tziganes. Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi 24 juillet à Moscou, les manifestants ont réaffirmé que 400 000 Tatars avaient été chassés de Crimée et non pas un peu plus de 200 000, comme l'indiquait l'agence. Selon eux, au moins 100 000 Tatars sont morts au cours de cette déportation.

Les manifestants demandaient une rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev; se voyant promettre dimanche après-midi une entrevue avec M. Andreï Gromyko, chef de l'Etat soviétique et président de la commission chargée d'examiner leurs

doléances, ils se sont dispersés volontairement. Certains protestataires avaient jusqu'alors refusé de rencontrer M. Andreï Gromyko, le considérant comme « un représentant de la vieille administration ». L'entrevue devait finalement avoir lieu le lundi 27 juillet.

Depuis les années 60, les Tatars n'ont cessé de réclamer le rétablissement de leur république autonome de Crimée, sur la mer Noire, où ils ont vécu pendant des siècles jusqu'à ce que Staline, les accusant de collaboration avec les nazis, décide en 1944 de les déporter. Les droits constitutionnels leur ont été rendus en 1967 mais, selon des chiffres officiels, 20 000 d'entre eux seulement vivent actuellement en Crimée.

La manifestation du week-end dernier est la plus longue qui ait jamais été organisée aux abords de la place Rouge. Selon l'agence Tass, elle était menée par des « extrémistes ». Dans un communiqué diffusé à la suite de la manifestation, Tass a adressé une sévère mise en garde aux Tatars de Crimée, leur enjoignant de cesser d'utiliser « des méthodes extrêmes de pression » sur les autorités soviétiques. — (AFP, Reuter.)

ITALIE

Mort d'un protagoniste du détournement de l'« Achille-Lauro »

ROME
de notre correspondant

L'un des protagonistes de l'affaire du navire italien détourné en 1985, l'« Achille-Lauro », est mort, le samedi 25 juillet à Rome, dans des conditions qui soulèvent ici bien des interrogations. Moufak Ghandoura, « lieutenant-colonel de l'Organisation de libération de la Palestine », selon ses dires, est tombé du cinquième étage de la résidence Ripa, dans le quartier du Trastevere où il avait élu domicile un peu moins de trois semaines plus tôt. Or cet épisode a eu lieu alors que deux agents de police se trouvaient dans son appartement. Ils l'avaient accompagné depuis la préfecture de Rome où il venait de s'entendre signifier un mandat d'arrêt consécutif à une plainte des autorités syriennes pour escroquerie.

Ghandoura, soupçonné d'avoir fourni de faux passeports aux membres du commando ayant détourné l'« Achille-Lauro », avait finalement été condamné à huit mois de prison pour « faux témoignage ». L'O.L.P. avait démenti sa qualité de haut responsable de l'organisation (1).

Depuis on apprenait à Rome que la victime recevait des subsides du ministère de l'Intérieur italien. Soutien normal à un apatride? Ou rémunération d'un agent double?

Par ailleurs, l'homme qui avait souvent usé de faux passeports se défendait en tout cas d'être syrien. Une requête d'extradition de la part de Damas ne pouvait donc être accueillie qu'avec un maximum de réserves et de précautions.

Mais Moufak Ghandoura avait, rappelé-on par ailleurs, déjà tenté de se suicider durant le procès de Gènes. Il avait, par-delà cet épisode, donné de lui-même l'image d'un

homme agité voire instable — impression que confirmaient ceux qui l'avaient rencontré ou fréquenté dans les mois consécutifs à sa libération.

J.-P. C.

(1) Selon Abou Iyad, interrogé par l'AFP à Tunis, Ghandoura était « un sympathisant de l'O.L.P. » mais n'a jamais eu de liens organisationnels avec la centrale palestinienne. « Après avoir été remis en liberté, Ghandoura a demandé à l'O.L.P. une attestation certifiant qu'il relevait de la centrale palestinienne, ce que cette dernière a refusé », a ajouté Abou Iyad. Après une seconde arrestation en janvier 1987 pour usage de faux papiers, « Ghandoura a relancé l'O.L.P. qui lui a demandé de se rendre à Sanaa (Yémen du Nord) ou Bagdad pour que son cas puisse être examiné, dans la mesure, a précisé Abou Iyad, où cela ne pouvait pas être fait sur le territoire italien, ce qu'il a refusé ». Selon Abou Ghandoura, qui s'attribuait le titre de « colonel », paraissait « quelque peu mentalement perturbé ».

Les « Enfants terribles » de Zagreb

(Suite de la première page.)

Nom, ces enfants de Zagreb sont moins dissipés qu'il n'y paraît. « Trop sage même », souffle un prêtre. La crise, sans doute.

Nous a vu ses parents « travailler dur pendant trente ans » : il sera avocat. Il sort de son portefeuille sa carte de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Sarcasmes de ses camarades sur la carrière radienne qui s'offre à lui. « Je n'ai pas peur de l'avenir, j'ai la foi », dit-il.

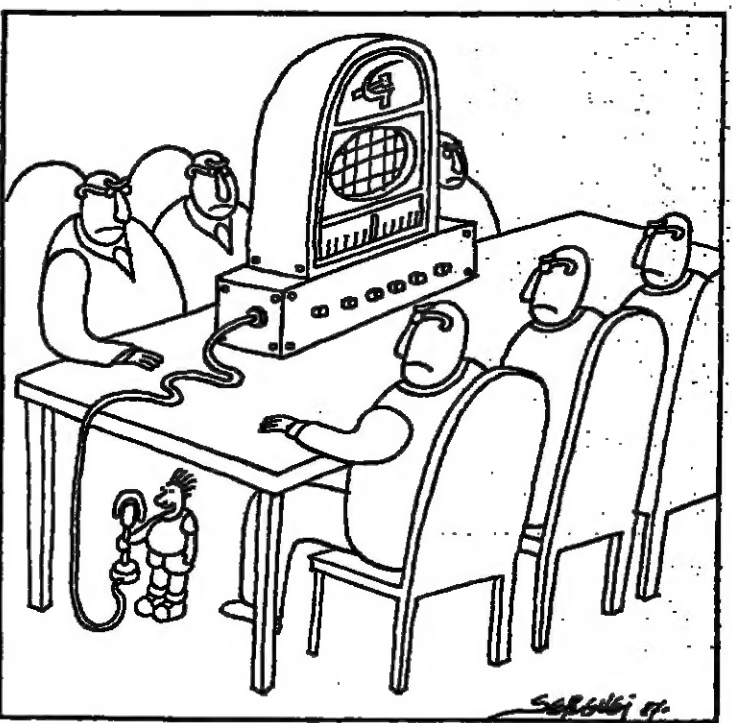
Zlatko, vingt-quatre ans, étudie la littérature. Sans précipitation puis-que « maman cuisine bien » et que 77 % des chômeurs yougoslaves ont moins de trente ans et, souvent, des diplômes (2). Zlatko va une fois par mois à Trieste, ville à forte population yougoslave, pour le plaisir d'être « dehors » tout en se sentant chez soi. Il va aussi à la messe régulièrement. Il a remarqué que, « sur les dollars, il est écrit : In God we trust ».

Le parti n'a pas peur du rock

Un jeune Croate sur cinq est membre de la Ligue des communistes. En 1976, selon la presse, 13 % des jeunes répondaient par la négative à la question : « Souhaiteriez-vous entrer au parti ? » Ils sont aujourd'hui 43 % à dire non. Les médias, le gouvernement s'interrogent, organisent colloques et sondages : à quel âge cette génération de la dévotion, ces enfants terribles peu pressés de grandir ?

« L'enseignement a peut-être trop cédé à l'idéologie », suggère un ministre croate cité par l'hebdomadaire Danas.

Belec Krusovcava, vingt-huit ans, fille d'agriculteurs de la région de Labin, à une centaine de kilomètres de Zagreb, est l'une des neufs responsables de l'Alliance de la jeunesse socialiste de Croatie. Elle est chargée de l'information. Son organisation a-t-elle soutenu les revendications des étudiants contre l'augmentation de leurs frais de restauration ? « Je ne me souviens pas de cette action », commence-t-elle.



« Enfin, intervient l'interprète, même la télévision en a parlé ». En substance, la direction de la jeunesse socialiste a soutenu la manifestation. Elle n'a pas approuvé en revanche le rassemblement antinucléaire de fin avril, mais a « adopté » le groupe (Svarum) qui l'a organisé. Ce socialisme est une éponge.

Ici, en tout cas, le parti n'a pas peur du rock. Le Lapidaire, un club de la vieille ville, est géré par l'Alliance de la jeunesse socialiste. Dehors : un « centre culturel et d'amusement ». Dedans : une cave toute en longueur et en fumée, peuplée d'ombres à cheveu courts. Avant la fermeture, un agent vient contrôler les comptes, sans déranger la musique. Le videur, qui a un autre métier dans la journée, s'excuse d'être pressé de fermer alors qu'il n'est pas 2 heures du

Voyages et religion

La Pomme, une autre boîte de nuit dans un rez-de-chaussée voisin de l'immeuble de la sénéralie urbaine, accueille ce soir-là un groupe français, Dazibao. « Cela veut dire quoi, Dazibao ? » demande Rada, fasciné par la queue de cheval et l'empereur en pièces détachées du chanteur. En attendant un disque d'or, le groupe découvre l'Europe de l'Est. « Il suffit d'envoyer une cassette pour se faire inviter par les organisations de jeunesse », explique le musicien : le cachet est incertain, mais les hôtels sont confortables. Un portrait de Tito est accroché en face du bar. Dans la cour, une seringue passe d'un bras à l'autre. « Ce pays va vers

l'Ouest », dit un étudiant en partance pour Vienne et le concert autrichien de Prince.

Dimanche matin. La cathédrale de Zagreb a fait le plein de jeûnes à 11 h 30, pour la messe des jeunes. La presse a noté une augmentation de la « religiosité » chez les jeunes et tente de distinguer les « pratiquants » des « moyennement religieux ». Un journaliste membre de la Ligue des communistes a trouvé une explication : « L'Eglise est actuellement la meilleure agence de voyages pour les adolescents ».

La maison de l'hebdomadaire catholique Glas Koncila (la Voix du concile, cent mille exemplaires diffusés dans le pays, dont douze mille à Zagreb) est fermée de l'intérieur. Le rédacteur en chef a été privé de passeport il y a deux ans, ainsi qu'un prêtre qui avait organisé un pèlerinage à Rome. De nombreux jeunes, il est vrai, viennent à la messe. Dans les nouveaux quartiers populaires, où les architectes ont oublié l'implémentation des églises, les groupes se réunissent au domicile des prêtres. « Nous sommes plus sympathiques que le pouvoir, c'est sûr », dit un hiérarque de l'évêché. Mais, quant à la réalité de la ferveur des jeunes, l'Eglise n'est sûre de rien.

Sur la place de l'Unité et de la Fraternité, rendue place des Fleurs en dépit des bons sentiments, on montre la façade de l'immeuble qu'ont récemment descendu, liés aux pieds, deux aventuriers. Dans un bar, une jeune comédienne improvise du Piaf : elle qui ne rêve qu'à Chéreau porte un badge de « Dynasty ». Des groupes de jeunes attendent le tramway qui les reconduira dans les HLM de la périphérie. C'est vendredi soir et ça tangue à Zagreb, dans les têtes et les rues, ça tangue au « gemist », ce vin blanc à l'eau gazeuse qu'on boit sans dépasser la dose prescrite.

CORINNE LESNES.

(2) Pour l'ensemble de la Yougoslavie, le nombre de chômeurs est évalué à plus d'un million.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Selon le « Washington Post »

M. Reagan aurait voulu dissimuler l'opération de ventes d'armes à l'Iran contre la libération d'otages

Selon des documents émanant du Conseil national de sécurité (CNS) et révélés, dimanche 26 juillet, par le « Washington Post », le président Reagan a tenté, avant que n'éclate publiquement le scandale de l'« Irangate », de dissimuler le fait que les ventes d'armes à Téhéran étaient destinées à obtenir la libération d'otages américains détenus à Beyrouth.

Au cours d'une réunion au plus haut niveau, qui se serait tenue le 10 novembre dernier, à la Maison Blanche, soit exactement quinze jours avant la fameuse conférence de presse du ministre de la justice, M. Meese, sur les contacts avec l'Iran, M. Reagan aurait déclaré aux membres de son cabinet et à ses conseillers réunis dans le bureau ovale : « Ne parlons pas des ventes d'armes à l'Iran, nous ne devons pas de détails ». Le président aurait insisté sur la nécessité de publier un communiqué dont « tout le monde » avait besoin et indiquant qu'il n'y avait eu « aucun marchandage avec les terroristes » ni de « rançon versée ». Les différentes enquêtes menées sur cette affaire depuis le mois de novembre ont pourtant démontré que les États-Unis ont procédé, en 1985, à deux livraisons d'armes à l'Iran en vue d'obtenir la libération d'otages. Trois de ces otages furent d'ailleurs relâchés par leurs ravisseurs.

Dans les semaines qui ont suivi, M. Reagan devait systématiquement nier que les ventes d'armes à l'Iran aient servi de monnaie d'échange contre la libération d'Américains détenus au Liban. Il devait soutenir que cette décision s'inscrivait plutôt dans une stratégie visant à renouer des liens avec des éléments « modérés » du régime khoméniste.

Au cours de la réunion du 10 novembre, M. Reagan aurait demandé à ses collaborateurs présents de donner leur accord à sa proposition, ce qu'aurait fait, sans objection, le ministre de la justice,

M. Meese. Tout en soutenant, lui aussi, le président, M. Shultz, le secrétaire d'État, aurait déclaré qu'il était « préoccupé par la politique » suivie. Après diverses escarmouches avec le Conseil national de sécurité et la CIA, M. Shultz aurait finalement convaincu le président, le 14 décembre suivant, de renoncer à l'idée d'obtenir la libération d'otages par des ventes d'armes à Téhéran.

HAÏTI : le massacre de Jean-Rabel

Cinquante paysans au moins auraient été tués

Port-au-Prince (AFP, Reuters). — Les incidents qui se sont déroulés, la semaine dernière, dans la localité de Jean-Rabel, située à 220 kilomètres au nord-ouest de la capitale Port-au-Prince, ont été beaucoup plus meurtriers que des premières informations ne le laissent penser (le Monde daté 26-27 juillet). A en juger par les derniers bilans, c'est à un véritable massacre que se sont livrés contre des paysans pauvres de la région un groupe d'hommes au service des grands propriétaires terriens.

Samedi 25 juillet, le ministre de l'Information indiquait déjà que les affrontements avaient fait trente morts au moins et une centaine de blessés. Ce chiffre avait été donné précédemment par Radio-Soleil, la station de l'Eglise catholique. Toutefois, des médecins de retour de Jean-Rabel et joints par l'agence Reuters affirmaient avoir dénombré cinquante morts. C'est également le chiffre donné à l'Agence France-Presse par l'un des principaux dirigeants de l'association d'aide à la paysannerie à laquelle appartenaient les victimes.

Selon ce responsable, qui a demandé à garder l'anonymat, trois cents autres paysans de cette association, dénommée Tête ensemble Jean-Rabel et soutenue par l'Eglise,

sont portés disparus. « Ils sont peut-être morts, en fuite ou se cachent pour échapper à la répression », a déclaré le même responsable.

Pour leur part, des militaires et des fonctionnaires du ministère de l'Information arrivés sur place dimanche pour enquêter n'ont pas hésité à parler d'une centaine de morts. Des dizaines de huttes en toit de chaume ont été détruites par le feu.

A l'hôpital à ciel ouvert de Jean-Rabel, visité par le correspondant de l'AFP, se trouvent cinquante-quatre blessés, la plupart atteints par des armes blanches, des machettes et des piques de fer.

Selon les divers témoignages recueillis, les affrontements ont commencé dès jeudi et se sont poursuivis vendredi. Une embuscade a été tendue par des hommes encadrés par des « tontons macoutes » (anciens militaires dupliés) et une chef de section (agent de la police rurale) armé d'un fusil. Les paysans pauvres attaqués se sont défendus à coups de machettes, de bâtons et de pierres. Les assaillants s'en sont surtout pris aux paysans vêtus d'un maillot de couleur jaune portant l'effigie de Charlemagne Peralte, le héros de la guérilla paysanne anti-américaine du début du siècle.

La mort du secrétaire américain au commerce

Malcolm Baldrige un pragmatique musclé

La disparition du secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige, mort le samedi 25 juillet des suites d'un accident de cheval lors d'un rodéo, prive le président Reagan d'un allié de poids dans un domaine particulièrement sensible.

A soixante-quatre ans, cet ancien président d'une multinationale (Scovill), s'était imposé au sein de l'équipe au pouvoir comme l'un des plus fervents avocats des milieux d'affaires américains. Certains le

dénonçaient comme un « faucon » voire comme un protectionniste. Ses plus fidèles amis, dont le vice-président Bush, qui fut à l'origine de sa nomination à la tête du département du commerce dès 1981, le définissaient plutôt comme un pragmatique. Un pragmatique musclé puisqu'il fut à l'origine des sanctions imposées en avril dernier à l'encontre du Japon, accusé de dumping sur les semi-conducteurs. Il fut de même parmi les rares à être intervenus ouvertement contre le projet de l'entreprise nipponne Fujitsu d'acquiescer Fairchild semiconductors, l'un des importants fournisseurs de « puces » du département américain de la défense.

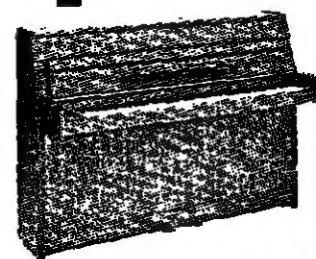
Ardent partisan d'une approche dure à l'égard des partenaires des États-Unis soupçonnés de pratiques déloyales, il prouvait pourtant en compte l'intérêt bien compris des exportateurs américains en prônant notamment une réforme des contrôles sur les ventes vers les pays de l'Est alliant plus de souplesse pour les produits peu stratégiques et plus de contrôles sur les biens très sensibles. Cette approche lui avait valu de solides inimitiés dans les milieux du Pentagone où l'on attend de connaître le nom de son successeur, cette semaine, pour tenter de resserrer quelques verrous.

L'un des artisans du lancement pour la partie américaine de nouvelles négociations commerciales multilatérales, l'Uruguay Round actuellement en cours à Genève, M. Baldrige devait s'atteler à une tâche particulièrement délicate : tenter d'arrondir au maximum les angles de la loi commerciale que le Sénat et la Chambre des représentants mettront définitivement au point cet automne à partir de deux projets protectionnistes. Rendre cette législation acceptable tout en favorisant la renaissance de la compétitivité de l'industrie américaine, l'un des chevaux de bataille de M. Baldrige, reviendra à son successeur.

5,80%
de crédit sur tous les pianos

Offre valable jusqu'au 5 septembre 1987 inclus avec 20% de versement comptant. Crédit jusqu'à 48 mois. Crédit URDOVE, après acceptation du dossier.

Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.



Paris 8^e, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré. Tél. 47.66.51.94
Vélizy 2, rue Grange Dame-Rose. Tél. 39.46.00.52
Centres Commerciaux
« Hanlet Music Gallery »
« Art de vivre » 78630 Orgeval. Tél. 39.75.78.50

« Arcades » 93160 Noisy-le-Grand. Tél. 43.05.20.79
« Vélizy 2 » 78140 Vélizy. Tél. 39.46.26.87

HANLET

天理

Parlez donc JAPONAIS !

COURS DE TOUT NIVEAU - APRÈS-MIDI ET SOIR - PROFESSEURS JAPONAIS
AUDIO-VISUEL - FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE AMPLIÉE
BOURSE LE 15 SEPTEMBRE - INSCRIPTION IMMÉDIATE
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
INSCRIPTION PAYÉE
9, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT, 75014 PARIS
TEL. 43.35.11.85



31 Juillet.

Madame, Monsieur, Actionnaire de Paribas, ce message vous est réservé.

Jusqu'au 31 juillet 1987, vous avez la priorité pour souscrire à l'augmentation de capital de notre groupe.

En émettant auprès de ses actionnaires et d'investisseurs venus du monde entier des Actions à Bons de Souscription d'Actions que les professionnels appellent généralement ABSA, Paribas poursuit son développement et renforce son capital. Proposée au prix de 470 F, l'ABSA Paribas est composée d'une action et d'un bon qui seront cotés en bourse séparément dès la fin de l'opération.

Madame, Monsieur,

Normalement, c'est par tranche de 8 actions que l'on peut acquérir une ABSA. Mais à vous, Paribas offre l'avantage de souscrire en priorité une ABSA, même si vous ne possédez que 4 actions ou moins.

Donnez dès à présent vos instructions à l'intermédiaire auprès duquel sont déposées vos actions (banque, bureau de poste, agent de change, caisse d'épargne ou comptable du Trésor).

Si vous souhaitez plus de renseignements, appelez Paribas-Actionnariat qui met à votre disposition un service téléphonique permanent au : (1) 42.98.17.88.

PARIBAS

Téléphonez au (1) 42.98.17.88 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris. Une note d'information visée par la C.O.B. est disponible chez les intermédiaires financiers.

5021 من الاصل

حکومت من الاجل

Afrique

Soudan : dégradation de l'économie et difficultés politiques

Le gouvernement décrète l'état d'urgence pour un an

Khartoum, (AFP). — Le gouvernement de M. Sadek El Mahdi a décrété, le samedi 25 juillet, l'état d'urgence pour un an sur l'ensemble du territoire, alors que le pays est confronté à la dégradation continue de son économie et à une situation politique difficile. En vertu de l'état d'urgence, les autorités sont habilitées à arrêter les personnes suspectes, à interdire les grèves et les manifestations, à réquisitionner la propriété privée, à imposer la censure à la presse et à prendre toute autre mesure destinée au rétablissement de l'ordre.

Cette décision est intervenue alors qu'ont repris, dimanche 26 juillet, les négociations avec le Fonds monétaire international. Le FMI exige un plan de réforme de l'économie soudanaise avant de rééchelonner la dette extérieure dont les experts occidentaux estiment qu'elle se situe entre 11 et 15 milliards de dollars.

L'économie, déjà très faible sous le régime du président déchu Gaafar Nimeiry, a continué à se dégrader en dépit du changement de régime. Le gouvernement actuel, formé le 15 mai 1986 à la suite d'élections, a dû affronter de nombreux problèmes : sécheresse persistante, arrivée massive de réfugiés (le Soudan a une frontière commune avec huit pays) et, surtout, l'insurrection dans le sud du pays, dont de larges zones échappent au contrôle du pouvoir en place.

Conduits par le colonel John Garang, les insurgés du Sud réclament la totale laïcité de l'Etat, alors que les extrémistes musulmans du Front national islamique (50 députés au Parlement) demandent au contraire un renforcement de la charia. Ces derniers ont même tenté à plusieurs reprises, selon M. El Mahdi, d'organiser des émeutes pour faire pression sur le pouvoir.

Avertissement du Front national islamique

Le Front national islamique s'est d'ailleurs élevé dimanche contre le recours à l'état d'urgence. Son secrétaire général, M. Hassan El Tourabi, a déclaré que son parti allait « opposer une résistance à cette mesure en ayant recours à toutes les voies démocratiques ». « Si le gouvernement a pris cette décision pour mettre en place un régime dictatorial et sectaire, nous ferons en sorte que ce soit le début d'une révolution contre la dictature sectaire », a-t-il dit.

Le gouvernement actuel repose sur une coalition des deux principales forces politico-religieuses du Nord, le parti Oumma et le Parti démocratique unioniste, avec l'appui de quelques formations sudistes laïques.

Selon les termes du communiqué proclamant l'état d'urgence, cette

mesure a été prise notamment à cause de l'« instabilité qui règne dans certaines régions du pays ».

L'état d'urgence a également été rendu nécessaire, selon le communiqué, « par le chaos qui règne sur le marché intérieur, se traduisant par la pénurie de produits essentiels en raison de stockages illégaux, du trafic des devises au marché noir et de la pratique de la contrebande sur une large échelle ». Cette situation a été à l'origine d'une récente série de grèves qui ont affecté des services publics vitaux comme la radio-télévision d'Etat et la météorologie nationale. Les lycéens sont également descendus dans la rue, notamment dans la banlieue pauvre du sud de Khartoum, pour protester contre la pénurie de livres et de fournitures scolaires. Le gouvernement a ordonné samedi la fermeture de toutes les écoles de la capitale.

Enfin, le communiqué du gouvernement justifie la proclamation de l'état d'urgence par la nécessité d'« assurer la sécurité du front intérieur contre les ennemis de la démocratie du pays ». Il fait ainsi allusion aux partisans, encore nombreux dans l'administration publique, du président déchu Nimeiry, qui vit en Egypte où il bénéficie de l'asile politique.

L'instauration de l'état d'urgence implique le recours à l'armée, qui fut à l'origine du renversement de l'ancienne dictature, avant de regagner les casernes après l'organisation d'élections.

Le sommet d'Addis-Abeba

La dette africaine, l'apartheid et le conflit tchado-libyen au centre des travaux de l'OUA

Plusieurs chefs d'Etat et personnalités sont arrivés à Addis-Abeba pour assister au sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'ouvre le lundi 27 juillet. Les travaux seront axés sur la dette extérieure du continent, l'apartheid et le conflit tchado-libyen. Le président tchadien, M. Hissène Habré, est sur place. Il est arrivé en compagnie de son homologue gabonais, M. Omar Bongo, qui l'avait invité à voyager, depuis Libreville, à bord de son Boeing-737. Le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, est également là depuis dimanche soir, entouré d'une délégation de deux cent soixante-dix personnes,

ainsi que le président algérien, M. Bendjedid Chadli, et le chef de l'Etat congolais, M. Denis Sassou N'Gessou, président sortant de l'OUA. Le secrétaire général de l'OUA, M. Javier Perez de Cuellar, et le premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland, présidente de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, participeront à la session d'ouverture, ainsi que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Parmi les absents de marque : un ancien président de l'OUA, le chef de l'Etat sénégalais, M. Abdou Diouf, et le chef de l'Etat angolais, M. José Eduardo dos Santos.

M. Hissène Habré superstar

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique de l'Est

Une figure nouvelle à la vingt-troisième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA : M. Hissène Habré, pour la première fois, participe au sommet de l'organisation panafricaine. Fort de ses récentes victoires militaires sur les troupes d'invasion libyennes, M. Habré va se présenter, la tête haute, devant ses pairs. M. Denis Sassou N'Gessou, chef de l'Etat congolais et président sortant de l'OUA, ne vient-il pas de reconnaître, dans un entretien accordé au journal sénégalais *le Soleil*, que « le gouvernement de N'Djaména contrôle, maintenant, la presque totalité du territoire tchadien » et

que « la réconciliation nationale est, aujourd'hui, en bonne voie » ?

De son côté, M. Idé Oumarou, secrétaire général de l'OUA, a adressé un satisfaction à M. Habré pour avoir pleinement coopéré avec le comité ad hoc, chargé de débrouiller l'imbroglio tchadien alors que le colonel Mouammar Kadhafi, son homologue libyen, l'a superbement ignoré. La question de la « bande d'Aouzou », que Tripoli occupe depuis 1973 et que N'Djaména revendique comme partie intégrante de son territoire, reste, pour autant, sans solution. Ledit comité souhaite seulement que ce différend frontalier soit réglé de manière pacifique.

Le colonel Kadhafi, qui, en juin 1983, avait précipitamment quitté le dix-neuvième sommet de l'OUA en grand péril, sans avoir réussi à

empêcher la reconnaissance du gouvernement de M. Habré par l'organisation panafricaine, va-t-il faire le voyage d'Addis-Abeba pour tenter de remettre les horloges de l'OUA à l'heure libyenne ? Déjà, les partisans du GUNT de M. Goukouni Oueddei et ceux du néo-GUNT de M. Achekil Ibn Omar arpentent les couloirs de l'Africa Hall.

De 1979 à 1983, l'affaire tchadienne a empoisonné l'atmosphère au sein de l'OUA. Depuis lors, confusément son impuissance à régler ce conflit, l'organisation panafricaine avait prudemment évité d'en débattre, sauf à voter des résolutions passe-partout. « Ce serait un miracle si l'OUA réussissait à régler la question de l'agression libyenne », affirmait, en mars 1986, M. Habré. A-t-il changé d'avis ?

JACQUES DE BARRIN.

AFRIQUE DU SUD

Un organisateur de la conférence de Dakar contre l'apartheid a été assassiné

Un responsable noir de l'Institut pour une alternative démocratique pour l'Afrique du Sud (IDASA), qui avait participé à l'organisation, il y a deux semaines, de la rencontre à Dakar entre afrikaners et dirigeants du Congrès national africain (ANC), a été assassiné, samedi 25 juillet, près de Thabamane, dans le banlieue de Ciskei. M. M'Ntonga était codirecteur de l'IDASA pour la région de l'East London (côte sud du pays). L'autre codirecteur régional, le révérend méthodiste Steve Fourie, a, d'emblée, écarté l'hypothèse d'un crime crapuleux. La police ne dispose, pour l'instant, d'aucun élément concernant les mobiles de cet assassinat.

Le corps de M. M'Ntonga a été retrouvé dans le coffre de sa voiture. Il avait les mains attachées dans le

dos, les pieds liés et portait la trace d'un coup de poignard en plein cœur.

Militant antipartheid et ancien syndicaliste, M. M'Ntonga vivait à Mdantsane (à une quinzaine de kilomètres au nord-est d'East London), la localité la plus importante du Ciskei, mais aussi la township noire considérée comme la plus peuplée d'Afrique du Sud après Soweto. Il avait été vu, pour la dernière fois, vendredi matin. Il semble qu'il n'ait pas été tué à l'endroit où son corps a été découvert.

D'autre part, le plus grand journal sud-africain du dimanche, le *Sunday Times*, a consacré sa première page aux « aveux » de trafic d'armes pour le compte de l'ANC, signés par Pierre-André Albertini, le coopérant français emprisonné depuis octobre dernier au Ciskei et condamné à quatre ans de prison pour avoir refusé de témoigner contre des militants noirs. Le journal affirme que des copies de ces « aveux » ont été rapportées en France par la délégation parlementaire de droite et d'extrême droite qui s'est rendue en Afrique du Sud à l'invitation de Pretoria. Le texte des « aveux » du jeune coopérant a été publié en France par *Valeurs actuelles*. — (AFP, Reuters).

● GABON : prochaine visite du président Bongo aux États-Unis. — Le président du Gabon, Omar Bongo, a accepté l'invitation du président Reagan de se rendre aux États-Unis pour une visite officielle de travail, a annoncé la Maison Blanche vendredi 24 juillet. Le porte-parole, M. Martin Fitzwater, a précisé que le président gabonais rencontrerait Reagan le vendredi 31 juillet à la Maison Blanche. — (Reuters).

Le Front national islamique s'est d'ailleurs élevé dimanche contre le recours à l'état d'urgence. Son secrétaire général, M. Hassan El Tourabi, a déclaré que son parti allait « opposer une résistance à cette mesure en ayant recours à toutes les voies démocratiques ». « Si le gouvernement a pris cette décision pour mettre en place un régime dictatorial et sectaire, nous ferons en sorte que ce soit le début d'une révolution contre la dictature sectaire », a-t-il dit.

Le gouvernement actuel repose sur une coalition des deux principales forces politico-religieuses du Nord, le parti Oumma et le Parti démocratique unioniste, avec l'appui de quelques formations sudistes laïques.

Selon les termes du communiqué proclamant l'état d'urgence, cette

TUNISIE

La « réhabilitation » de M. Khantouche

TUNIS
de notre correspondant

La disgrâce de M. Béchir Khantouche aura été aussi brève que son ascension avait été rapide. Le président Bourguiba a décidé, samedi 25 juillet, à l'occasion du trentième anniversaire de la proclamation de la République, de le réintégrer au bureau politique du parti socialiste destourien dont il l'avait exclu voici moins de quatre mois (le *Monde* des 16 et 29 avril).

A la surprise générale, M. Khantouche avait été propulsé au sein de la plus haute instance du parti il y a tout juste un an à la place qu'occupait l'ancien premier ministre M. Mohamed Mzali. Il s'était assise particulièrement distingué en tant qu'avocat de l'accusation dans diverses affaires officiellement qualifiées de « corruption » et de « mauvaise gestion ». Aussi, après un tel zèle, l'annonce de son éviction du bureau politique au mois d'avril dernier avait-elle fait sensation.

Pas plus que l'infamie passagère de M. Khantouche, sa « réhabilitation » n'a fait l'objet d'aucune explication. Mais, à n'en pas douter, elle va venir alimenter les multiples rumeurs sur « les jeux du sérail » du Tout-Tunis à pris l'habitude depuis longtemps de se délecter.

MICHEL DEURÉ.

Asie

PHILIPPINES : le retour à la démocratie parlementaire

Le malaise persiste dans les rangs de l'armée

Le nouveau Congrès dont se sont dotées les Philippines s'est réuni, lundi 27 juillet, pour sa séance inaugurale qui consacre les efforts entrepris depuis dix-huit mois par la présidente Corason Aquino pour rétablir un régime démocratique après quinze années de dictature.

Deux alliés politiques de la présidente ont été élus à la tête des deux Chambres réunies séparément. Il s'agit, d'une part, de M. Jovito Salonga, qui dirigeait jusqu'aux élections législatives du 11 mai dernier la commission présidentielle « pour un gouvernement propre » (chargée de récupérer la fortune détournée à l'étranger par l'ex-président Marcos), et qui a été élu président du Sénat; d'autre part, de M. Ramon Mitra,

ancien ministre de l'Agriculture et artisan, en décembre 1986, de la trêve — sans précédent, mais qui ne fut pas reconduite — avec la guérilla communiste, et qui a été élu président de la Chambre des représentants. Après cette double élection, les deux Assemblées devaient se réunir en session commune pour entendre un discours de la présidente sur l'état de la nation.

Dès samedi, l'armée et la police avaient été placées en état d'alerte maximale à Manille, afin de prévenir tout incident. Le général Ramos avait ordonné le même jour la comparution en cour martiale, pour rébellion, de quatre jeunes officiers accusés d'avoir fomenté un complot contre le pouvoir, qui fut déjoué début juillet.

Manille
Correspondance

Un an et demi après l'accession au pouvoir de M^{me} Aquino, le malaise persiste au sein des forces armées philippines. Il a seulement changé de cause. Naguère, les militaires se méfiaient de certains ministres qu'ils jugeaient « crypto-marxistes ». Depuis, ces ministres ont, comme M^{me} Aquino, donné des preuves de leur anticomunisme. Ce n'est plus en pensant à eux qu'on dit aujourd'hui, dans la troupe : « Cory, on aime bien, mais les autres... ». Les autres, ce sont le chef d'Etat-major général, le général Fidel Ramos, ses proches, ainsi qu'une brochette d'administrateurs régionaux.

Après dix-huit mois d'alertes au putsch répétées, une étude faite par la National Intelligence Coordinating Agency (NICA), les services de sécurité, montre que l'ancien président Marcos ne jouit plus au sein de l'armée que d'une influence minime. De même, le Mouvement de réformes dans l'armée (RAM), qui avait été le fer de lance de la révolte contre M. Marcos, a perdu du terrain. Cette analyse a été en partie confirmée par un conseiller militaire de M^{me} Aquino, le général Jose Magno, au lendemain des révélations romanesques sur les projets de débarquement militaire nourris par M. Marcos dans son exil hawaïen (le *Monde* des 10 et 11 juillet). Le général Magno s'est refusé à voir un lien entre les plans prêtés à l'ancien chef d'Etat et les rumeurs de putsch qui ont conduit, au même moment, à l'arrestation de plusieurs officiers membres d'une faction d'extrême droite active dans les casernes.

Les fauteurs de troubles dans les rangs des militaires ont la tâche moins aisée depuis que l'autorité de

Les privilèges du général Ramos

Plus grave, la troupe reproche à certains officiers d'avoir formé une « coterie », autour du général Ramos. A tort ou à raison, c'est sous cette étiquette qu'on range notamment le général Rodolfo Canizales, ancien chef de l'armée de terre qui vient d'être nommé à la tête de la NICA. Une rumeur révélerait de cet état d'esprit que celui qui veut que le général Canizales ait obtenu de sa proche main un des postes de janvier, en avril, lorsque des éléments armés tentèrent de le libérer.

Autres critiques formulées à l'encontre du général Ramos : propension au népotisme, tolérance envers la corruption, indécision face à la guérilla communiste... sans compter le fait qu'il soit le seul des quatre-vingt-seize généraux d'active à avoir bénéficié d'une prolongation de contrat, alors que depuis l'avènement de M^{me} Aquino la retraite

automatique frappe tous ceux qui ont accompli trente ans de service sous les drapeaux.

Une source militaire s'enquiert en particulier de l'inaction de l'armée face aux communistes. « La majorité des accrochages avec la Nouvelle Armée du peuple (NAP) est due à la seule initiative des insurgés », dit-on. « De plus en plus souvent, les soldats sabotent leurs patrouilles, se mettent à l'abri avant de rentrer pour concocter des rapports mensongers... »

D'aucuns ont vu une critique implicite envers le général Ramos dans des propos de M^{me} Aquino, début juillet, se plaignant de l'insuffisance de certaines branches des forces armées. La présidente déplorait notamment que les enquêteurs militaires ne fussent montrés incapables de démasquer les auteurs de l'attentat contre sa personne, en mars, dans l'enceinte de l'académie militaire de Baguio.

Enfin, un dernier sujet de préoccupation au sein de l'armée réside dans les relations difficiles qu'elle entretient avec les administrateurs civils. A certains d'entre eux, mis en place par le nouveau régime, les militaires reprochent une politique de la main tendue aux insurgés communistes durant l'éphémère trêve de la fin 1986. Dans les provinces où les anciennes grandes familles, dont M. Marcos avait rogné l'influence, ont repris en main l'administration, des désaccords avec les militaires se produisent presque quotidiennement. Ces phénomènes expliquent l'attention que porte actuellement le palais présidentiel à sélectionner les candidats qui se présenteront sous l'étiquette Aquino aux prochaines élections locales, prévues à la fin de l'année. Cette consultation constituera le dernier test électoral du mandat de M^{me} Aquino jusqu'à son expiration en 1992.

KIM GORDON-BATES.

SRI-LANKA : le plan de paix

New-Delhi accentue sa pression sur les extrémistes tamouls

NEW-DELHI
de notre correspondant

« Propositions inadéquates. Pas d'accord en vue dans ces circonstances ». Le chef des Tigres libérateurs (Eelam Tamoul ILET) a ainsi rejeté dans la soirée du dimanche 26 juillet, après trente heures de négociations, le plan de paix proposé conjointement par le gouvernement indien et les autorités sri-lankaises à la minorité tamoule de l'ancienne Ceylan (le *Monde* des 26-27 juillet). « Le rejet n'est pas définitif », les conversations continuent », maintient-on à New-Delhi, où tout est mis en œuvre pour persuader les rebelles d'accepter les propositions et de permettre ainsi à M. Rajiv Gandhi, qui a bien besoin, de s'assurer au moins un succès diplomatique en deux ans et demi de pouvoir.

Le premier ministre indien, qui est attendu mercredi à Colombo pour signer l'accord, n'a toujours pas rencontré M. Velupillai Prabhakaran, le chef suprême des Tigres. En revanche, ce dernier a passé dimanche plusieurs heures en compagnie de M. M. G. Ramachandran, le chef-ministre de l'Etat indien du Tamil.

Nadu, convoqué d'urgence à New-Delhi pour exercer toute son autorité sur les rebelles sri-lankais. Bref, la pression indienne s'accroît sur les Tigres, mais ceux-ci n'en démordent pas. Leur objection est double : 1) pas question de désarmer les masquarades dans les jours qui suivent la signature d'un accord ; 2) l'idée d'un référendum dans l'Est pouvant remettre en cause, après un an d'exil, la fission du nord et de l'est de l'île est « inacceptable ». En clair, et ils le disent ouvertement, les rebelles n'ont « pas confiance dans la parole » du président Jayewardene.

Celui-ci a, cependant, démontré ces dernières heures qu'il était prêt à aller très loin pour mettre fin au conflit. « Trop loin », d'après la quasi-totalité de l'opposition parlementaire cinghalaise — droite et gauche réunies — qui s'apprete à lancer mercredi une vaste campagne d'agitation populaire contre « cette trahison de l'intérêt national ». Le puissant clergé bouddhiste sri-lankais soutient en majorité cette vision de la situation, et plusieurs députés du Parti national uni — celui du président — ont d'ores et déjà fait part de leurs « réserves » vis-à-vis du plan de paix.

Au moins un des ministres du président Jayewardene, celui de l'Agriculture, serait sur le point de démissionner pour marquer son désaccord, et l'on prête à M. Premadasa, le chef du gouvernement, l'intention de tester sa base politique au Parlement. Le chef de l'Etat a menacé, en cas de rébellion politique généralisée, de dissoudre l'Assemblée nationale, où son parti dispose d'une majorité des deux tiers. Bref l'optimisme qui prévalait en Inde et à Sri-Lanka depuis quarante-huit heures s'est sérieusement refroidi.

PATRICE CLAUDE.

INDE

M. Gandhi prend en charge le ministère des affaires étrangères

New-Delhi. — M. Rajiv Gandhi a procédé, samedi 25 juillet, à un remaniement de son gouvernement, dans lequel il a décidé de prendre en charge le portefeuille des affaires étrangères. L'ancien chef de la diplomatie, M. Narain Dutt Tiwari, devient ministre des finances et du commerce, une fonction que M. Gandhi occupait depuis janvier dernier. Un des principaux conseillers du premier ministre, M. Mahan Lal Fozdar, devient ministre de la sidérurgie et des mines. Un remaniement du gouvernement était attendu après les démissions intervenues depuis le début de l'année au sein de l'équipe de M. Gandhi. Cependant, le premier ministre a précisé qu'il opérerait un nouveau remaniement, plus important dans six semaines. — (AFP, Reuters).

Découvrez dans le Marais...

Le Bouillotte
« MATIERE »
et les pièces uniques
d'ISABELLE DU RIVAU
Soupeaux tricotés pour le bon, sur commande, harmonisés à votre garde-robe
Ouvert tous les après-midi
y compris le dimanche
de 13 h 30 à 19 h 30, sauf lundi
20, RUE DES ECOUFFES, 75004 PARIS
Tél. : 42-76-47-72. Mairie SAINT-PAUL

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

dans les rangs de l'an

Politique

Le premier ministre en visite en Lot-et-Garonne et Dordogne après quarante-huit heures en Afrique La « pause active » de M. Chirac sur les bords du Congo

M. Jacques Chirac est rentré le samedi 25 juillet à Paris, au terme d'un voyage de deux jours au Congo, où il s'était rendu à l'occasion de la septième assemblée générale de l'Association internationale des maires et responsables de capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF). Ce bref séjour africain du premier ministre a été troublé, vendredi, par le détournement sur Conakry de l'avion d'Air Afrique assurant le vol Brazzaville-Paris.

Comme prévu, toutefois, le chef du gouvernement devait passer la journée de lundi en Lot-et-Garonne et en Dordogne, successivement à Agen, Villeneuve-sur-Lot, Sarlat et Périgueux.

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

C'est entendu, M. Chirac est président-fondateur, depuis 1979, de l'AIMF, créée à une époque où le maire de Paris, Jacques Chirac, avait besoin d'une respiration internationale. Il est entendu aussi que cette association, mixte de villes jumelées (le monde de M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre) et de francophonie (thème exploité par M. François Mitterrand), pourrait, sans jamais être de nouveau un jour utile à l'actuel chef du gouvernement.

En attendant, l'AIMF profite du prestige d'avoir à sa tête un premier ministre français en exercice : elle a introduit à Brazzaville huit nouveaux membres (1), passant ainsi le cap des cinquante villes et des trente pays, étant entendu, tant le nombre des candidatures affluait, que seulement quatre cités peuvent adhérer pour chaque Etat.

Il est entendu, enfin, que M. Chirac « adore » l'Afrique et les Africains, qu'il se déesse à leur contact occasionnel et n'a manqué aucune occasion, depuis son retour aux affaires, de se rendre sur le continent noir ; notamment, déjà, au Congo, où il a noué depuis plusieurs années une « solide amitié » avec le chef de l'Etat, le jeune colonel Denis Sassou-Nguesso, en dépit du mariage-écluse dont se réclame officiellement la République populaire congolaise.

Toutes ces raisons sont-elles suffisantes pour expliquer, pour justifier que, en pleine crise franco-française et au moment où le président de la République était en vacances à Lascaris et le ministre d'Etat Edouard Balladur aux Antilles (l'intérieur du premier ministre étant assuré par le garde des sceaux, M. Alain Chabat), le chef du gouvernement s'absente à plus de huit heures de vol de Paris ?

De plus, avec un DC-8 du COTAM (Commandement du transport aérien militaire) qui, à l'heure du retour, tomba en panne à Brazzaville... La différence entre un déplacement du premier ministre et un déplacement du président de la République, c'est que ce dernier est toujours suivi d'un avion de secours... révéla un des membres de la suite du premier ministre, une trentaine de personnes auxquelles s'ajoutaient autant de journalistes. Accompagnés notamment M. Chirac le ministre délégué à la

coopération, M. Michel Aurillac, le secrétaire d'Etat à la francophonie, M. Lucette Michaux-Cherry, et le conseiller de Matignon pour les affaires africaines, M. Jacques Foccart.

La casquette de président de l'AIMF de M. Chirac fut vite éclipsée par celle de premier ministre, les autorités congolaises entourant M. Chirac de tous les honneurs officiels et populaires, ce qui a paru agir comme un euphorisant sur leur bénéficiaire. Dès l'aéroport, avec premier ministre local et musique militaire, et jusqu'au bout du séjour, pas une minute ne sera laissée en friche, en dehors de la courte nuit de sommeil sur place, les deux autres nuits étant passées en vol.

« A bas la paresse ! »

Néanmoins constamment frais et dispos, M. Chirac a, selon un habitué de ce type très particulier de marathons, vécu comme une « pause active » ces quarante-huit heures qui, au contraire, ont semblé à plus d'un une épreuve épuisante sans halte. Et sans objectif bien défini, puisqu'il n'y a pas de contentieux franco-congolais et que le club des édiles francophones est florissant.

« A bas la paresse ! », lisait-on le long de la route sur les panneaux permanents du parti unique congolais. Mais M. Chirac n'avait certainement pas besoin de ce stimulant socio-idéologique pour, si tôt débarqué, et d'une seule haleine, brancher les maires sur leur sujet d'examen (la modernisation de la gestion municipale) ; recevoir avec transport de son « cher Jean-Jules » (M. Okabondo, commissaire politique et député-maire de Brazzaville) les clés de Brazzaville, dont le chef du gouvernement français est désormais citoyen d'honneur ; prendre un premier « bain » parmi la foule africaine toute réjouie de son passage et de « Vive Chirac ! » ; se rendre au bord du Congo en pèlerinage à la Case de Gaule, cadeau des Français libres locaux au général et aujourd'hui résidence de l'ambassadeur de France.

Le déjeuner sur la pelouse de la Case de Gaule est l'occasion pour M. Chirac de faire le point entre Français sur la coopération franco-congolaise (3 milliards de francs de crédits en deux ans) et de fustiger « l'excès d'esprit cartésien » de ses compatriotes, ceux qui ont le mauvais goût, par exemple, de s'interroger sur l'urgence de doter d'un corridor de 7 kilomètres, sur le fleuve Congo, une capitale qui a des problèmes cruciaux d'assainissement, d'eau courante, de voirie, d'habitat, de téléphone.

Le débat ne cesse pas le célèbre coup de fourchette de M. Chirac, qui s'exerce cette fois sur la viande froide au pil-pil, dont la saveur le satisfait au point qu'il demande à féliciter personnellement le chef de l'ambassade, un Africain « qui servait déjà quand M. Pierre Messmer était le gouverneur de l'Afrique-Equatoriale française ». Bravo mon brave !

Sans transition, nous voilà ensuite à la résidence du président Sassou-Nguesso, où la corneille du Congo, qu'on a déjà inscrite au budget français 1988 de la coopération, pour une première tranche de 40 millions de francs, figurera au programme des deux heures et demie d'entretiens. Entre les deux

hommes, qui se toient, les sujets de conversations plus consistants ne manquent pourtant pas, à commencer par « la reprise en main politique », selon l'expression de M. Foccart, à laquelle vient juste de procéder le président congolais en rétrogradant un ou deux apparatchiks « de gauche » et en embaillant une poignée d'officiers « de droite ».

La télévision congolaise recueille ensuite longuement les impressions enthousiastes de M. Chirac sur sa rencontre avec le chef de l'Etat. Puis retour à la Case de Gaule pour une grande réception diplomatique. La nuit est alors tombée et il ne reste que le temps d'aller se changer. Car si « la révolution prolétarienne congolaise n'est pas un diner de gala », selon un slogan du régime, lorsqu'elle se doit d'en donner un pour un hôte de marque, elle exige le costume sombre. Banquet présidentiel, donc, de cinq cents convives avec petits plats parisiens et caillots aux raisins, dégustés sur un fond musical assourdissant qui n'empêche pas MM. Sassou-Nguesso et Chirac de poursuivre leurs entretiens durant deux heures.

Discours et disco

Déjà, cependant, se prépare le dîner qui, brusquement, au matin, lorsque Matignon réveille M. Chirac pour lui annoncer le détournement du Brazzaville-Paris, va soudain rendre tout désolé.

Inauguration d'une exposition sur Paris, dépôt de gerbe au mémorial de Gaule, nouveau bain de foule, nouvelle réception à la Case de Gaule, cette fois pour la colonie française, audience du secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, venu spécialement de France, vont occuper une matinée, hachée de messages sur le déroulement du détournement.

Enfin, le dénouement, quoique dramatique, vient quand même libérer les esprits, juste à temps avant le grand déjeuner avec discours et disco offert par le premier ministre congolais, M. Ange-Eduard Pougui. On ne dirait pas que Xavier Beaulieu, jeune Français du Congo, vient d'être assassiné dans le Brazzaville-Paris.

Le soir, avant le départ, lors de l'ultime banquet en musique donné par le « cher Jean-Jules » après une série de réunions, rencontres, danses africaines et vivas, ce sera comme si, vraiment, rien ne s'était passé, tout était redevenu lisse, « normal ».

La première vraie « pause active » de ces deux jours balayants n'aura donc lieu que sous la contrainte de la panne de l'appareil transportant le premier ministre français, mais l'événement aura-t-il enfin décollé que tous les passagers seront extraits de leur défilé par un Jacques Chirac en super-forme, comme prêt à recommencer, et invitait à consommer gâteaux et champagne en l'honneur de sa fête... Après ce post-scriptum dû au hasard du calendrier des saints, le premier ministre allait-il jurer jusqu'à Paris d'un repos bien mérité ? Pas tout à fait, car à l'escalade de Monastir, ajoutée au vol spécial pour pouvoir déposer chez eux des maîtres toulousains, M. Chirac s'entretenait de bon matin, durant une demi-heure, avec le premier ministre tunisien, M. Rachid Sfar, et avec le fils du président Bourguiba. Une petite séance de mise en forme en quelque sorte...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Atar (ville historique mauritanienne), Bédou, Kighi, Mossou, Monastir, Nonadhibou (ex-Port-Etienne), Ouzou (où vit une importante minorité francophone), Porto-Novo.

M. Lajoie à la « fête des Dunlop » à Montluçon Alors André, en pleine forme ?

MONTLUÇON
de notre envoyé spécial

« Nous avons sauvé Dunlop. Sans les communistes, aujourd'hui, il n'y aurait plus d'usine ! »

« Ça, sans les communistes... » Une toute petite dame, campée devant les quel- que deux cent cinquante participants à la fête de la section Dunlop du Parti communiste, le dimanche 26 juillet à Montluçon (Allier), se fait l'écho vibrant de discours de M. André Lajoie. Une fête traditionnelle, avec boîtes, Pastis 51, concours de pêche le matin et compétition de pétanque l'après-midi, où le candidat communiste à l'élection présidentielle s'est rendu comme tous les ans. C'est à la section Dunlop qu'il a sa carte du parti.

En chemise claire, sans cravate, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, député de l'Allier, était chez lui. Il n'y a pas eu de fanfare, encore moins d'internationalisme, mais son arrivée a été ponctuée de « Salut André ! Alors ça va ? En pleine forme ? »

Même discrétion dans la discussion, très loin du « Votez pour moi ». A l'aise lorsqu'il a évoqué « le déclin qui affaiblit la France », l'asservissement du pays dans l'Europe des marchés, où lorsqu'il a dénoncé « la tinte marquée qui se fait aujourd'hui autour du Proche-Orient », M. Lajoie paraissait un peu gêné dans son costume de candidat à la présidence quand il s'agit pour lui d'appeler à voter communiste dès le premier tour.

Et les « rénovateurs », dans tout ça ? La question fait rire. « On n'en a pas grand-chose à faire. C'est une bataille de vieux. »

L.P.

Les conseils estivaux de M. Rocard

« Même en vacances, il n'est pas mauvais de penser... » à sa campagne

LA BAULE
de notre envoyé spécial

En vacances, M. Rocard pense... aux vacances qui déplacent les centres d'intérêt des Français. D'habitude, selon lui, une baisse saisonnière de la cote des hommes politiques dans les sondages. A ceux d'entre eux qui s'en affligeraient, M. Rocard conseille de prendre, eux aussi, des vacances.

Lorsque, la semaine dernière, dans une interview à Ouest-France, il avait souhaité que le pays ne fût pas dirigé par des « gens fatigués », il ne voulait rien dire d'autre que ceci : les gouvernants du genre sur la brèche vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an, sont des dangers pour le pays. « Tout le monde », sauf lui, à qui un congé ne fait pas peur ; il lui est arrivé même de « manquer un conseil des ministres pour cause de vacances familiales ». M. Rocard recommande donc à ses collègues de décompresser.

Pour les y aider, il leur donne l'exemple. La Sécurité sociale ? « Je n'ai pas aimé ça au dramatique », dit le candidat à la présidence de la République. Selon lui, « il n'y a pas de quoi ». Il manque une vingtaine de milliards de francs en 1987, ce qui représente un jour et demi de trésorerie... « C'est agréable, observe-t-il. Il faut le traiter. Alors que, « si on dramatise, on prend des mesures qui provoquent de la mauvaise humeur, qui trébuchent, sans rien résoudre ». Pour lui, « il n'y a qu'un seul chiffre significatif : c'est celui de l'équilibre global aggloméré des finances publiques ». M. Rocard a fait néanmoins quelques suggestions : pour l'assurance-vieillesse, « inciter à des retraites personnelles qui soulagent un peu le poids de la retraite générale » ; pour l'assurance-maladie, « il faut que nous soyons capables de nous soigner nous-mêmes bien mais moins cher » ; ce qui suppose « un effort des professions médicales » ; on pourrait aussi hospitaliser moins, soigner davantage à domicile et « s'habituer à des prescriptions moins amples ».

Après avoir ainsi contribué à la détente de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, M. Rocard s'est employé à apaiser l'anxiété de M. Jacques Douffiaque, ministre délégué aux transports. La grève des contrôleurs aériens, c'est vrai, est « un mouvement qui a été mal pris à ses débuts », a-t-il dit, mais « leur revendication est incompatible avec leur statut en droit » ; ou l'on est fonctionnaire, et l'on bénéficie de la

Rubrique de conseils pour l'été : « Même en vacances, il n'est pas mauvais de penser... » C'est M. Michel Rocard qui le dit. Payant de sa personne, le député des Yvelines s'est pris à penser tout haut, le dimanche 26 juillet à La Baule, devant quelques journalistes, avant d'aller déjeuner avec ses amis puis suivre l'arrivée de l'étape du Tour de France à la voile.

Cette journée au bord de la mer, conviviale, discrète, photographiée, était organisée par M. Claude Eriv, député de la Loire-Atlantique, directeur de la campagne de M. Rocard, avec la participation de plusieurs élus et de responsables du courant rocardien.

La privatisation de TFI était en effet, selon M. Rocard, une « mauvaise idée », dont la mise en œuvre « s'est faite à l'insu de la conscience ». Il s'agit, a-t-il dit, d'une énorme bêtise inscrite dans le dogme du libéralisme. « N'importe quel autre dogme, ouvrir les hostilités ». Que fera, tel donc face à ce qu'il appelle la « consécration de l'audiovisuel » ? « On regardera, répond-il, où l'on en sera dans six mois et sans avoir à l'avance pris des engagements de nature religieuse ».

Quant à M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, il devrait connaître, s'il est consciencieux, le triste sort de l'élève qui a raté son année.

La privatisation de TFI était en effet, selon M. Rocard, une « mauvaise idée », dont la mise en œuvre « s'est faite à l'insu de la conscience ». Il s'agit, a-t-il dit, d'une énorme bêtise inscrite dans le dogme du libéralisme. « N'importe quel autre dogme, ouvrir les hostilités ». Que fera, tel donc face à ce qu'il appelle la « consécration de l'audiovisuel » ? « On regardera, répond-il, où l'on en sera dans six mois et sans avoir à l'avance pris des engagements de nature religieuse ».

Malaise et malentendu

Un conseil encore : oubliez le débat « assez désagréable » sur « le déclin ». « Je ne crois pas du tout que la France soit en déclin », a dit M. Rocard. Elle a des problèmes spécifiques, difficiles. Foin de déclin, mais un « surcroît » est quand même nécessaire, qui « ne dépend pas de l'Etat mais de la mobilisation des énergies et des intelligences ». « Probablement, estime M. Rocard, nous ne nous en tirons pas sans travailler plus ». Entendons bien : ce n'est pas un problème de « quantité » — les Allemands ont une durée de travail inférieure à la nôtre — mais de « qualité générale », de « toute course l'absentéisme » et donc de « motivation au travail ». Celle-ci suppose « un dialogue social approfondi, plus dynamique ».

« C'est qu'il existe, selon M. Rocard, un malaise en France au sujet de l'argent » ; certains connaissent la pauvreté, « la gêne se répand » parmi d'autres, le pouvoir d'achat des salariés stagne « depuis trois ou quatre ans » et, pendant ce temps-là, « on voit des fortunes se faire, la Bourse marche très bien, les salaires des vedettes de l'audiovisuel atteignent un niveau fantastique ».

Améliorer le dialogue social, donc, mais aussi « rendre l'investissement productif plus attractif par rapport à l'investissement spéculatif », car aujourd'hui, selon M. Rocard, « il y a dissuasion de l'acte d'investir ». Le député des Yvelines préconise « un nouveau décrochage de l'impôt sur les sociétés pour le bénéfice réinvesti » et cela tout pour les investissements matériels — formation, recherche, politique commerciale — que pour les investissements en biens d'équipement. Il faut aussi — souligne M. Rocard — trouver le moyen de faire baisser le taux d'intérêt pour le financement des petites et moyennes entreprises, qui se situent toujours « aux environs de 12 % au lieu de 8 % » pour les grandes entreprises.

Et les privatisations ? M. Rocard estime qu'il y a eu à ce sujet un malentendu entre M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, et lui-même, alors qu'ils sont en fait d'accord. Ecoutez l'ancien ministre de l'Agriculture : « Premièrement, toute tactique qui crée des différences de traitement entre les entreprises n'est pas bonne ; deuxièmement, il est dommageable d'avoir prélevé 34,5 milliards de francs sur le marché financier sans que cela ait servi à créer des emplois. En outre, je n'aime pas le climat dans lequel cela s'est fait ; d'ailleurs un quart des petits porteurs ont déjà revendu ; troisièmement, il fallait mettre de la souplesse dans le système des entreprises nationales ; quatrièmement, il faut arrêter tout cela et autoriser toutes ces entreprises à venir sur le marché finan-

« C'est qu'il existe, selon M. Rocard, un malaise en France au sujet de l'argent » ; certains connaissent la pauvreté, « la gêne se répand » parmi d'autres, le pouvoir d'achat des salariés stagne « depuis trois ou quatre ans » et, pendant ce temps-là, « on voit des fortunes se faire, la Bourse marche très bien, les salaires des vedettes de l'audiovisuel atteignent un niveau fantastique ».

Améliorer le dialogue social, donc, mais aussi « rendre l'investissement productif plus attractif par rapport à l'investissement spéculatif », car aujourd'hui, selon M. Rocard, « il y a dissuasion de l'acte d'investir ». Le député des Yvelines préconise « un nouveau décrochage de l'impôt sur les sociétés pour le bénéfice réinvesti » et cela tout pour les investissements matériels — formation, recherche, politique commerciale — que pour les investissements en biens d'équipement. Il faut aussi — souligne M. Rocard — trouver le moyen de faire baisser le taux d'intérêt pour le financement des petites et moyennes entreprises, qui se situent toujours « aux environs de 12 % au lieu de 8 % » pour les grandes entreprises.

Et les privatisations ? M. Rocard estime qu'il y a eu à ce sujet un malentendu entre M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, et lui-même, alors qu'ils sont en fait d'accord. Ecoutez l'ancien ministre de l'Agriculture : « Premièrement, toute tactique qui crée des différences de traitement entre les entreprises n'est pas bonne ; deuxièmement, il est dommageable d'avoir prélevé 34,5 milliards de francs sur le marché financier sans que cela ait servi à créer des emplois. En outre, je n'aime pas le climat dans lequel cela s'est fait ; d'ailleurs un quart des petits porteurs ont déjà revendu ; troisièmement, il fallait mettre de la souplesse dans le système des entreprises nationales ; quatrièmement, il faut arrêter tout cela et autoriser toutes ces entreprises à venir sur le marché finan-

Sur quelle majorité, s'il est élu, M. Rocard envisage-t-il de s'appuyer au Parlement ? « C'est dans la dernière semaine, dit-il, les choses se défont ». Pour l'heure, l'ancien ministre de l'Agriculture observe que « dans tous les secteurs de l'opinion se dessinent des oppositions et des refus face aux idées que représente le Front national » et que le dilemme « politique d'ouverture ou politique d'exclusion — pour l'emploi, la formation, la sécurité, etc. — partage en deux la coalition majoritaire d'aujourd'hui ». « Je sais bien où sont les républicains », dit-il, sachant aussi, par ailleurs, que « les électeurs du Front national sont des Français qui ont des problèmes auxquels il faut apporter des solutions ».

M. Rocard suppose les réclames pour la favoriser, après l'élection d'un président socialiste, l'approche des élections municipales de mars 1989. C'est, à ses yeux, l'une des clés de la situation post-présidentielle, si la victoire est trop courte pour que la dissolution de l'Assemblée nationale ne soit pas périlleuse.

Le député des Yvelines, qui doit visiter la semaine prochaine le Zaïre, le Cameroun et le Tchad, songe aussi au voyage qu'il envisage de faire fin septembre ou début octobre en Union soviétique pour y rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev. A ses yeux, la partie d'échecs engagée par le numéro un soviétique en multipliant les propositions de désarmement est un formidable défi lancé aux dirigeants occidentaux. M. Rocard brûle de le relever. A chacun ses vacances.

PATRICK JARREAU.

PROPOS ET DÉBATS

M. Delebarre (PS) :

la droite manque de fermeté

« Lorsque je vois que l'on fait de l'œil du côté des responsables du RPR et de l'UDF aux voix du Front national, je me comprends, plus bien qu'il est la différence politique » a déclaré M. Michel Delebarre, le dimanche 26 juillet au cours du Forum FR3-RMC. L'ancien ministre socialiste du travail a estimé que les prises de position — qui « vont dans le bon sens » — de certaines personnalités de la majorité comme M. Simone Veil, M. Michel Noir ou François Léotard, ne doivent pas cacher « la forêt des responsables » UDF et RPR qui « passent concrètement des accords sur le terrain où ils sont en train de songer à [les] passer ». La droite gouvernementale « manque de fermeté à l'égard du Front national » a conclu M. Delebarre.

M. Stirbois (FN) :

Grasse n'est qu'un début.

Invité de la radio Les Cahiers du mégarhisme (Le Matin de Paris), le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, a affirmé le samedi 24 juillet qu'aux municipales de 1989 « des dizaines, des cen-

taines d'alliances » seront nouées entre son parti et la majorité. Selon lui, l'accord conclu à Grasse entre le maire sortant (exclu du Parti radical) et le FN étaient « inévitables, obligatoires » dès lors qu'il fallait assurer « la victoire » contre un candidat de gauche. Le député des Hauts-de-Seine a estimé, d'autre part, qu'il était « tout à fait raisonnable » de penser que M. Le Pen sera « en tête des candidats de droite » au premier tour de l'élection présidentielle de 1988.

M. Mestre (UDF) :

« M. Mitterrand devra rendre des comptes. »

Le souhait exprimé par M. François Léotard, dans une intervention à l'événement du jeudi, d'un fin avec le débat sur la collaboration a été parfaitement reçu par le directeur de la campagne de M. Raymond Barre, M. Philippe Mestre. Dans une interview au Journal du dimanche du 26 juillet, le député UDF de Vendée a proposé à ses partenaires de la majorité de concentrer leur tir sur la présidence de la République : « Il faudrait bien qu'il rende les comptes de son septennat. Nous les demandons à M. Mitterrand, qu'il soit candidat lui-même ou qu'il soutienne un candidat socialiste ». M. Mestre ajoutait que les barrières ont « déjà commencé à le faire ».

Handwritten text in Arabic script: "هذا من العمل"

L'attentat contre la villa du professeur Paul Aboulker

«La Corse, c'est fini, puisqu'on ne veut pas de moi»

AJACCIO

de notre correspondant

« On m'a laissé le choix entre la valise et le cercueil. C'est heureusement la valise. Je m'en vais sans amertume à l'égard de qui-que-soit. La Corse, c'est fini, puisqu'on ne veut pas de moi. »

Devant les ruines de sa maison de vacances, à 65 kilomètres d'Ajaccio, derrière la pointe de Capo di Muro, qui marque l'entrée sud du golfe, le professeur Paul Aboulker se refuse à tout autre déclaration. Il prendra quelques heures après, le dimanche 26 juillet, l'avion pour Paris, et sa famille suivra. C'est ainsi qu'un illustre et paisible estivait quitta une île qu'il avait choisie depuis plusieurs années pour y passer ses vacances.

Tout s'est passé comme prévu pour les sept ou huit hommes masqués de l'ex-FLNC qui, samedi à 22 h 30, ont fait irruption dans la villa élevée face à la mer. Sous la menace de leurs armes, ils ont ligoté le professeur, sa femme, leur fils et un invité, puis ils ont attendu jusqu'à ce qu'il y ait eu le retour des deux filles, qui s'étaient rendues en ville, les ont ligotées à leur tour. Toute la famille a ensuite été conduite assez loin dans le maquis pour être mise à l'abri de l'explosion. Les plastiquiers ont alors placé des charges de forte puissance reliées à des bouteilles de gaz et,

à 2 h 10, l'explosion a rasé la maison.

Le fils du professeur a pu ensuite se défaire de ses liens et donner l'alerte. Vers 4 heures, le reste de la famille était retrouvé par les gendarmes.

Dans les annales de l'organisation nationaliste clandestine, cette maison était celle d'un « martyr », Étienne Cardé, enseignant d'une trentaine d'années qui, le 10 janvier 1984, en compagnie de Raphaël Bueli, avait plastiqué la villa. Tous deux avaient sauté avec leur bombe. Cardé était tué, Bueli grièvement blessé. Le professeur Aboulker avait ensuite fait remettre en état la maison, qui n'avait subi de dégâts qu'à l'intérieur.

« Pourquoi vous acharniez-vous sur nous ? a-t-il demandé à celui qui paraissait le chef du commando.

« L'un des nôtres est mort ici, vous n'avez plus à y vivre, s'est-il répondu.

« Je ne suis pas responsable de sa mort, je ne lui avais pas demandé de venir, a alors fait remarquer M. Aboulker.

« Si vous n'étiez pas venu ici, il ne serait pas mort. »

Dialogue quasiment irréel, d'une logique absurde : quel crime contre le peuple corse ? Le professeur Aboulker avait-il pu commettre en construisant une maison de vacances et en venant y passer quelques semaines par

an ? C'est ce que l'opinion corse n'a pas manqué de se demander, après avoir appris par la radio un attentat qui l'a fait l'objet de la réprobation générale.

Le choix de la cible ne doit, en tout cas, rien au hasard. Depuis l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay, le 18 juin dernier, et l'émotion qui avait saisi toute l'île, comme le pays, on avait observé une sorte de trêve, et l'ex-FLNC, après avoir démenti être l'auteur de l'assassinat, n'avait plus fait parler de lui. Quarante jours plus tard, il reprend l'initiative de façon spectaculaire et, de son point de vue, symbolique.

Cet attentat a été commis quelques heures après le défilé de sept cents à huit cents militants nationalistes à Ajaccio pour protester contre la répression, et une semaine avant l'ouverture à Corte des journées annuelles qui réuniront, aux côtés des organisations corses de l'unité nationaliste, les représentants de diverses organisations indépendantistes d'Irlande, de la Guadeloupe, du Pays basque, de la Sardaigne, du Val d'Aoste et de la Nouvelle-Calédonie.

PAUL SILVANI

[Né le 24 novembre 1910, le professeur Paul Aboulker fait ses études au lycée et à l'université d'Alger, puis à Paris. Interne, puis assistant des hôpitaux de Paris, il se spécialise en oto-rhino-laryngologie. Le docteur Aboulker a été nommé professeur au collège des hôpitaux en 1955.]

Inculpés en Guadeloupe d'association de malfaiteurs et de terrorisme

Luc Reinette et ses complices sont incarcérés dans la région parisienne

Quatre des cinq militants indépendantistes arrêtés à Saint-Vincent, au sud des Antilles françaises, le 21 juillet, Luc Reinette, Henri Amédien, Henry Bernard et Michèle Fabre, le samedi 25 juillet à Pointe-à-Pitre, ont été présentés au juge d'instruction parisien chargé de l'enquête sur les vingt attentats à l'explosif commis sur l'ensemble de l'archipel depuis le 25 novembre 1986 (le Monde du 26 novembre). Jean-Louis Bruyère, inculpé, ils ont été transférés en métropole le soir même et incarcérés dans différents établissements pénitentiaires de la région parisienne.

Au total, dix personnes sont inculpées dans cette affaire.

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant

« La chance est entrée dans le cadre de la dynamique de l'enquête. Dans les affaires de terrorisme, si l'on n'est pas servi par la chance, on ne s'en sort pas. C'est en ces termes que M. Bruguière, commentait, jeudi, les arrestations réalisées à Saint-Vincent.

Le même jour, Georges Marchaux, le pilote du petit avion de tourisme dans lequel avaient pris place les chefs présumés de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), ainsi que Michèle Fabre,

cette enseignante métropolitaine devenue l'amie de Luc Reinette, étaient devant le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre, M. Robert Tchalian. Le cas de Georges Marchaux a été déjourné des quatre autres, ce qui lui a permis de n'être inculpé que de recel de malfaiteurs avant d'être emprisonné à Pointe-à-Pitre.

Samedi dans la matinée, au terme des quatre jours de garde à vue, les quatre autres militants indépendantistes ont été amenés tour à tour au palais de justice de Pointe-à-Pitre, qui avait été entouré d'un cordon de police, quelques sympathisants et badauds, (50 à 200 selon les moments) se trouvant sur place.

La colère
des avocats

En sortant le premier, Luc Reinette, qui n'a pas choisi d'avocat en Guadeloupe et qui prépare apparemment une défense parisienne, criait à la foule : « Vive l'indépendance de la Guadeloupe ! » Il ajoutait en criant : « Personne n'a parlé. »

Présentés après Luc Reinette, Michèle Fabre et Henri Amédien, Henry Bernard, professeur de philosophie, cria à son tour : « Vive la Guadeloupe libre, vivent toutes les organisations patriotiques ! »

Tous les quatre ont été inculpés d'association de malfaiteurs et de destruction volontaire de biens

mobiliers et immobiliers par le fait de substances explosives avec, en outre, la circonstance aggravante prévue par la loi antiterroriste que les infractions ont été commises par des malfaiteurs ayant « pour but de créer l'intimidation ou la terreur ».

Trois quarts d'heure après, les avocats d'Henri Amédien et d'Henry Bernard, M^{rs} Daniel Democrite et Félix Rodas sortaient à leur tour du palais. M^{re} Democrite estimait que les avocats avaient un « rôle de figurants » et que le débat contradictoire avait été « un leurre ». « On pense qu'en Guadeloupe ces arrestations n'ont pas créé une émotion, devaient-ils ajouter. Mais si les Guadeloupéens ne sont pas pour la violence, on ne règle pas le problème par la répression. »

Le bâtonnier Rodas, pour sa part, déclarait : « Si, au nom de l'intégrité du territoire, on porte atteinte au droit de la défense, une seule question se pose : la France est-elle un Etat de droit ou un Etat sauvage ? L'arrestation de ses clients a eu lieu, selon lui, « au mépris du droit international ».

Les avocats de ces militants contestaient également les conditions dans lesquelles les militants indépendantistes avaient été extradés de Saint-Vincent. Ils affirmaient que les règles relatives aux extraditions n'ont pas été respectées et leur conclusion est que le rapatriement des cinq prisonniers n'a été qu'« un rapt international ».

ANDRÉ LÉGER.

A Villejuif

Un restaurant partiellement détruit par un attentat à l'explosif

Un restaurant de Villejuif (Val-de-Marne), le Riva Bella, a été partiellement détruit, le dimanche 26 juillet, vers 3 heures, par un attentat à l'explosif. Il n'y a pas eu de victimes. Le propriétaire du restaurant, M. Alain Médelpi, trent-cinq ans, s'est borné à déclarer qu'il avait été l'objet de menaces.

La charge — une centaine de grammes — a dévasté l'intérieur du Riva Bella, qui est situé 5, rue Georges-Lébigot, où la violence de la déflagration a soulevé quelques vitres d'immeubles voisins.

Deux avions de la Patrouille de France s'accrochèrent. — Deux Alpha-Jets de la Patrouille de France se sont accrochés lors d'une démonstration en vol le samedi 25 juillet après-midi dans le ciel d'Annemasse (Haute-Savoie) : l'un d'eux s'est écrasé dans un champ d'où son pilote, qui était parvenu à actionner son siège éjectable, a été blessé. Le deuxième appareil s'est posé en catastrophe, mais sans dommage, à Genève. Le pilote est indemne.

Par décret présidentiel

M. Jacques Bidalou est radié des cadres de la magistrature

M. Jacques Bidalou, juge d'instruction, a été radié des cadres de la magistrature par un décret présidentiel publié le samedi 25 juillet par le Journal officiel. Ce décret prend effet à partir du 24 juin 1987.

M. Bidalou avait été suspendu de ses fonctions de substitut du procureur du tribunal de grande instance de Pontoise (Val-d'Oise) le 22 mai 1986. Il avait été suspendu une première fois en juillet 1980 par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, alors qu'il était juge d'instruction à Hayange (Moselle), puis révoqué le 8 février 1981. Quelques mois plus tard cependant, amnistié après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il était réintégré dans la magistrature et nommé à Pontoise.

La carrière de M. Bidalou a été marquée par une série de décisions qui ont souvent provoqué de vives réactions dans la hiérarchie judiciaire ou chez nombre de ses confrères.

Il faut rappeler notamment la citation à comparaitre de M. Raymond Barre, alors premier ministre,

dans l'affaire d'un jeune chômeur accusé de vol à Hayange; le refus d'expulser des travailleurs immigrés qui ne payaient pas leur loyer dans un foyer; la requête « à toutes les gendarmeries » pour vérifier que les Sud-Africains se trouvant en France n'étaient pas « complices d'atteintes aux droits de l'homme ».

« L'état de droit
contre l'état de fait »

Plus tard, M. Bidalou avait requis le RAID du commissaire Broussard pour arrêter l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier, suspect de « crime contre l'humanité »; il avait aussi cité à comparaitre l'amiral Pierre Lacoste, ancien chef de la DGSE, pour « haute trahison », après l'affaire du Rainbow Warrior.

« Je défends l'état de droit contre l'état de fait », disait le juge pour expliquer ses décisions. « Je n'ai jamais triché, mes ennemis ne m'attendront pas », avait-il déclaré après sa suspension en mai 1986.

Une vague de chaleur fait des centaines de morts en Grèce et dans plusieurs pays voisins

Plusieurs centaines de décès dans les hôpitaux, d'innombrables noyades, une vie quotidienne paralysée, des villes désertées, des milliers d'hectares de cultures grillées : tel est le premier bilan de la vague de chaleur qui sévit depuis une semaine sur les pays riverains de la Méditerranée orientale.

La Turquie, Israël, la Bulgarie, la Grèce, la Yougoslavie, l'Italie du Sud et même l'Algérie sont touchées par des températures qui peuvent atteindre 45 degrés dans la journée et ne descendent guère au-dessous de 30 degrés durant la nuit.

Des hôpitaux
pris d'assaut

Le pays le plus durement atteint paraît être la Grèce où les hôpitaux sont littéralement pris d'assaut par des milliers de vieilles personnes souffrant de troubles cardiaques et respiratoires. Plus de sept cents d'être elles auraient déjà succombé car la plupart des établissements hospitaliers ne disposent pas d'air conditionné et parfois les ventilateurs font défaut. L'encombrement est tel qu'on incite les personnes en voie de guérison à regagner leur domicile pour faire de la place.

Les autorités religieuses ont autorisé les inhumations le dimanche. Incommodés par la chaleur, par une nappe stagnante de gaz d'échappement et par le manque d'eau, un million d'Athéniens ont fui la capitale durant le dernier week-end. La presse parle de l'incapacité des autorités à faire face à la moindre catastrophe. Elle rappelle que certains survivants du tremblement de terre qui avait secoué le Péloponnèse en 1986 ne sont toujours pas relogés.

Manque d'eau
potable

En Israël, où l'on n'avait pas enregistré de telles températures depuis un quart de siècle, les baigneurs commencent à être gênés car l'eau, sur certaines plages, atteint

30 degrés. En Turquie, une centaine de noyades supplémentaires ont été enregistrées car la population se rue sur le moindre plan d'eau pour tenter de trouver un peu de fraîcheur.

En Bulgarie, où le mercure est monté à plus de 43 degrés dans certains secteurs et à plus de 38 degrés à Sofia même, les autorités indiquent qu'on n'avait pas vu un tel phénomène depuis un siècle, mais que, pour l'instant, aucun décès ne serait à déplorer.

En revanche, l'Italie du sud et du centre est durement touchée. La vague de chaleur, nous signale notre correspondant, y a déjà fait une trentaine de morts, tous en Calabre où le thermomètre a atteint

42 degrés. Comme ailleurs, la quasi-totalité des victimes sont des personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Cette chaleur a contribué à multiplier les foyers d'incendie en Sicile et dans la région de Naples. En de nombreux endroits, l'assa potable manque.

La situation est à peu près la même en Yougoslavie où l'on signale plusieurs décès dus à la canicule. L'Algérie elle-même subit les caprices d'une météo impossible. La température y dépasse couramment 40 degrés et elle a même atteint 50 degrés à Tamansrasset où un millier de touristes sont bloqués depuis une dizaine de jours par d'incessants vents de sable.

Traitements d'urgence

L'organisme humain résiste mal aux fortes températures et aux périodes de canicule correspond toujours une mortalité plus élevée. Celle-ci concerne le plus souvent les jeunes enfants, les personnes âgées, les cardiaques et les obèses. Les déplacements de population dans les pays désertiques, chauds ou tropicaux peuvent aussi être à l'origine d'une surmortalité due à la chaleur. C'est ainsi, par exemple, que l'on a répertorié cinq cent onze cas de coups de chaleur en mai 1981 lors d'un pèlerinage à La Mecque.

Le danger est, pour l'essentiel, dû aux conséquences de l'élévation de la température du corps et de la déshydratation. Il faut aussi distinguer le « coup de soleil » du syndrome, plus grave, du « coup de chaleur ». Ce dernier se manifeste lorsque l'organisme a dépassé ses capacités de thermorégulation.

Les premiers signes cliniques sont alarmants : faiblesse générale, soif intense, crampes musculaires, douleurs abdominales, anomalies du comportement, etc. La peau change d'aspect, devient rouge, brûlante, et on

observe souvent un arrêt brutal des mécanismes de sudation.

Le malade entre alors dans un coma d'intensité variable. Des convulsions peuvent également survenir. Le coup de chaleur entraîne de profondes perturbations dans l'organisme (hémorragies, atteintes respiratoires, rénales ou hépatiques).

Les chances de guérison tiennent pour l'essentiel à la rapidité avec laquelle le traitement est institué. Les personnes atteintes doivent en urgence être mises au repos à l'abri du soleil, déshabillées et aspergées d'eau froide. Elles doivent ensuite être mises sous oxygène et rehydratées par voie veineuse.

Placées en charge par une équipe hospitalière, elles seront « refroidies » avec précaution par de nombreuses techniques (immersion dans l'eau froide, perfusions glacées, lavage gastrique glacé, matelas à eau, etc.). En dépit d'une réanimation intensive, la mortalité du coup de chaleur est évaluée dans toutes les publications médicales entre 30 % et 50 %.

J.-Y. N.

Le Monde
sur minitel

TOUR DE FRANCE A LA VOILE

Elisez le skipper Kodak
100 appareils photo à gagner

3615 TAPEZ LEMONDE puis ETE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696727
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Méry (1944-1969)

Jacques Favret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

RF 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 095 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Inscription

du Monde

à la France

PARIS

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde 7506 705-010 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde
a/o Speedprint, 45-46 35 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde a/o Speedprint, L.I.C.,
P.O.C., 45-46 35 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Société

REPÈRES

Navigation

Mort de l'ingénieur Charles Draper

Charles Draper, ingénieur américain en aéronautique, qui fut le père de la navigation par inertie, est mort le samedi 25 juillet. Né le 21 octobre 1901, il a été à l'origine des systèmes automatisés de guidage et de navigation qui comparent la position réelle d'un navire, d'un avion ou d'un engin spatial, à la position programmée. M. Draper a, notamment, développé le système de navigation du missile intermédiaire américain Thor. Il a élaboré les systèmes de guidage des missiles Polaris et de la marine américaine puis ceux des missiles Posidon. Son travail a également été utilisé dans les systèmes spatiaux comme la fusée Titan.

Religion

Pour la liberté de culte en Arabie saoudite

Le pasteur Georges Tartar, qui a créé un comité d'action contre l'intolérance et pour la liberté religieuse, a écrit à l'ambassadeur d'Arabie saoudite pour protester contre l'interdiction, ancienne mais toujours en vigueur, d'ouvrir des lieux de culte chrétiens dans son pays. Il indique notamment : « Nous avons appris qu'il est même interdit de célébrer des services religieux (non musulmans) en Arabie saoudite ; les trois cent mille travailleurs immigrés chrétiens, dont de nombreux Français, ne peuvent y disposer d'aucune église, alors que les trois millions de musulmans en France pratiquent leur religion en toute liberté. »

Le comité d'action pour la liberté religieuse, que le pasteur Tartar a installé dans sa paroisse de Combe-la-Ville (tél. : 60-50-55-95), a demandé à MM. Mitterrand et Chirac d'appuyer sa requête auprès des autorités saoudiennes.

Superphénix

Le barillet va être vidangé

La vidange du sas de transit des combustibles (barillet) du surgénérateur Superphénix, à Creys-Malville (Isère), va commencer cette semaine, a indiqué, dimanche 26 juillet, le directeur de la centrale, M. Pierre Schmitt. Les techniciens espèrent ainsi pouvoir enfin localiser la fuite de sodium qui affecte, depuis le 3 avril dernier, le barillet. Ce dernier, formé de deux cuves concentriques, a déjà été débarrassé de tous les éléments qu'il contenait. Les techniciens vont maintenant le vider très lentement de ses 600 m³ de sodium. Dans le même temps, ils vont remplacer l'argon contenu dans sa partie supérieure par de l'hélium, qui diffuse à travers la double paroi lorsque le niveau de sodium sera atteint celui de la fuite. Ainsi pourra-t-on détecter l'altitude de la fissure. Pour connaître son emplacement exact, il est prévu de mettre sous pression l'espace entre les deux cuves, de remonter le niveau de sodium et d'y remettre de l'hélium. Au niveau de la fuite se produiront des bulles, phénomène suffisamment bruyant pour être détecté par des microphones. L'opération devrait être terminée à la fin août.

« Titanic »

La première moisson du « Nautille »

Les premiers objets découverts dans l'épave du Titanic, ce gigantesque paquebot englouti le 14 avril 1912 au large de Terre-Neuve, dans l'Atlantique nord, devaient être remontés à la surface le lundi 27 juillet. Au cours des deux plongées effectuées la veille, le sous-marin d'exploration français le Nautille a inspecté le site et établi une cartographie précise de l'épave à l'aide du robot-caméra Robin, qui peut prendre des images vidéo jusqu'à 6 000 mètres de profondeur.

Les objets recueillis ne seront pas vendus mais exposés au public. Cependant, le film tourné au cours de la mission de recherche aidera à financer l'entreprise dont le coût est estimé à plus de 6 millions de dollars.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Ces nouveau-nés qu'on abandonne

Une quinzaine de nouveau-nés ont été abandonnés dans des lieux publics en France au cours des derniers mois. Que deviennent-ils ? La réponse est apportée ci-dessous par M. Pierre Verdier, membre du Comité supérieur de l'adoption et auteur du *Nouveau Guide de l'aide sociale à l'enfance*, publié aux Éditions du Centurion.

Par bien des aspects, des pratiques que l'on croyait abandonnées depuis le Moyen Âge resurgissent : on a rouvert les soupes populaires et les asiles de nuit ; Jean-Luc Lahaye relance les orphelinats, que l'on croyait fermés à tout jamais, et, à l'initiative des « Médecins du monde », des dispensaires de soins gratuits doivent être organisés dans plusieurs villes de France.

Mais le phénomène le plus étonnant, vingt ans après la légalisation de la contraception, douze ans après la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, c'est le développement du nombre d'abandons de nouveau-nés dans des lieux publics. Déjà, une quinzaine de cas connus depuis le début de l'année.

Cela donne lieu à des comportements hésitants des uns et des autres : souvent le recueillant veut garder l'enfant mais, nous disent les médias, la DDASS (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) s'y oppose.

Un procès-verbal de découverte

Que faire en cas de découverte d'un nouveau-né ? Le code civil est clair en son article 58 : toute personne qui aura découvert un enfant nouveau-né est tenue d'en faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu de la découverte. Si elle ne consent pas à se charger de l'enfant, elle doit le remettre, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec lui, à l'officier de l'état civil.

On établit alors un procès-verbal de découverte puis un acte tenant lieu d'acte de naissance. Cet acte

L'adoption et la loi

fixe une date de naissance et énonce les prénoms et nom qui sont donnés à l'enfant. Aujourd'hui, on donne généralement trois prénoms. Naguère, on donnait un nom de désignation ou traduisait une caractéristique physique : Legros, Legrand... ou Violette, pour l'enfant trouvé bleu de froid.

L'exposition en un lieu solitaire qui met la vie de l'enfant en danger est cependant un délit pénal, et des poursuites sont, dans ce cas, engagées.

Une mission judiciaire

L'enfant trouvé est-il automatiquement pupille de l'Etat ?

Non. Deux cas peuvent se présenter :

— Ou bien la personne ne désire pas le garder et elle le remet à l'Aide sociale à l'enfance : il sera alors pupille après trois mois, en application de l'article 61.1 du code de la famille et de l'aide sociale ;

— Ou bien elle souhaite le garder. Dans ce cas, l'officier d'état civil doit, dans le mois de la naissance, en aviser le juge au tribunal d'instance (art. 57 CC, paragraphe 2). Celui-ci, conformément à l'article 390 du même code, provoquera l'ouverture d'une tutelle.

L'aide sociale à l'enfance — qui est, depuis la décentralisation, devenue le département et non plus de la DDASS — n'est compétente que pour les enfants qui lui ont été remis contre procès-verbal. Elle n'a pas vocation générale de protection de l'enfance : cela est une mission judiciaire. Toute autre pratique est indue.

Cet enfant peut-il être adopté par le recueillant ?

L'art. 347 du code civil prévoit que peuvent être adoptés les enfants pour lesquels les père et mère ou le conseil de famille ont valablement consenti à l'adoption.

Mais l'art. 348.5 précise que, sauf lien de parenté, le consentement à l'adoption des enfants de moins de deux ans n'est valable que si l'enfant

a été effectivement remis au service de l'aide sociale à l'enfance ou à une œuvre d'adoption autorisée.

Si la personne qui a trouvé un enfant désire le garder et l'adopter, elle doit donc d'abord solliciter l'organisation d'une tutelle et se faire nommer tutrice, puis après deux ans requérir le consentement à l'adoption du conseil de famille.

Certains services de l'aide sociale à l'enfance s'inquiètent que le hasard puisse ainsi décider de l'adoption et que les critères de sélection ne soient pas respectés. Soyons modestes : que valent nos critères ? Que mesure-t-on ? Choisit-on ses parents ? La filiation n'est-elle pas toujours due au hasard ? D'ailleurs cela se fera toujours sous contrôle judiciaire, puisque, en cas d'adoption, le tribunal apprécie si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant.

Accueillir la mère

Mais la vraie question est ailleurs. Ce que ces abandons — sur un terrain vague à Amiens, dans le métro, dans une cabine de Photomat, sur un parking de discothèque, dans un parc public et dernièrement dans une poubelle — traduisent, c'est un désarroi total de la mère. Un désarroi mortel — et criminel puisque condamné par le code pénal en ses articles 349 à 351.

Or il existe des services publics ou privés qui sont là pour accueillir la mère et l'enfant. Sans juger — anonymement si c'est souhaité. C'est une nouvelle responsabilité du département de l'organiser et de le faire connaître. Il existe des possibilités d'accueil en centre national, au centre d'hébergement ; il existe des aides financières. Il existe la possibilité d'accoucher anonymement en toute maternité ou de remettre volontairement et secrètement un enfant au service de l'aide sociale à l'enfance pour qu'il ait une famille adoptive. Ce sera un acte d'amour de la mère pour l'enfant. Et c'est une obligation pour nous de le dire.

PIERRE VERDIER.

Le plus jeune agrégé de France

Matheux et fier de l'être

Les théorèmes l'enchantent, les fonctions l'inspirent et les équations les plus énigmatiques ne lui font pas peur. Paul Lescot n'est pas le savant Cosinus mais un tout jeune élève de l'École normale supérieure qui vient de décrocher l'agrégation de mathématiques à l'âge de dix-neuf ans. La performance tient du record puisque, de mémoire d'agrégé, ce titre n'a jamais été décerné à un candidat aussi jeune. Paul Lescot ne perd pas le nord pour autant et poursuit sa route suivant un principe bien connu : le plus court chemin entre un désir et sa réalisation est... la ligne droite.

Les hésitations et les zigzags existentiels ne l'ont jamais menacé. A l'âge où d'autres bachotent et quittent le lycée pour se diriger vers l'université, Paul Lescot vient de réussir le dernier concours de sa carrière, l'un plus convoité de France. Les joutes rondes et les yeux presque enfantine derrière des lunettes d'écaillé, il évoque la passion des mathématiciens qui l'a pris en cinquième pour ne plus le lâcher. Jusqu'alors, cette discipline ne l'enthousiasmait guère. « Les programmes sont conçus de telle façon, explique-t-il, qu'il y a de quoi dégoûter n'importe quel individu. » Lui-même, plutôt raisonnable, n'y aurait pas échappé s'il n'avait fréquenté l'association parisienne Jeunes vocations scientifiques, littéraires et artistiques.

Réservé aux petits prodiges assoiffés de savoir, ce club très privé sélectionne ses jeunes membres selon leur intellect : 0,1 moyens s'abstiennent. Paul Lescot, qui habite alors près de Rouen, y vient plusieurs fois par semaine participer à des séances d'approfondissement de ses connaissances. L'école lui paraît bien moins en comparaison de cette oasis et ses parents se battent

pour lui permettre de « sauter » la quatrième. Il ne se retrouvera dans son élément que trois ans plus tard, au lycée parisien Louis-le-Grand.

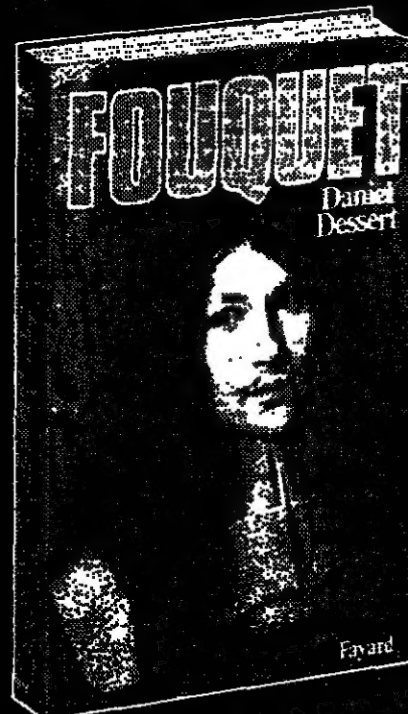
Cette course d'obstacles scolaire ne l'absorbe pas tout entier. Joueur d'échecs à ses heures, amateur de musique classique et d'histoire contemporaine, Paul Lescot frotte aussi avec la politique. Inscrit au Parti républicain « pour faire acte de participation », il observe la vie politique avec intérêt : « Je suis de ceux qui n'ont pas fait la grève de novembre et décembre dernier, car je trouvais la loi Devaquet globalement bonne. »

Amoureux de l'algèbre

Il sera chercheur en mathématiques. D'où sa volonté de rentrer à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, qu'il intégrera avant même sa majorité. Les salaires des chercheurs sont inférieurs à ceux des grands capitaines de l'industrie ? Peu importe. « Mes professeurs eux-mêmes me disaient qu'il serait stupide que je me dirige vers Polytechnique. » Très vite, il opte pour les mathématiques pures et tombe amoureux de l'algèbre, avec un faible pour la théorie des groupes finis. Les mathématiques appliquées ne lui inspirent qu'un vague intérêt, et l'idée d'élaborer des théories absolument abstraites ne l'effraie pas le moins du monde. Pratiquement la science comme on se consacrerait à un art érotique, il s'applique à déchiffrer une démonstration que seules quinze personnes au monde ont aujourd'hui comprise. « Les maths m'amuse, dit-il en souriant, et cela ne me gêne pas de passer ma vie à faire des choses inutiles. »

RAPHAËLE RÉROLLE.

UN FINANCIER VIRTUOSE



L'exemplaire ouvrage de Daniel Dessert offre une version passionnante des rapports de l'Etat avec l'argent.

Jean-Robert Armogathe - La Croix

Destin paradoxal pour un financier : ce sont ses dépenses, ses largesses de mécène qui ont permis à Fouquet d'échapper aux poubelles de l'Histoire et l'amitié des meilleurs esprits du temps (La Fontaine, Madame de Sévigné), qu'il a su garder dans l'adversité, a toujours témoigné pour lui. Mais personne avant Dessert ne s'était donné la peine d'éplucher les comptes du surintendant pour savoir s'il avait failli ou non à sa tâche.

Andre Burguière - Le Nouvel Observateur

FAYARD

Vaches marines

Les estivants du Cotentin ne sont pas contents. Non seulement le temps est maussade, mais les plages deviennent infrequentes. A la Hague, près de Cherbourg, les baigneurs ont découvert quatre carcasses de vaches apportées par le flot. Ce n'est qu'un début. Car, au large, des navires ont signalé qu'ils avaient rencontré sur leur route plusieurs dizaines de carcasses de bovins flottant à la surface.

Les services de la navigation de la Manche se perdent en conjectures sur l'origine de ces vaches marines d'un genre inusité. Trois hypothèses sont évoquées : une chute accidentelle, peu vraisemblable ; le largage d'animaux morts lors d'une tempête ; le rejet de bêtes malades ou contaminées.

Les services vétérinaires du littoral normand, plus accoutumés à intervenir dans les herbages que sur les grèves, sont en alerte.

« Mondes en devenir »

FINANCES PUBLIQUES CAMEROUNAISES
LEKENE DONFACK
Préface de René Chiroux
13,5 x 20 cm - 492 p. - 139 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Conte - 75006 PARIS

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'École-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-16-02-15. 75006 Paris
M^o Odéon - RER Luxembourg

Plus vite, moins cher !

309 GTI 130 CV

DERNIERS MODÈLES 1987 A PRIX CHOC

- 309 GTI ROUGE
- 205 CABRIOLET CT ROUGE - CTI ROUGE-GRIS MÉTAL et BLEU AZUR
- 205 OPEN 3 PORTES
- 205 XT GRIS GRAPHITE-GRIS WINCHESTER et BLEU D'ARABIE
- 205 XR GRIS FUTURA et BLEU MING
- 305 GR GRIS FUTURA et BLANCHE
- 205 XA et XAD
- 309 XR et XRD BLANCHE et GRIS WINCHESTER

PEUGEOT NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Le Monde

LE DOSSIER BARBIE

Un procès pour l'histoire

Un numéro spécial hors-série : 25 F

مكتبة الأمل

Culture

Rencontre avec le cinéaste Kenneth Anger

« La violence vient du rêve »

Avignon

Après Jean-Luc Godard, Kenneth Anger, cinéaste scandaleux des années 50-60. Ses films ont peu vieilli, il a repris ses activités. Nous l'avons rencontré. Le cinéma présente l'avantage de la version originale. Le théâtre supporte difficilement la transposition. Où trouverait-on en France la monstre géante qui a hanté les fantasmes d'Eugène O'Neill et lui a inspiré Une lune pour les déshérités ? Les Italiens n'ont pas manqué non plus les rendez-vous avignonnais. Ils caressent mille projets. Tandis que dans la cour de la Maison Jean-Vilar, à la Roulotte des auteurs, on rêve d'un salon du livre de théâtre. Dans une semaine, le Festival est terminé.

Le Festival présente, à l'occasion des Rencontres cinématographiques, la totalité des films réalisés de 1947 à 1980 par Kenneth Anger, le cinéaste sulfureux de Scorpio Rising. A cinquante-sept ans, il ne s'est pas assagi.

Accidents, naufrages, désastres, scandales, la vie de Kenneth Anger ressemble à un film. Il a fait lui-même, aux côtés du Jugement dernier, un jour, on cambriole son studio de Santa Monica, en Californie, et on lui vole ses films. Un autre, on lui fracture le nez et lui ouvre le crâne à New York, pour une poignée de dollars, et il n'y remettra plus les pieds. Un autre encore, il publie Hollywood Babylon, un livre qui démolit, à coup d'histoires incontestables, le mythe des stars américaines et le voilà au ban d'une société cinématographique déjà traumatisée par son travail de franc-tireur de la pellicule.

Tout avait pourtant bien commencé. S'il ne suit pas les recommandations de son père, pionnier de Douglas Aviation, qui aurait volontiers fait de lui un spécialiste de l'aéronautique, comme son frère, il emprunte très tôt la voie tracée par sa grand-mère, costumière, au temps du muet, chez United Artists. A l'âge de quatre ans, il joue le rôle sans texte mais primordial du petit prince du Songe d'une nuit d'été, réalisé pour la Warner, par Max Reinhardt et William Dieterle. Plus tard, très jeune encore, il étudie la danse et le mime auprès de Théodore Kosloff qui avait quitté, lors d'une tournée, les ballets russes de

Diaghilev pour s'installer à Hollywood et travailler avec les plus grands metteurs en scène, comme Cecil B. De Mille.

« Mon premier film, se souvient Kenneth Anger, je l'ai tourné à sept ans, en 1937. Cette année-là, la famille avait acheté pour les vacances une caméra 16 mm. Au retour, il restait un peu de pellicule et j'ai réalisé Ferdinand the bull, déjà conçu, consciemment, comme une œuvre d'art et pas un divertissement ou un documentaire. »

La carrière du cinéaste commence vraiment avec Fireworks, réalisé l'année de ses dix-sept ans. D'emblée, Kenneth Anger s'attaque, juste après la guerre, à l'un des mythes américains, les « marines ». En noir et blanc et en quinze minutes, il invente un style qui se nourrit du rêve, de la sexualité et de l'ambivalence. « Je l'ai tourné en trois jours, chez mes parents, pendant qu'ils étaient partis à l'enterrement d'un proche. Avec des amis, de vrais « marines » de l'US Navy que j'avais rencontrés à Hollywood, où ils étudiaient le métier de caméraman. Ils m'ont passé la pellicule. J'ai écrit un « rêve » qui m'a permis d'exprimer mes sentiments sur la violence et une certaine idée de la masculinité. Je n'ai fait qu'une seule prise par scène. Je me demande si je saurais encore le faire aujourd'hui. »

« Je tiens beaucoup à la sensualité, car je crois que c'est l'élément qui manifeste le mieux le talent des artistes. La violence vient du rêve, ce n'est pas quelque chose que je désire faire passer ou que j'ai senti personnellement, sauf une fois, à New York, lors d'une agression. » Ses films suivants montrent la diversité de son inspiration et de ses thèmes.

Hollywood d'abord, son déclin et ses stars désemparées comme l'illus-

tre Puce Moment, réalisés en 1949. Le mime, le cinéma muet de Milius et l'expérience personnelle aussi, comme en témoigne Rabbi's Moon, tourné en 1950, juste après l'arrivée de Kenneth Anger à Paris et une tentative de suicide. Son goût formidable pour les arts plastiques et la musique encore comme l'atteste Eaux d'artifices, promenade onirique dans les jardins de Tivoli : « Quand j'ai visité l'Italie au début des années 50, j'ai été un peu déçu parce que j'avais vu, dans les livres, les images de ce qu'étaient de vraies Piraneses. Tout m'avait paru beaucoup plus grand. C'est parce qu'il trichait, qu'il créait l'illusion en recourant à des personnages minuscules. A Rome, j'ai rencontré une femme de trente ans, naïve, amie de Giulietta Masina et Federico Fellini qu'on a pu voir dans la Strada, Camilla Salvovalle. Elle a accepté de jouer dans mon film et m'a permis de recréer l'illusion du Piranesi. Sur la musique de « l'hiver », de Vivaldi, j'ai pu ainsi composer une petite fugue dans le style baroque. Ce film est peut-être mon film le plus singulier. Un jour, Louise Brooks m'a dit que c'était certainement le plus érotique. »

Anais Nin en Astarté

En 1954, c'est une fête qui est à l'origine du nouveau film de Kenneth Anger, Le Dôme du plaisir. « Avec quelques amis, nous avons été conviés à fêter Halloween dans une maison de Hollywood. Halloween est une soirée de folie, une des rares fêtes américaines où on met des masques et des costumes. Cette fête avait été baptisée par les amis qui nous recevaient Come as your madness. Comme nous étions invités depuis six mois, nous l'avons tous préparée très sérieusement. Le soir venu, on s'est rendu compte que

chaque personne, en secret, avait imaginé des personnages de dieux ou de déesses ; c'était un peu de l'image de leur égoïsme. J'ai décidé de faire un film pour ne pas perdre tout cela. »

C'est ainsi qu'une des héroïnes est l'écrivain Anais Nin, rencontrée par Kenneth Anger quelques mois plus tôt. Elle joue le rôle d'Astarté, mi-Vénus, mi-lune, vierge et mère à la fois, personnage souvent représenté dans des scènes de débâcles parfois sanguinaires. Peut-être le prototype de l'héroïne « angérienne ».

A Paris, où il vivra jusqu'à la fin des années 50, Kenneth Anger deviendra l'assistant de Henri Langlois. Il sera aussi l'ami de Truffaut, de Cocteau et fera la connaissance de Colette. Il en profitera pour plonger dans la mémoire du cinéma mondial avant de retourner aux Etats-Unis. A Brooklyn et Manhattan, il tourne, en 1963, le film qui lui vaudra reconnaissance et succès public, Scorpio Rising. Sur des chansons de Presley, Ray Charles et d'autres encore qui font le son de l'époque, il laisse éclater son talent ironique dans le premier « bike film », « film de moto » comme disent les Américains, où il se moque du machisme rock. Il revient en 1969 sur un thème voisin avec Kustom Kar Kommando, qui, comme les trois K l'indiquent, n'est pas seulement la satire du monde des « voitures personnalisées », chromes rutilants, volants de fourrure, etc. — mais bien une critique sociale acérée.

« J'ai étudié alors les philosophies indiennes, le bouddhisme et aussi la magie dans tous les pays, au Maroc, en Afrique noire, aux Indes. A mi-chemin des années 60, il met en chantier Lucifer Rising, qui s'inspire de ces recherches nouvelles. Mais Bobby Beausoleil, son âme damnée, qui sera plus tard

condamné à perpétuité pour sa participation aux tueries de Charles Manson, lui dérobe la pellicule dont ne subsistent que les onze minutes d'Invocation of my demon brother, film dans lequel Bobby Beausoleil tient le rôle de Lucifer.

Kenneth Anger, après avoir décidé de renoncer au cinéma, reviendra, au début des années 70, au projet initial et, en près de dix années, dont quatre de montage, achèvera un Lucifer Rising de vingt-huit minutes, qui clôt le cycle présenté à Avignon et à Paris (1). Ces jours-ci, le cinéaste partage son temps entre l'écriture d'un ouvrage consacré à Rudolf Valentino, et d'un autre, sur les « films d'exploitation » réalisés de 1912 à 1950. « Ils ont pour sujet la traite des blanches, la prostitution, la drogue, films très curieux mais aussi très durs, projetés dans des salles spéciales des bas quartiers américains. »

Sept ans après Lucifer Rising, il achève enfin un film, Le Paradis des souris, où, pour la première fois, il recourt à l'animation. « Ce film, réalisé grâce au soutien de Jean-Paul Goué Junior, a été tourné pour l'inauguration du Musée du cinéma de Londres, en septembre prochain, musée dont il est le mécène. Il est consacré à la collection d'un ami new-yorkais, Mel Birnbaum, la plus grande collection au monde des jouets de Mickey Mouse réalisés de 1928 à 1935. Il y en a plus de 500 en tout, de la première période de Mickey, avant qu'il ne devienne, après 1940, un gentil petit garçon sans intérêt. Ce ne sera pas un cauchemar, plutôt un film joyeux. »

OLIVIER SCHMITT.

(1) La Cinémathèque de Chaillot reprend le cycle Kenneth Anger le 31 juillet, en présence du cinéaste.

Avanti !



Francesca Spinazzi

La vie du Festival, c'est aussi les affaires : chasse aux coproductions, marché des spectacles, contacts entre professionnels du théâtre et professionnels du cinéma. Les négociations ne se font pas, comme à Cannes, derrière le rideau de fumée du glamour, dans les chambres des palaces, transformées en bureaux. Avignon est une place publique, et le jardin du Festival une sorte d'enclave européenne, tout le monde s'y croise, les concubines s'entrechoient.

Si je veux voir quelqu'un, je vais là-bas en fin de matinée, et j'essaie de m'y reconnaître dans le va-et-vient des gens qui disent bonjour. Avec ce brassage informel, les intérêts communs rapprochent, des courants se déterminent, des familles se forment par cooptations hasardeuses selon la logique : « quelqu'un qui connaît quelqu'un... »

Par exemple, je rencontre Bruno Damini, responsable de Nuova Scena à Bologne, association chargée de préparer les manifestations théâtrales pour les fêtes qui vont célébrer le 900^e anniversaire de l'Université, la plus ancienne d'Europe, par ailleurs. Dans les années 60, Nuova Scena travaillait avec Dario Fo, puis elle a organisé des circuits de diffusion alternatifs. A présent, elle accueille des spectacles nouveaux, novateurs : ainsi, en novembre, Place noire, d'un auteur napolitain, Mosca, primée au concours de Rocciano, que préside Franco Quadri.

Je ne connaissais pas Bruno Damini, mais je connais depuis des années Franco Quadri, qui est journaliste. On s'est trouvé ensemble sur pas mal de gâtres, et quelques événements merveilleux. A Avignon, il écrit ses articles et négocie pour l'an prochain des stages de comédiennes à la Chartreuse, en vue d'un grand

COLETTE GODARD.

« Une lune pour les déshérités »

Le gros câlin sur la géante

Les amours d'une géante et d'un gringalet. Mélodrame déhissant de O'Neill, aux horreurs difficilement exportables.

Eugène O'Neill a pris soin de bien préciser que Josie, la jeune (vingt-huit ans) fermière de sa pièce Une lune pour les déshérités « est d'une taille tellement supérieure à la moyenne qu'elle a presque l'air d'un monstre... Seul un homme exceptionnellement robuste pourrait rivaliser de force avec Josie, capable d'accomplir le travail de deux hommes normaux. »

La femme-géante, la femme-monstre, était une spécialité exclusive du spectacle américain jusqu'à ce que Fellini lui fasse un sort, au passage, dans ses films. Auparavant, les Josies hantaient les comédies des Marx Brothers et les premières œuvres du genre d'Eugène O'Neill, un cinéaste nommé Chaplin.

Dans Une lune pour les déshérités Josie est d'origine irlandaise. Elle rouge son frein dans un bled perdu du Connecticut. Mais point n'est besoin de s'aventurer jusque-là pour rencontrer, aux Etats-Unis, des géantes. Sur les trottoirs de Manhattan, le long des banques de verre et d'acier de la Cinquante Avenue, vous voyez souvent s'avancer vers vous des groupes de passantes, escadrons de femmes immenses. Vous cherchez un homme, vous n'en voyez pas. Ils sont là, pourtant, là-dessous, perdus dans la masse.

Josie, la géante de la pièce, est « intacte ». Question muscles, elle a de quoi prendre de force tous les mâles du district, et d'ailleurs elle s'en vante. Mais il est impossible de violer réellement les hommes : ils perdent tout de suite leurs moyens et s'effondrent comme des poupées. Et bien sûr, aucun homme n'aurait l'idée de s'en prendre à Josie, à son énorme « tas de viande », comme elle le dit d'elle-même.

Un gringalet, calviniste naissant, a cependant un sentiment pour Josie. Il aimerait, sans aller plus loin, faire un petit dodo la tête appuyée contre sa poitrine (« poitrine aux seins énormes et fermes », souligne O'Neill).

C'est que ce jeune homme a vécu, une fois, une nuit bien pénible. Sa maman était morte, sur la côte ouest. Il a dû ramener le corps au pays, sur la côte est. Le cercueil se trouvait à l'avant du train, dans le wagon de marchandises. Et Tyrone, le fils, avait pris place à l'arrière, dans le wagon-salon. Et là, dans la nuit, lorsqu'il a fait des choses défectueuses avec une respectueuse des sleeping.

Depuis cette nuit, Tyrone s'en veut. Culpabilisé tant qu'il s'en arrache la peau. Et boit des tonnes de whisky.

Eugène O'Neill ne fait pas dans la dentelle. Sa pièce est un mélodrame à la puissance dix, un tonnerre d'horreurs. Josie et Tyrone sont des monstres. Très curieusement, le metteur en scène Alain Françon présente la chose dans des tons presque pastel, bon genre. Matth Nalhy, qui joue Josie, n'est pas une maigrichonne fil-de-fer, mais elle a des mesures normales, elle est belle, a un charme éblouissant, une grande légèreté d'allure. Et Jean-Baptiste Malartre, qui joue Tyrone, est un garçon normal aussi, plutôt costaud, équilibré. Et leur interprétation, à tous deux, est sage.

Résultat : la pièce de O'Neill perd son sens, devient hermétique, et ennuyeuse.

Une lune pour les déshérités tente assez souvent actrices, auteurs, metteurs en scène, ici, alors que l'ouvrage, le gringalet, et les méfaits de vieux cheval de retour de cette pièce ne peuvent sans doute pas être acclamés en France.

MICHEL CURNOT.

Projet en trio



Jacqueline Maillon, Bernard-Marie Koltès et Patrice Chéreau se sont réunis pour décider de leur participation au Festival 88. Ce sera la cour d'honneur ou rien. Mais avec quel texte : la dernière pièce de Koltès ou une adaptation de Shakespeare ? Michel Piccoli, qui doit arriver ce lundi, donnera son avis. Patrice Chéreau décidera.

« La Roulotte des auteurs »

En attendant le Salon

Donner le théâtre à lire, publier des revues, des textes, c'est le but de « La Roulotte des auteurs ».

Christian Dupeyron connaît bien son client : « Un instituteur de Roubaix en route pour la Costa-Brava, qui s'offre une petite halte en Avignon pour revoir Pierrette Dupuyet dans Tartine. » Accessoirement, ce festivalier ciblé cherche quelques bonnes lectures de vacances du côté de « La Roulotte des auteurs », achète une biographie de Jean Vilar et se laisse tenter par deux ou trois textes édités par Papiers. Peut-être Conversation après un enterrement, de Yasmine Reza, lauréate du Molière des auteurs, ou le Prince des rats, de Jacky Vallon, un des trois textes de la collection créés pendant ce Festival 1987. De quoi satisfaire doublement Christian Dupeyron en favorisant ses affaires de librairie de la « Roulotte » et d'éditeur de Papiers.

L'éditeur ne va pas mal, bien qu'Actes-sud soit devenu partenaire majoritaire de la maison qu'il a créée voici deux ans. Ex-cadre supérieur bobo de L'Expansion, il avait échangé, dans les années 70,

son standard de vie confortable contre les risques artistiques et les loisirs en mer d'un gérant de l'Avant-scène. Pris de passion pour les textes de théâtre, désireux de satisfaire l'« envie d'être en livre » des auteurs, il allait quitter la revue après huit ans de bons services pour lancer Papiers et publier, dans l'enthousiasme, une centaine de textes en deux ans. « Avec une gestion prudente et de petits tirages, puisque le « best-seller », pour les textes dramatiques, ne dépasse pas les 3 500 exemplaires. »

Malgré ces précautions, Papiers n'a pu être sauvé que par l'intervention d'Actes-sud, et grâce à l'estime réciproque d'Hubert Nyssen et de Christian Dupeyron. Sans compter l'État donné par deux locomotives : le texte de Reza et l'Entrée de M. Descartes avec M. Pascal le jeune de Jean-Claude Brisville, « le seul texte pour lequel j'ai vu des spectateurs faire queue au stand librairie d'un théâtre après la représentation. »

Papiers, qui devrait publier désormais une quarantaine de titres par an, entend accueillir des pièces montées ailleurs que dans les grandes institutions. « J'ai publié des textes joués à Dijon, à Boulogne-sur-Mer, à Roubaix, et je ne suis pas mécon-

tent de sortir à la fois, cet été, un texte du Festival « in » comme Y'a bon Bamboula, de Tilly et un texte « off » comme le Prince des rats. »

Aidé par la Société des auteurs (SACD), qui a encouragé la création de Papiers, Christian Dupeyron a installé trois points de vente de livres : l'« enseignement estival de la « Roulotte » (1). Non pour concurrencer les librairies d'Avignon, mais pour permettre aux festivaliers de trouver des textes tous les jours et à toute heure. En 1986, la « Roulotte » avait fait 200 000 F de chiffre d'affaires, comme probablement plus que doublé cet été. Christian Dupeyron n'a pourtant pas lancé cette opération pour l'enrichir : « Même avec les 40 000 F alloués par la SACD, nous resterons déficitaires, mais l'important est de faire une place aux textes de théâtre dans le festival. Je suis d'ailleurs prêt à me retirer éventuellement si Alain Crombecq organise, en 1988, un vrai Salon dans lequel tous les éditeurs présenteront leurs publications liées au spectacle. En attendant, je joue les potos-pistes. »

BERNADETTE BOST.

(1) A la Maison Jean-Vilar, au conservatoire d'Avignon et à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Culture

MODE

La rentrée de Christian Lacroix

Corrida baroque

Ouverture du grand bal de la couture automne-hiver et collection-choc du nouveau jeune premier du chic parisien. Christian Lacroix, trente-six ans, qui vient d'ouvrir sa propre maison.

Il déteste les fausses longueurs, la couleur passe-muraille et l'eau tiède. Il aime que le sang coule, et dimanche après-midi, il l'a bien prouvé. Dans un hôtel Intercontinental, envahi tel une arène par six mille spectateurs (trois défilés dans la journée), Christian Lacroix, l'essayiste de chez Paton, a brillamment ouvert la fête avec sa première collection maison baptisée « Mistral japonais ». Vêtements de jupes ponchos en poulain-taché, de sponsors de velours noir brodés de passementerie, les gardiennes et les cernements de cirque ont rendu les photographes plus fous que des toreros. Ils se mirent à claquez du doigt tandis que les rédactrices agitaient leur programme en éventail.

Anne Robert, Mounia, Marie aux cheveux gris, et les autres, défilèrent, triomphales, provocantes et glorieuses, tantôt réchauffées de parkas de vision à manches bouffantes en satin chocolat, de manteaux d'alpage à col fichu, tantôt nues sous des corsets d'organza noir à jabots mousquetaire.

« J'ai demandé à mes ancêtres de me porter secours », dit Christian Lacroix, qui, emporté par une tournée kitsch, s'est soulevé de la terre des marécages, des flamants roses, des cupes de toreros, et des couleurs écarlates par le soleil : jaune tourterelle, sang de bœuf, vert olive. Ses femmes sont violentes, portent des broches mousquetaires, des tee-shirts brodés de sequins noirs, cachent leurs longues jambes sous une jupe caparçon en patchwork de taffetas et de moire.



Fières, brutales, le chignon enfouit sous un sombre de velours piqué d'un bijou-broussaille, elles savent aussi jouer les adolescentes provençales. Voici alors les belles Ariéziennes, rieuses, coquines, osant les cache-cœur en jersey, les jupons carrelés, le crinolines et les petits caracos, les robes-manteaux moutonnés dont les imprimés rappellent les couleurs de Soledad. Les ventres de ces bails se boursouflent de pous, leurs jupes de gris sont piquées de roses, c'est drôle.

Le rêve baroque se prolonge dans une maison de couture toute neuve, transformée en théâtre de mode par

les décorateurs Garouste et Bonetti : canapés de lin incrustés de velours, armoires d'apparat rose tyrien, appliques-masques. C'est là que Christian Lacroix présentera, en octobre, sa première collection de prêt-à-porter haut de gamme. Elle s'appellera Luxe, en toute simplicité.

LAURENCE BÉNARD

Communication

La CNCL et le remodelage du paysage audiovisuel

Radio : les exclus de la bande FM se mobilisent

La bande FM parisienne est en pleine effervescence. Après l'annonce des décisions de la CNCL concernant les nouvelles autorisations de radios (le Monde daté 26-27 juillet), l'ensemble des stations attendent avec inquiétude la publication de la liste au Journal officiel. Soit pour avoir confirmation d'une décision qui les condamne, soit pour prendre connaissance de la fréquence et du site qui leur sont octroyés. En attendant, si les radios, autorisées se montrent relativement discrètes, les exclus de la FM manifestent leur désarroi.

Ainsi plus de trois cents personnes (Antillais, Guyanais, Africains ou métropolitains) se sont réunis, le samedi 25 juillet pour exprimer « leur indignation » à la suite du non-renouvellement de Tropic FM Gradon, radio associative regroupant D'OM, Radio Mango, et Diaspora 2000. La CNCL ayant choisi l'autre composante de Tropic FM, actuellement sous la tutelle d'un mandataire de justice (elle refusait de respecter les temps

d'antenne de ses associés), les associations concernées demandent à la commission de « reconsidérer cette décision, qui serait scandaleuse si elle était maintenue » et qui « donne le sentiment aux communautés d'outre-mer que ceux qui violent les lois sont mieux récompensés que ceux qui les respectent ». Une pétition est en circulation.

Radio Voltage, qui se présente comme le « premier moyen d'information de l'Est parisien », estime, quant à elle, que la décision d'exclusion la concernant ne peut être due qu'à « une erreur » et annonce « la poursuite de ses émissions ».

Les responsables de la radio Future Génération, ex-Fréquence Gaie, qui affirment que leur station était la seule « à donner la parole aux homosexuels et proposer une émission régulière sur le SIDA », se disent, de leur côté, « déçus » et ne pas se laisser faire ». Ils se déclarent candidats à une des fréquences de la grande couronne qui, selon la CNCL, n'ont pas été attribuées.

faute de postulants. Ils estiment aussi pouvoir bénéficier d'une des fréquences prochainement libérées par l'armée sur la bande 104-108 et appellent les auditeurs à signer des pétitions et à envoyer des télégrammes à la CNCL.

Les auditeurs et les animateurs de Radio 3, la station des rôtisseurs ont exprimé également leur indignation. Enfin, Radio J, qui se présente comme la radio « la plus écoutée de la communauté juive », qualifie d'« injuste » la décision l'excluant de la bande FM alors que les autres radios du précédent regroupement (Shalom, Judaïques, Radio Communauté) sont, elles, autorisées. Radio J, « seule radio juive indépendante, totalement équilibrée financièrement et non subventionnée », se dit « décidée à se battre jusqu'au bout pour continuer à remplir sa mission ». Un comité de soutien a été créé. « Il y va de l'avenir du pluralisme au sein de la communauté juive », expliquent les responsables.

L'extension de la 5

Télévision : M. Hersant menace

Le PDG de la 5, M. Robert Hersant, a adressé le 22 juin une lettre réclamant l'extension de son réseau de diffusion, accompagnée d'un mémoire juridique, au président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). M. Gabriel de Broglie, indique le Point. Selon l'hebdomadaire, ce mémoire, daté du 8 juin et rédigé par un spécialiste de droit public, M. Jacques Robert, professeur à l'université de Paris-II, conteste la procédure d'appel de candidature choisie par la CNCL pour l'attribution des fréquences qui ne sont pas d'office attribuées à la 5 ou à M6.

La CNCL souhaite en effet mettre en concurrence les deux chaînes privées, mais aussi les futures télévisions locales. M. Robert menace donc la CNCL de « sérieuses complications juridiques » au cas où la 5, « chaîne à vocation nationale », ne se verrait pas attribuer automatiquement les fréquences disponibles. « Tout refus d'autorisation de la CNCL serait alors susceptible d'être attaqué par la voie normale de l'exercice de pouvoir devant le juge administratif, soit par le gouvernement, soit par toute personne qui y aurait intérêt », y compris « un groupe de téléspectateurs mécontents », précise M. Robert.

La CNCL rend son avis sur les réseaux câblés. — Dans un avis paru au Journal officiel du 24 juillet, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) suggère que l'autorisation d'exploitation des réseaux câblés, compte tenu des investissements, soit fixée à une durée « maximale » de vingt ans. Elle stipule aussi que 50 % des heures de diffusion des programmes de radio et de télévision du réseau câblé soient réservés à des services d'expression française. Les messages publicitaires devront aussi être diffusés en français, à l'exception de ceux déjà inclus dans des programmes étrangers. En outre, le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie, a annoncé son intention de recevoir en audition le PDG de TF 1, M. Francis Bouygues, à la fin de cet été, afin de faire le point sur le cahier des charges de la chaîne.

MUSIQUES

Semaine du mélomane

Le mélomane, son épouse et leur volonte critique vont se retrouver à Orange, comme tout le monde, ce qui ne les amuse guère, pour Hérodiade (1^{er} août, à 21 h 30), qui n'est pas du meilleur Massenet, avec, pour l'instant, comme seule diva, Montserrat Cabellé, toutes les autres têtes d'affiche ayant déjà déclaré forfait. (tél. 90-34-15-52).

Heureusement, lundi 27, à 21 h 30, ils auront entendu de la musique indienne avec N. Ravikiran, L. Shankar et H. Chaurasia à l'abbaye de Vézelay (Festival de Montpellier : tél. 67-68.09.89).

Mardi 28, ils seront allés découvrir la Première Nuit de Walspurge, de Mendelssohn, donnée avec la Symphonie inachevée de Schubert et la Troisième de Schumann au Théâtre de l'archevêché d'Abbeville-Provence, par l'Orchestre et les chœurs de la Monnaie (tél. 42-23-11-20).

Jeudi 30, ils n'auront pas manqué l'Orchestre de chambre de Pologne, dirigé par Emmanuel Krivine, avec Gérard Caussé, au château de Lacour, à côté d'Orange (tél. 68-50-39-61).

Ni vendredi 31, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dirigé par Jean Elie Gardin, avec le très jeune pianiste Eugène Kissin, dans un programme Bizet, Mozart et Beethoven, cours Jacques-Cœur à Montpellier, avec, en prélude, l'intégrale des Fables de ma vieillesse de Rossini (en trois parties : 31 juillet, 1^{er} et 2 août, à 19 heures, salle Mollière, par Jeffrey Swann (tél. 67-68-08-89).

A noter aussi un hommage à Ravel, dimanche 2 août, de 18 h 30 à 23 heures, au Festival d'Albi, par Jean-Pierre Wallez et ses invités (tél. 63-54-28-88).

Ce ne sont pourtant pas les concerts qui manquent à Paris pendant ce temps-là au Festival astival (tél. 48-04-88-01), mais on ne peut pas être partout à la fois.

VARIÉTÉS

Lionel Rocheman : humour juif et chansons

« Qu'est-ce qu'un fratriade ? C'est quand Staline va à la chasse et tue un loup. » « Et un suicide ? C'est le fait de raconter cette histoire. » Lionel Rocheman enchaine les anecdotes, ces blagues colportées depuis toujours en Union soviétique. Tout y passe, l'armée, l'émigration, le parti et bien sûr la situation des juifs. Avant de terminer son spectacle, il rappelle à ceux qui ne l'auraient pas remarqué qu'il préfère les Marx Brothers à leur « lointain cousin » Karl.

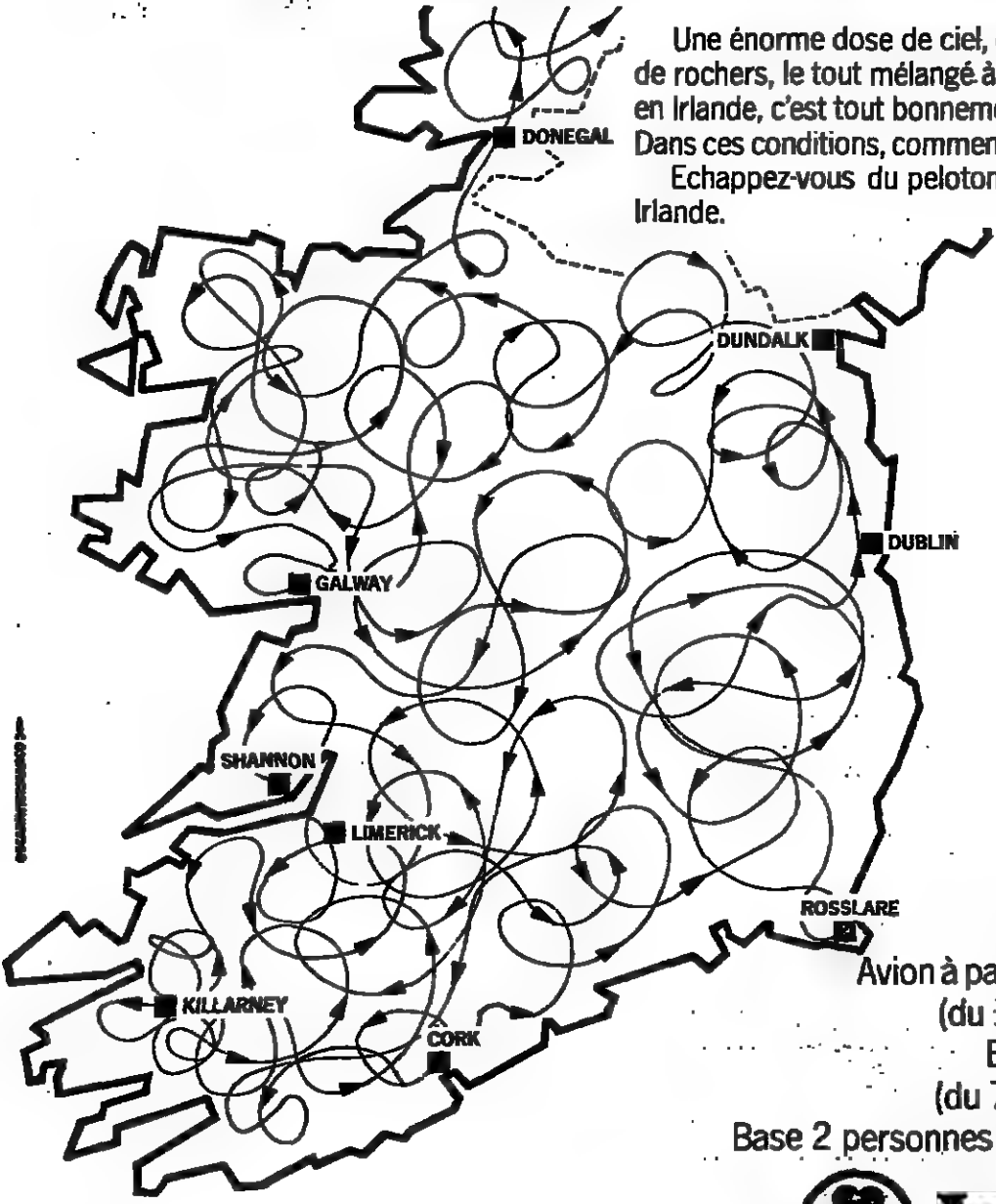
Mais si la deuxième partie de « Schkomo qui chante et qui rit » est placée sous le signe de l'humour, le début du spectacle de Rocheman est totalement musical. Pendant une heure, tout le patrimoine culturel

juif est évoqué à travers une cascade de chansons qu'il interprète lui-même. Il s'exprime aussi bien en yiddish qu'en hébreu, en indonésien, en français, en napolitain et même en créole. Accompagné de sa seule guitare, il évoque Picasso, « homme dessiné par l'infini », célèbre « la deuxième fille », jamais chantée, ou ironise sur « une chanson de propagande judéo-bolchevique », mais c'est en interprétant le chant traditionnel du rabbin, « Scha chail il », qu'il est le plus émouvant. Et le plus applaudi.

J.-T. C.

* « Schkomo qui chante et qui rit » au Théâtre de l'Œuvre. Tél. : 48-74-42-52.

Stephen Roche a gagné le Tour de France. Facile. Faut voir où il s'est entraîné.



Une énorme dose de ciel, de mer, de vagues et de rochers, le tout mélangé à de l'air pur : respirer en Irlande, c'est tout bonnement dopant. Dans ces conditions, comment voulez-vous perdre ? Echappez-vous du peloton : faites un tour en Irlande.

Prix exceptionnels Août/Septembre. Avion à partir de 1355 F.A/R. (du 1.8.87 au 30.9.87). Bateau 1041 F.A/R. (du 7.8.87 au 30.9.87). Base 2 personnes avec votre voiture.

Irlande

Allez loin sans aller loin. OFFICE NATIONAL DU TOURISME IRLANDAIS 9, BD DE LA MADELEINE, 75001 PARIS - TEL. 42.61.84.26.

Irish Continental Line 8 rue Auber, Paris 9^e. Tél. 42 66 90 90 Aer Lingus 47 avenue de l'Opéra, Paris 2^e. Tél. 47 42 12 50 ou votre agent de voyages.

سكننا من الالحاح

Le Carnet du Monde

Décès

ingénieur

ENSI ou équivalent

responsable

CEGOS

Auditeur interne

ROYAL AIR FORCE

RECRUTE

Pour sa Direction des

CADRES

NATION INGENIEUR

OU GRANDES ECOLES

NATIONALITE MAROCAINE

ou Algérienne Expérimenté

Membre du Centre d'Etudes et de Recherches Scientifiques de l'Armée Royale Marocaine

DIRECTEUR D'AGENCE

UNIVERS DE LA GESTION

INTERNATIONAL BANKING

FF 300.000 - 400.000

Une grande banque située à Paris recherche 2 cadres ambitieux pour les postes suivants :

CONTROLEUR FINANCIER

Agé de 28 à 40 ans, il possède un D.E.C.S. et une expérience en tant qu'expert comptable dans un cabinet d'audit ou en milieu bancaire. Il dirigera une équipe très dynamique et aura la responsabilité du contrôle de gestion, des budgets et du reporting mensuel.

GESTIONNAIRE DE FONDS

Agé de 30 à 35 ans, il a un bon niveau d'études et possède une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine des investissements internationaux en matière de gestion de portefeuille pour une clientèle institutionnelle et privée. Chargé du développement d'une clientèle existante, il sera le N° 2 du département des investissements.

Pour ces 2 postes, envoyer un C.V. à :
Mme Jacqueline Boyd ou M. Norman Banta
ANDERSON, SQUIRES, 8, rue Chateaux 75116 PARIS
ou téléphoner au 45.05.13.08

Spécialistes en Recrutement Financier **Anderson, Squires**

Groupe industriel agro-alimentaire en développement (CA 700 MF/Produits laitiers de marque) recherche un

CONTROLEUR de GESTION

Rattaché à la Direction Générale vous participerez au comité de direction

VOS ATOUTS

• Formation supérieure (ESC France, Maîtrise de Gestion, DECS)
• Expérience 5 à 6 ans minimum, dans l'industrie alimentaire de préférence
• La pratique des techniques modernes de gestion en site industriel a conforté vos qualités d'initiative, de dialogue, de rigueur et vous a familiarisé à l'informatique.

VOTRE MISSION :

• Mise en place de nouvelles procédures de gestion budgétaire
• Animation et coordination du système de contrôle de gestion général
• Préparation des décisions stratégiques
Cette création de poste à responsabilité proche de métropole régionale Centre-Ouest représente un challenge pour un candidat de qualité.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à Ref. 722/87 à
C3A Conseil, 34 Bd. HAUSMANN - 75009 PARIS.

Importante association à vocation internationale (150 millions de budget annuel) recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

Diplômé(e) d'une grande école de commerce, vous possédez 5 à 8 ans d'expérience dans la gestion administrative et financière. Vous avez le goût du travail en équipe et souhaitez vous investir dans une activité motivante et variée.

Merci d'adresser votre candidature, c.v., photo et prétentions à
C. DAMESIN, 68, bd Saint-Marcel, 75005 Paris.

MONACO
Gestionnaire de Contrats
150 - 170 KF

Formation Comptable Supérieure pour Prévoir, Contrôler, Actualiser sur le plan comptable et financier des contrats très importants auprès des chefs de projets. Expérience 5 ans exigée en Contrôle ou en gestion dans le monde industriel. CV très détaillé, totale actual, adresse de vacances, sous référence G.C. à a.m.s. - sélection

a.m.s. - sélection
5 av. Foch, 13004 Marseille.

Les Editions "J'ai lu" recherche leur
Jeune Directeur
finance et gestion

Membre du Comité de Direction, vous serez responsable de l'élaboration des budgets, du contrôle, de la comptabilité, de la fiscalité, de la trésorerie et de l'informatique. Vous animerez une équipe de 5 personnes.

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion, option finance, et vous avez le niveau DECS. Vous possédez aujourd'hui une première expérience d'environ 3 ans dans une fonction de type contrôleur budgétaire. Nous vous offrons l'opportunité de réaliser votre potentiel de généraliste au sein d'une structure qui a une stratégie de développement.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre sous réf 612/M

CURSUS CONSEIL
26, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.

Pour son siège social de la région nippois
KONI-FRANCE
Amortisseurs
recherche :

ASSISTANT
COMPTROLLER

- formation DECS + comptabilité + anglais
- 2 années expérience minimum dans cette fonction
- sera chargé :
- dans un premier temps contrôle budgétaire
- puis travaux de reporting et préparation du budget

Envoyer CV, prétentions et photo à F. DAVAIL
KONI-FRANCE
BP 09
06270 VILLENEUVE LOUBET

Entreprise Sud Région Parisienne recherche
CHEF
SERVICE
COMPTABLE MF

Environ 35 ans.
FF 240 000 +

De formation supérieure (DECS minimum - Expertise comptable souhaitée) le candidat devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans poste similaire et connaître des qualités relationnelles pour encadrer et animer une équipe de 5 personnes. Maîtrise langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser un curriculum-vitae avec photo, mentionnant prétentions et disponibilités sous référence 3829 à
PIERRE LEBLANC S.A.
10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra.

CAISSE NATIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
DES TRAVAILLEURS
NON SALARIÉS
recherche

COMPTABLE
(H. - F.)

niveau BAC + 2
connaissances micro-informatique appréciées.
Adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à l'IAA n° 1135
38, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

GESTIONNAIRE
FINANCIER
ET COMPTABLE

ITE ou DUT de gest. même début. Env. CV Anticiper Pigeon, 3, pl. d'Armes, Paris-18e
Marseille, 44-72-35-05.

Société de production audiovisuelle cherche

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Bonne connaissance de l'audiovisuel.
Salaire : 240 000 F.

Envoyer c.v. et photo sous n° 8741 M
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montmartre, Paris-7.

CLAUDE CHIFFRONGI
30 km est de Paris
recherche urgent

COMPTABLE
ou CHEF COMPTABLE

Poste à court terme de suite.
Adresser candidature sous le n° 8748
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montmartre, Paris 7.

Nous sommes un groupe international, leader incontesté dans son domaine.
La création de sociétés concessionnaires en France nécessite un service Audit de qualité.
Nous recherchons un

Auditeur
débutant ou ayant une 1^{ère} année d'expérience au cabinet

- Formation supérieure (BEC, ESSEC, SUP de CO, DECS...)
- bonne maîtrise de l'anglais
- déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 490 à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

notre objectif :
faire gagner nos clients.

Vous aimeriez conseiller des Dirigeants d'Entreprise. Nous recherchons pour la Région Parisienne :

futurs
conseils de gestion
P.M.E.-P.M.I.

Nous exigeons : Formation supérieure, disponibilité, volonté de réalisation personnelle, adhésion aux projets d'entreprise.

Envoyez lettre manuscrite, CV et photo, à
Madame HERPEUX,
47, rue de Villiers - 92200 NEUILLY.

DEMANDES
D'EMPLOI

It. KCM ch. stage fin. immob. de 600-800-01-08.
J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour enfant, M. Negrin, B.P. 1408, 75422 Cedex.

J.F. 27 ans, cherche nouvelle situation, exp. secrétaire de direction, documentation, bibliothèque, lic. anglais, bon Italien, espagnol, allemand. Traitement de texte Tector sur IBM PC. Merci de me contacter. 48-22-16-11, le soir.

J.F. 27 ans, vive, cultivée, prof. de mathématiques, po. + DEA. M. P. DECA pays riches et emploi. Améliorait personnel, éditeur, chef, est. communiste ou autre. Tél. : 42-58-08-73.

J.F. 23 ans, maîtrise droit des affaires Internet, ch. emploi ou stage cabinet juridique, bours. Ecrite sous n° 8750
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montmartre, Paris-7.

Femme, format. universitaire sup. 3^e cycle (français, philo, psychol), solide exp. enseignement, rédaction nat. publiques. Et. tit. prop. 45-68-99-53.

Hrta Fimp, 36 ans, commerce international, parait. triangu. français, anglais, arabe, résident Ennassr. Etude toutes propositions d'emploi et d'implantation. Coynax, Zied SAAD. DUBAL T. 18-97-14-227-141. Tél. 48-67-5 Claret E.M.

Dame mariée, ch. poste gard. stat. soci. acc. public. Entrep. conscience prof. 30-41-42-57 Paris, région parisienne.

J.F. rech. emploi administratif Import export (anglais), expérience dans négociations des crédits documentaires. Ecrite sous le n° 6985
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montmartre, Paris-7.

J.H. 20 ans avec FORTE MOTIVATION ch. EBENISTE pour APPRENTISSAGE pour PARIS. Tél. 48-51-25-82 (répondre).

villégiature

A louer cause défection à SIX-FOURS (Var) du 15/08 au 15/09 villa 5 poses 18 pers + loggia + garage, 5 km de la mer, parc de pins à disposition. Tél. pour rendez-vous 43-61-33-02, de 12 h à 18 h, prix : 14 000 F.

B.T.P. :
UN CHEF DE
SERVICE FINANCIER

Groupe B.T.P. en expansion, 1,5 milliard de C.A. dont 40 % à l'export, très bonne rentabilité, recherche pour son siège en région parisienne UN FINANCIER CONFIRMÉ ayant rang de chef de service.

Le poste à occuper comporte :
- la prise en charge directe des recherches de financement export, de la gestion des risques et des garanties à l'étranger,
- le suivi de la gestion de la trésorerie, des crédits et des relations bancaires.

Vous avez la trentaine, vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures, vous disposez de 6 à 7 ans minimum d'expérience financière et vous maîtrisez bien les problèmes financiers des projets à l'export, venez valoriser vos compétences au sein d'une équipe performante.

Adressez votre candidature sous réf. 7525 à l'Agence MEESTERS 113, rue de Reuilly 75012 PARIS qui nous transmettra votre candidature. Discretion assurée.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

6^e arrdt
Sur la place SAINT-ANDRE-DES-ARTS VOLUME EXCEPTIONNEL 70 m², poutres, soliel, très belle rénovation, carrelage, ESPACE NON CONVENTIONNEL. Excluivité : 40-56-02-09.

95- Val-d'Oise
LAC D'ENGHIEN
(400 m) vue superbe résidentiel 10^e et dernier étage 2 P. 54 m² + balc. 320 000 4 P. 85 m² + balc. 350 000 6 P. 139 m² + balc. 520 000 Propriétaire : 42-60-29-51.

appartements
achats

ACHETE COMPTANT
Studios ou 2 pos minime à rénover : 42-62-01-62.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
BOULOGNE-MOLITOR (92)
App. de STANDING
Studio 63 m², RC, 4 977 F CC. A louer de suite. Tél. : 47-42-17-61.

locations
non meublées
demandes

Paris
UNION FONCIERE
EUROPEENNE
Local, verres, cuisine, rech. APPTS vide ou meublés, pour se dédier,oyer garanti. 42-99-12-52.

INTERNATIONAL SERVICE
Rech. pour SA CLIENTELE DE QUALITE 4-5-6 PCEES et MAISONS BANQUES PCEES. BON STANDING. 32 - 74 - 45-26-18-55.

EMBASSY SERVICE
S. av. de Messine, 75008 Paris
Rech. VIDEOS ou MEUBLES APPARTS HAUT DE GAMME PARIS RESIDENTIEL ou VILLAS PARIS-OUEST
Tél. : (1) 45-62-78-99.

locations
meublées
demandes

Paris
URGENT
Jeune fille ambitieuse, Paris cherche à louer petit appartement meublé ou chambre chez un particulier, environ 1 200 F/mois. M. Pantin, Bobigny. Tél. : 48-30-11-72 poste 187, après 20 h : 39-76-41-96.

hotels
particuliers

91 BIÈVRE
12 km PARIS 50^e ETROIT
Hôtel part. de caractère dominant vallée de la Bièvre 580 m² sur 3 niveaux (basement), sur raseau panoramique 187 m² sur terrain 4 500 m². 60-30-11-72 poste 187. Prix justifié 6 500 000 F. SETHA (1) 45-62-24-28.

pavillons

St-Michel-sur-Orge
PAVILLON TRADITIONNEL sur 650 m², terrain 22 m, garage, dépendances, nombreux arbres d'agrément, essentialité, calme.

Belle cuisine, salon-séjour (cheminée), salle de bain, w.c., 1^{er} étage, toit en mansarde, cabine de toilette, w.c., chauffage, possibilité d'agrandir. Prix : 630 000 F. Tél. : 60-16-04-22, après 18 h.

PLAIN-PIED
Nantes (44), 2 km d'Amboise 18 km Orléans - 30 km Orléans. Séjour, rénovation, 400 m de terrain sur plan en sol. Prix 230 000 francs. Tél. : 48-29-78-02 (le soir).

maisons
de campagne

PÉREBOIS NORD
15 km des Eyzies
MAISON en PIERRE, 100 m² sur 2 nrs, cuis. aménagée, salle d'eau carrelée, 1 ch. sur r-dech. + pos. 2 ch. à l'étage, toit en mansarde, ref. bonne isolation. Terrain 9 000 m² (bois, pins, prairie). Prix : 400 000 F. à débattre. Tél. : mardi 8 h à 10 h. Tél. : 43-60-83-81 ou écrire M. Roumieu, 17, bd Exelmans, 92200 Les Lilas.

A vendre Gard, Lussan (15 km d'Uzès), ferme fortifiée 18^e siècle. Poutres de chêne, restaurée, 5/8 pos + 2 loggia, s. de bain, cuis., terrasses, cour intérieure, carrel. jardin, tél., tannée, piscine, rivière à 4 km. Tél. : 45-61-05-93 (soir). (16) 66-72-62-61 (week).

immobilier
information

Pour vendre ou acheter maison, appartement, terrain, propriété, terrain commercial, sur toute la France LAGRANGE
S. r. l. Le Châtelier, 75017 Paris. Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

viagers

PRO INTERESSANT
M'DENFORT-ROCHELLE
immeuble récent tout confort, 4 étages, 11 appartements, cuis., bns, balcon s/rue calme, w.c., reste occupé par cabinet. Jouer en juillet 1988. Loyer mensuel 4 800 F. 53, rue Liancourt, samedi-dimanche 15 h-18 h.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. 43-53-17-50

Siège Social
Domiciliation depuis 80 F/MSE
Paris 1^{er} ou 8^e ou 12^e ou 19^e. Constitution SARL 1 500 F HT INTERDOM : 43-40-68-60.

Siège Social
Bourneville + bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SOCIÉTÉ SERVICES
Champs-Élysées 47-23-55-47
Nedon 43-41-51-61

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
Bourneville, bureaux, offices
CONSTITUTION STES
Prix compris. Délais rapides.
ASPAIC 42-93-60-50 +

Siège Social
Rech. bureaux, 200 m², Saint-Lazare. Celler des charges sur demande au 42-93-50-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de sociétés et tous services. 43-53-17-50.

GUERRE COMMERCIALE DANS LA CONSTRUCTION NAVALE

De nouvelles puissances en Extrême-Orient

CE qui devait arriver est arrivé. L'irrésistible expansionnisme sud-coréen, dans le domaine des chantiers navals, vient de marquer un point décisif. Pour la première fois dans l'histoire, des entreprises de construction navale comme Samsung, Daewoo ou Hyundai, qui font partie d'immenses conglomérats diversifiés, ont, au premier trimestre 1987, engrangé davantage de commandes que les firmes japonaises, qui, depuis trente ans, tiennent le haut du pavé dans le monde : 1,04 million de tonneaux de jauge brute (TJB) contre 910 000.

Même s'il faut prendre toute statistique, conjoncturelle et donc partielle, avec prudence, l'événement n'en revêt pas moins une importance considérable.

Dans la guerre commerciale à outrance que se livrent les chantiers navals du monde entier, entretenue par une surcapacité énorme par rapport à la demande réelle de navires, la Corée accorde son avance. La bonne technologie de ses chantiers, la faiblesse des charges sociales, le coût encore très bas de la main-d'œuvre, les subventions et aides gouvernementales abondantes, non seulement aux chantiers mais aux armateurs pour qu'ils renouvellent leur flotte et — avantage décisif — la monnaie du yen japonais, expliquent ce succès.

Mais — paradoxe — l'envoie coréenne ne signifie pas que l'euphorie règne chez les constructeurs navals du pays. Comme leurs collègues japonais et

La Corée vient de devancer le Japon. La Chine entre en scène...

européens, ils ont à faire face depuis quatre ans à des déficits grandissants et ont été conduits à licencier par milliers des ouvriers et à mettre en veilleuse des installations. Bref, les commandes affluent mais elles sont concurrencées à des prix à ce point irréalistes que les contrats n'ouvrent pas pour autant des perspectives florissantes.

Les résultats de l'année 1986 — comme on le voit sur le tableau ci-dessous — ont fait passer un grand frisson sur les pays européens. Pour la première fois, les livraisons des entreprises coréennes dans le total mondial ont dépassé la part des pays de la Communauté économique européenne, qui n'a cessé de diminuer au cours des dernières années.

Trois ans de travail pour les Yougoslaves

Certains grands constructeurs traditionnels, comme la Suède, n'occupent plus qu'une place symbolique, alors qu'en 1977 encore elle était au deuxième rang dans le monde. Si la RFA garde un rang honorable, c'est, bien sûr, à cause des facilités financières qu'elle offre aux pays acheteurs et à cause des subventions du gou-

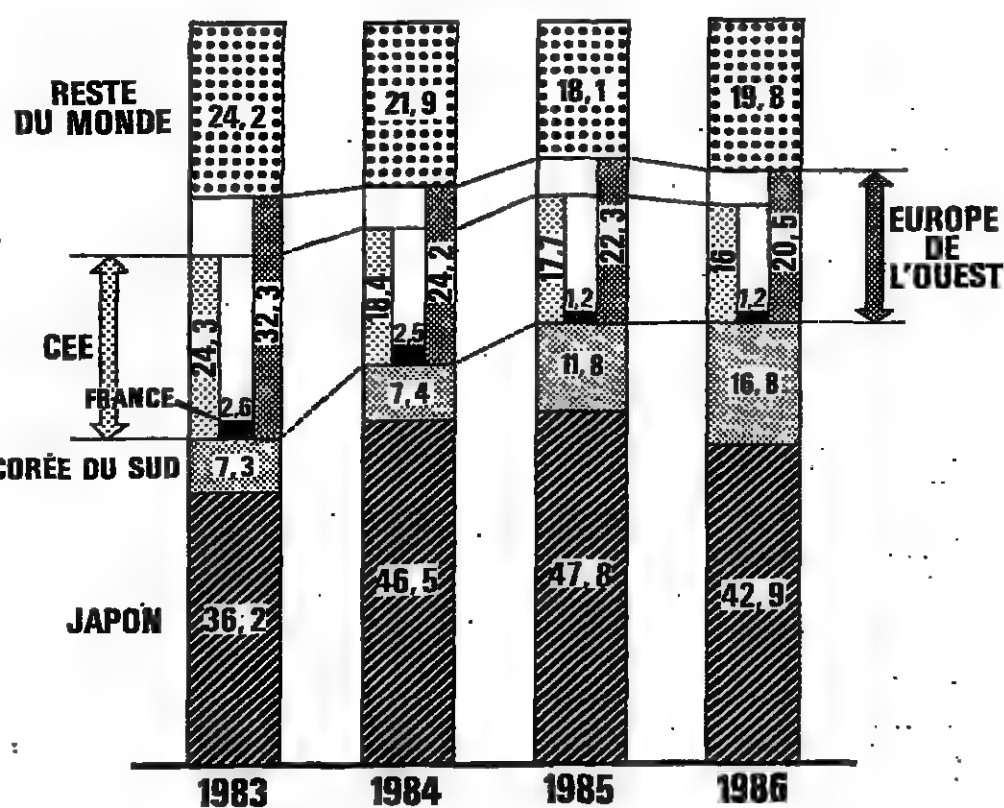
vernement de Bonn et des provinces, mais aussi — étant donnée l'absence d'arsenaux dans ce pays — de la possibilité pour les chantiers civils d'emporter des appels d'offres de navires militaires pour l'exportation, beaucoup plus rémunérateurs que le marché traditionnel des cargos classiques, des porte-conteneurs, des car-ferries ou des pétroliers.

Le Danemark, pour sa part, a traversé en 1986 une année particulièrement sombre, les chantiers supprimant 33 % de leurs effectifs. Une récession due, selon les industriels de ce pays, « à la concurrence et aux subventions déloyales versées par les États voisins à leurs chantiers et à la remise en cause par les autorités de Copenhague de mesures fiscales favorables aux investissements dans le secteur naval ».

Seule exception en Europe, la Yougoslavie où, à la fin de 1986, les chantiers et les pouvoirs publics estiment le moment venu d'engranger des commandes. Le chantier de Split prit l'initiative en emportant sur une entreprise finlandaise, pourtant spécialisée, deux car-ferries pour Fiumina. Ensuite, tous les chantiers du pays lui emboîtèrent le pas, proposant des prix inférieurs même à ceux des Coréens pour des navires-citernes. Et, avec deux millions de tonnes dans leurs carnets de commandes, les chantiers yougoslaves figurent au premier rang en Europe, avec du travail pour trois ans.

FRANÇOIS GROUSCHARD.
(Lire la suite page 18.)

ÉVOLUTION DE LA PART DES PAYS CONSTRUCTEURS DANS LES LIVRAISONS MONDIALES (en pourcentage)



Sources : Lloyds register of shipping et Chambre syndicale des constructeurs de navires

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une passe périlleuse

par BERNARD LASSUDRIE-DUCHÊNE (*)

EN quoi consiste, tout d'abord, le « déclin économique » ? Quels peuvent en être les critères ? Une réduction des parts de marché dans les échanges mondiaux, un changement de rang dans la hiérarchie des grands exportateurs ou dans le classement des pays en termes de produit national par tête, une balance commerciale structurellement tirée vers le déficit, et exerçant une forte contrainte sur le taux de croissance à long terme... ?

Ces indices, s'ils apparaissent pendant plusieurs années de suite, sont-ils annonciateurs d'une durable et quasi irrémédiable décadence ? S'agit-il d'un cycle long d'affaiblissement économique, analogue à celui que la Grande-Bretagne a connu de 1950 au début des années 80, ou d'un cycle court de désadaptation, dû au fait que, dans une période de mutation, les investissements nouveaux et les restructurations ont été insuffisants ou n'ont pas encore porté leurs fruits ?

Une raison supplémentaire de se montrer prudent est que les économistes, tout comme l'opinion, manifestent de fortes propensions à l'erreur. Au cours des années 50-60, et au-delà, les économistes français étaient fort pessimistes et dénonçaient sans relâche les faiblesses, voire les tares profondes de notre économie. Peu de personnes avaient conscience du fait que la croissance que nous allions connaître par la suite était déjà vigoureusement amorcée.

Un pays intermédiaire

Néanmoins, malgré cet impératif de prudence, à notre avis l'économie française paraît se situer dans la partie basse d'un cycle court de mutation industrielle, mais ce cycle court peut aisément se transformer en cycle long d'appauvrissement, si les Français ne prennent pas conscience de l'effort croissant qu'exige l'environnement international contemporain.

Essaions de partir de quelques constats. Le premier est que la France, depuis plus d'un siècle, est un pays industrialisé « intermédiaire ». Elle est contrainte d'entre-

tenir à la fois avec des pays technologiquement supérieurs, qui sont le plus souvent exportateurs nets de produits de haute technologie vis-à-vis d'elle, et avec des pays moins avancés sur le plan scientifique et technique, qui sont importateurs nets de produits français élaborés.

Ce statut permanent se révèle périlleux en période de transformation rapide et d'apparition de nouvelles concurrences. Le pays intermédiaire subit à la fois, sur ses marchés extérieurs et sur son marché intérieur, la concurrence de coût de ses voisins ou de nouveaux venus, comme l'Italie, l'Espagne, ou les « nouveaux pays industrialisés », et les concurrences hors coût des pays les plus puissants, c'est-à-dire l'Allemagne, les États-Unis et maintenant le Japon. Il est pris en tenaille par deux types de compétitivité : la « compétitivité prix » ou structurelle, alors que, pour beaucoup de produits, il n'excellait dans aucun des deux.

Sur ce fond de fragilité de longue période, le constat le plus préoccupant, à un horizon plus court, est l'infériorité de l'offre industrielle de la France, évidente depuis le second choc pétrolier. Devant l'élévation de la demande — soit domestique comme en 1981-1982, soit étrangère, — et malgré l'existence d'un sous-emploi important, l'appareil industriel français, globalement parlant, ne répond pas. Selon des chiffres provenant de l'OCDE, pour une base 100 en 1980, l'indice de la production industrielle en France a atteint péniblement 103 à la fin de 1986, contre 122 au Japon, 116 aux États-Unis, 112 en Grande-Bretagne. Le résultat bien connu est que l'augmentation de la demande accroît l'importation et affaiblit ou rend négatif le solde commercial.

Par une chance quasi providentielle, l'infériorité de l'offre industrielle est maintenant compensée par l'élasticité de l'offre de services. La balance courante est sauvée par les larges excédents dans ce domaine. La France est devenue, comme on le sait, le second exportateur mondial de services, après les États-Unis.

Sur ce sujet, on peut beaucoup gloser : la France n'est-elle pas, par son excédent dans le domaine des

services, en avance sur son temps ? Les services peuvent-ils être réellement distingués des produits, tant les liens de substitutibilité et de complémentarité entre le matériel et l'immatériel deviennent étroits ? Il faut malheureusement, selon nous, en rabattre sur ce point : les produits et les services, quoique de plus en plus liés, se distinguent nettement.

Deux modes de spécialisation

On trouve deux types caractéristiques de spécialisation internationale. Les Allemands et les Japonais, grâce à leurs excédents industriels, se procurent les services qu'ils désirent, tandis que les États-Unis et la France vendent leurs services pour pallier leurs déficits de produits.

La première situation est plus solide et meilleure pour les soldes globaux, les services formant un ensemble hétérogène. Certains sont d'avenir, comme les services rendus aux entreprises : d'autres, liés au *welfare state* (la société du bien-être), alourdissent les coûts et freinent les investissements industriels ; les flux touristiques sont à la merci d'aléas. Nous devons accueillir sans réticence cette expansion générale des services, mais ne pas trop compter sur elle, car elle est largement la contrepartie d'un retrait industriel, que quelques résultats brillants ne réussissent pas à surmonter.

Dans cette passe périlleuse, comment nous orienter ? En premier lieu, il faut se rendre compte que la perte de parts de marché est un phénomène quasi mécanique quand le nombre de concurrents s'élève et que la technologie se banalise. Si l'on passe de trois ou quatre pays industrialisés à dix ou douze, la part de chacun dans la production mondiale se réduit. Si un pays n'est pas capable de mettre au point autant d'innovations qu'il ne transfère lui-même de recettes technologiques à d'autres, ses avantages comparatifs doivent décliner. Garder sa place ou son rang, si tel est le but qu'un pays se fixe, demande des efforts non seulement constants mais nécessairement croissants.

En second lieu, il importe de faire porter ces efforts sur des espaces plus

vastes qu'un marché intérieur devenu trop étroit, comme il a déjà été fait en quelques occasions. Il faut concevoir et planifier nos projets industriels, en collaboration, si possible, avec d'autres pays européens, à l'échelle de la grande région ou du monde. C'est sur les marchés extérieurs que se gagnent, de nos jours, les batailles économiques, et sur le marché interne que finissent par se consumer les défaites.

L'appareil productif français, conçu au dix-neuvième siècle sur l'idée que le pays devait tout ou à peu près tout produire, a été rendu partiellement obsolète par la contrainte d'une division internationale des processus productifs plus poussée et d'une spécialisation internationale évolutive, qui doit être comprise comme un mouvement quasi continu de déspecialisation et de respecialisation.

Au cours des années présentes, pour sortir sans encombre du cycle court de mutation industrielle, et éviter un cycle long d'appauvrissement, il faut utiliser les deux leviers essentiels de toute économie : le capital et le travail. Le bon sens indique, et les faits confirment, que les pays qui perdent des parts de marché sont ceux qui investissent le moins.

Décroissance des investissements

La « panne » française actuelle peut être comprise comme une panne d'investissements productifs. Ceux-ci sont nettement insuffisants depuis le premier choc pétrolier, ce qui peut suffire à expliquer l'infériorité de l'offre depuis le second. Les causes de cette décroissance des investissements ont été souvent dénombrées. Elles sont évidemment nombreuses et paraissent fortement liées, au moins jusqu'en 1982-1983, au décalassement des équipements et au type de répartition salaires-profits mis en place, en France, pour le règlement du transfert pétrolier. Depuis, le prix de cet impôt collectif répété s'est abaissé, mais il est probable qu'une certaine surévaluation du franc, contraignant à maintenir des taux d'intérêt réels élevés, a nui à la reprise des investissements.

Du côté de la demande, une sorte de cercle vicieux s'est peu à peu installé. Les investisseurs ne sont nullement stimulés par la faible expansion de la demande extérieure et intérieure, mais, si cette dernière est faible, c'est que l'on peut craindre qu'une expansion forte ne butte de nouveau sur la contrainte extérieure et sur l'infériorité de la production, dont la faiblesse de l'investissement est une des causes.

On peut penser enfin que les investisseurs ne sont guère encouragés par les fractures, les ruptures, les changements de cap qu'ils ont subis et qu'ils craignent de devoir subir. Ils ont besoin, pour calculer ce qu'ils doivent risquer, d'un État « réducteur d'incertitude », et non pas d'un État girouette, qui ajoute ses volte-face aux incertitudes du marché.

En même temps qu'une panne de capital, les difficultés actuelles ne sont-elles pas aussi le résultat d'une « panne » de travail ? Il est difficile de l'affirmer, faute de statistiques, qui tiendraient compte de l'irrégularité des efforts et de l'inégale intensité individuelle du travail. On doit cependant récusar l'idée que l'existence du chômage serait une justification pour travailler moins, sous prétexte de partage. Le travail n'a de valeur que par sa qualité. Ceux qui ont la chance d'avoir du travail ne peuvent améliorer leur propre sort — et le sort des autres, — qu'en travaillant mieux et plus.

Telles sont les idées simples, — simples à formuler, difficiles à faire passer dans les faits, — dont il est possible de s'inspirer pour dissiper à la fois la réalité et la fantasmagorie du déclin.

(*) Professeur à l'université Paris-I.

MBA University

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut franco-américain de management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New-York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New-York
Septembre 87-Août 88
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA University
19, rue Cécile, 75015 Paris
Tél. : 47-34-38-23

IFAM

PACE UNIVERSITY

سكنى من الامم

La chronique de Paul Fabra

La victoire du pétrole

L'ÉCONOMIE mondiale, que l'on disait vouée à la guerre commerciale et monétaire, aux secousses imprévisibles de marchés déréglés, serait-elle en train d'entrer dans une ère moins agitée de consensus ?

Il y a à peine plus de six mois, on se demandait si le dollar, en pleine chute, connaîtrait un atterrissage en catastrophe (hard landing) ou en douceur (soft landing). L'accord du Louvre (22 février 1987), accueilli avec beaucoup de scepticisme, a jusqu'à ce jour été suivi des résultats qu'en attendait Edouard Balladur, qui avait pris, en liaison avec le secrétaire américain au trésor, James Baker, l'initiative d'une conférence restreinte sur la stabilisation du dollar.

Il n'y a guère plus d'un an, après l'échec (30 juin 1986) qui se révélait difficilement rattrapable de la conférence de Brioni (Yougoslavie) des onze ministres de l'OPEP, le prix du pétrole continuait sa descente encore plus vertigineuse que celle de la devise de l'Oncle Sam. A la fin juillet, le cours tombait à 7 dollars le baril (alors qu'il était encore de 28 dollars fin décembre 1985). Le redressement opéré par l'OPEP à partir d'août 1986 n'en est que plus remarquable. Le pari audacieux de l'OPEP d'établir, en décembre 1986, un prix de référence et le fixant à 18 dollars a été tenu. Le « Brent » (pétrole de la mer du Nord) vaut aujourd'hui environ 20,60 dollars. Un prix qui convient tant aux Etats producteurs qu'aux compagnies occidentales. Les hommes se seraient-ils à nouveau entendus dans la conduite de leurs propres affaires ?

Que dans les deux cas les marchés se soient ressaisis doit-il être interprété comme la preuve que les pessimistes avaient tort ? Le penser, ce serait avoir une vision, en quelque sorte, trop catastrophique des catastrophes, ce qui est habituellement une façon de ne pas les identifier quand elles se produisent. La vérité ne serait-elle pas que le hard landing tant redouté du dollar, a effectivement eu lieu ? La baisse a été de plus de

40 % contre monnaies fortes (et de 40 % vis-à-vis du franc) en l'espace de moins de deux ans ; qui dit mieux ? Ce mouvement, a, au passage, causé beaucoup de dégâts, accentuant les pressions déflationnistes en Europe et au Japon, mais n'a évidemment pas constitué ce désastre définitif qu'on s'imaginait voir poindre à l'horizon d'un processus de dégradation (l'histoire ne comporte pas de point final, au contraire des livres qui la racontent). Quant à la dégringolade du prix du pétrole, elle n'a pas été non plus sans provoquer des bouleversements : crises aiguës au Nigeria, au Gabon, en Equateur, milliers de faillites au Texas, dans l'Alberta, disparition des excédents de balance des paiements de l'Arabie saoudite, devenu un pays déficitaire, etc.

La bonace actuelle qui a succédé à la tempête est-elle, en ce qui concerne le pétrole (on parlera du dollar une autre fois), le prélude à une stabilisation durable, qu'elle soit de ce que de nouveaux troubles — peut-être violents mais passagers — se produisent entre-temps ? L'hypothèse est prise au sérieux par certains professionnels enclins à fonder sur elle leur stratégie à long terme. Dans une conférence prononcée le 27 avril dernier à Houston — une ville particulièrement touchée par la diminution des prix du pétrole, — Michel Pecqueur, président de la société nationale Elf-Aquitaine, s'était exprimé en ces termes : « Le temps est peut-être venu de proposer l'établissement d'un « prix de consensus » mais je ne proposerai pas de chiffre. Cependant, je considère que 20 dollars par baril est un prix minimum pour différentes raisons... Evidemment, ce prix de 20 dollars peut être modifié par la progrès technique, mais nous devons nous garder d'être trop optimistes en cette matière ».

« Quelles que soient les circonstances, ne nous laissons pas et ne prenons pas

notre désir de prix stables et raisonnables pour une réalité immédiate, mais malgré la probabilité d'une route cahoteuse pour les quelques années à venir, nous — Elf-Aquitaine — sommes convaincus que cette solution qui implique modération de tous les acteurs finira par s'imposer et que nos propres décisions peuvent et doivent s'appuyer sur cette perspective ».

On ne s'étonnera pas que le président du groupe Elf soit, trois mois après avoir prononcé ces paroles — un laps de temps déjà long actuellement pour une prévision — dans les mêmes dispositions d'esprit. Les ministres de l'OPEP se sont depuis lors réunis une nouvelle fois à Vienne pour fixer les quotas de production du second semestre de l'année dans une forme de « pacte de non-agression » qui, par accord, de maintenir le cours du pétrole autour de 18 dollars le baril. Les développements de la guerre du Golfe ont fait le reste pour soutenir les prix.

Quant aux raisons qui poussent Michel Pecqueur à retenir comme « prix d'équilibre », susceptible de rallier pays producteurs et consommateurs (entendez par cette dernière expression les sociétés importatrices), grosso modo le niveau actuel des prix, elles s'appuient sur des considérations qui tiennent à la fois à la rentabilité et à la sécurité.

A ce prix, pour 82 % les ressources déjà découvertes ou à découvrir, pourraient être considérées comme des réserves exploitables. Toute pénurie d'hydrocarbures est de ce fait exclue de l'horizon : pétrole et gaz apparaissent alors comme des ressources particulièrement fiables. Si l'on estime, par ailleurs, comme le fait notre interlocuteur, que les « coûts techniques » (somme des coûts d'exploration et de production hors taxes) s'échelonnent entre 0 et 4 dollars pour le Moyen-Orient et quelques zones d'Afrique et d'Amérique du Sud ; entre 4 et 12 dollars pour le pétrole américain et pour

l'huile extraite des zones maritimes d'Afrique ; entre 12 et 20 dollars pour le pétrole de la mer du Nord et des gisements « nécessitant l'usage de procédés simples de récupération assistée » (par injection d'eau sous pression), on s'aperçoit, sur la base de ces estimations — probablement calculées largement ? — qu'au prix de 20 dollars « un nombre suffisant de régions peuvent produire de l'huile et maintenir ainsi l'équilibre économique et politique du monde ».

Enfin, Michel Pecqueur, qui fut, avant d'être placé en 1984 à la tête du premier groupe pétrolier français, président du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), tira argument des avantages d'utilisation du nucléaire sur les autres sources d'énergie, pour éviter de « gaspiller » une richesse aussi précieuse. D'où la nécessité de continuer à économiser son usage et de mettre en œuvre les « programmes de substitution » dans les pays importateurs.

Le niveau de prix « minimum » qui a sa préférence s'explique, à partir du moment où l'on accepte le double principe de la diversification géographique et de la poursuite, sur laquelle il demeure le reste dû, des programmes de substitution. Pour le nucléaire, point sensible de ces éventuels programmes, la question du prix se poserait aujourd'hui, il convient de le souligner, en termes très différents à cause des inquiétudes du public. Il est vrai que les centrales nucléaires françaises existantes (ou en cours d'achèvement) sont compétitives aussi longtemps que le prix du pétrole ne dépasse pas au-dessous de 13 dollars le baril. Il n'en est pas moins certain que, si, d'aventure, elle se lançait dans un nouveau programme dans les années 90, la France serait contrainte d'adopter des normes de sécurité encore plus sévères, beaucoup plus coûteuses. En Italie, en Suède, aux Pays-Bas, on s'oriente vers la construction de centrales au gaz.

Mais parler de « programmes de substitution », n'est-ce pas admettre l'intervention d'une autorité publique faisant plus ou moins prévaloir ses vues sur les décisions spontanées des entreprises utilisatrices ? De même, estimer qu'un prix « trop bas » ferait la part trop belle aux producteurs du Moyen-Orient, seuls capables de gagner encore beaucoup d'argent si le pétrole se vend, mettons, à 14 dollars plutôt qu'à 20, n'est-ce pas se méfier des tendances du marché ?

Cette double interrogation sert de trampoline à l'article débilement provocant (1) de Peter Odell, directeur du Centre for International Energy Studies rattaché à l'université Erasmus de Rotterdam. Mieux vaudrait, selon lui, reconnaître franchement que le nucléaire a cessé d'être dans le cours et tourner le dos au protectionnisme ambiant qui s'abrite derrière l'idée, plus qu'une discussion, de « diversification ». Peter Odell s'en prend à la croyance, selon lui non fondée, qu'en cas de baisse des prix, l'OPEP sera à nouveau maîtresse d'un bien considéré comme « naturellement rare » et pourrait en conséquence faire subir au reste du monde un nouveau « choc ». Cette rareté n'existe pas, soutient l'auteur, et tant que le prix ne tombe pas en dessous de 14 dollars, il n'y a pas lieu de craindre un relâchement des efforts d'économie de la part des consommateurs — autre hantise injustifiée des partisans du pétrole relativement cher.

La politique préconisée par Odell est une entente franchisée avec l'OPEP sur la base de prix sensiblement inférieurs à ceux d'aujourd'hui afin de ne pas priver les pays importateurs d'une source d'énergie à bon marché qui existe bel et bien en abondance. Bien que cela ait renforcé son argumentation, Odell oublie, comme la quasi-totalité des experts du pétrole, que, de toute façon, les risques d'une nouvelle explosion des prix de cette matière première dépendent non pas tant de l'OPEP que de la politique du crédit des grands pays d'Occident qui déclenchent la crise de l'inflation.

De nouvelles puissances en Extrême-Orient

(Suite de la page 17.)

Mais derrière la Corée — et le Japon — se profile l'ombre d'un nouveau et très dangereux concurrent : la Chine populaire. Pour ce pays, ramasser des devises est plus important que d'ajuster les prix de vente à un coût de revient dont on se demande de quels éléments comptables il peut bien être fait. La Chine est de plus en plus présente dans les appels d'offres internationaux. L'Allemagne fédérale, à la fois pour contribuer à rétablir l'équilibre de sa balance commerciale avec ce pays et dans le cadre d'une stratégie économique à long terme, n'hésite pas à se tourner vers ses chantiers. L'armement prestigieux de Hambourg Hapag Lloyd a passé commande d'un gros porte-conteneurs à la Chine au printemps dernier.

Etudiant l'évolution de l'année passée, comme à leur habitude sans complaisance et avec clairvoyance, les courtiers français Barry-Rogliano-Salles notent dans leur rapport qui vient d'être publié : « 1986 fut une année de réduction de capacités de construction. 1987 pourrait être celle de la reconstruction. Et aussi une année de défi pour le Japon (...). Il est clair maintenant qu'avec leur nouvelle force les armateurs japonais peuvent acheter moins cher à l'étranger, en Corée dès aujourd'hui et en Chine dans quelques temps : (...) La question majeure qui se pose est de savoir si le niveau de la demande de navires neufs pendant les mois à venir sera suffisant pour porter les prix à un niveau tel que les chantiers japonais se trouveraient à nouveau concurrentiels (...) ».

Saint-Nazaire surmène

Et la France ? Sa place dans le concert mondial des nations maritimes, tant par le nombre de navires qu'elle exploite que par ceux qu'elle construit, s'amenuise. 1986 et 1987 auront été les années les plus noires pour la construction navale. Sous la férule de M. Alain Madelin, à qui les subventions font horreur (dans le budget 1988 elles passeront à 1,95 milliard contre 3,59 en 1987), Normed meurt à petit feu, les chantiers de La Rochelle ont fait faillite comme ceux de Dieppe, Saint-Malo ou Cherbourg.

Outre les chantiers du Havre (qui se sont fait une spécialité des paquebots à voile), Alsthom seule garde le pavillon haut avec son établissement de Saint-Nazaire, tandis qu'à Nantes, depuis la fermeture de Dubigou fin juin, c'est tout un pan de l'histoire de la ville qui s'est effondré.

Les chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (4 800 salariés) donc, surmène. L'outil est performant, réputé, bien géré. Les efforts de productivité se poursuivent. De 1983 à 1986, plus de 2 000 emplois ont été supprimés, au prix d'un plan social qui a coûté 291 millions de francs. Du début 1987 à mi-1988, on

prévoit encore 390 suppressions pour 75 millions de francs. Parallèlement, l'indice de travail nécessaire pour construire un même navire est tombé de 91 en 1983 (indice 100 en 1976) à 81 en 1986 (on escompte 66 en 1990 dans le plan d'entreprise). Plus de 100 millions de francs seront investis en matériel, recherche-développement et formation cette année à Saint-Nazaire.

Ces informations ont été fournies il y a quelques jours par MM. Desgeorges et Grill, respectivement PDG d'Alsthom et directeur général de la branche civile, à M. Madelin, qui, sur sa demande, visitait le chantier dans les entrailles de « Sovereign-of-the-Sea », un immense paquebot en construction qui devra être livré à ses armateurs américains-norvégiens de la Royal Caribbean Cruises Lines le 23 décembre prochain. Ce navire prestigieux, commandé en juillet 1985 pour la somme rondelette de 175 millions de dollars de l'époque, permet à Saint-Nazaire de se hisser au premier rang mondial, avec les chantiers Wärtsilä de Finlande, pour ce genre de grands navires de croisière dont le marché connaît aujourd'hui une expansion remarquable.

Alsthom vient aussi de remporter deux nouveaux succès avec des car-ferreries cette fois, l'un pour les lignes de Corée, l'autre pour l'armement breton BAL. Mais dans le cas du navire breton les aides de l'Etat et des collectivités locales ont été à ce point déterminantes pour l'emporter sur les concurrents britanniques et néerlandais et le montage financier si sophistiqué que la Commission de Bruxelles a décidé d'ouvrir une enquête. Comme tous les gouvernements du monde entier trichent ou contournent les règles soit de l'OCDE, soit de la CEE, il est peu probable que Bruxelles fasse plier Paris.

Alsthom veut à la fois consolider sa place privilégiée sur le marché des paquebots (elle a dans ses cartons des études de « navires-marins » ouverts sur la mer) et reconquérir des créneaux (méthaniers, pétroliers, porte-conteneurs, engins portuaires) dont la diversité permet un meilleur étalement du plan de charge dans le temps et une utilisation optimale de tous les corps de métiers.

Mais il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir. L'entreprise de Saint-Nazaire n'a pas été en mesure de prendre la moindre commande de pétrolier depuis un an alors que, en rapport avec une brève embellie du marché de l'affrètement, quelque soixante-dix navires de ce type ont été commandés dans le monde entre mai et août 1986. M. Madelin dispose certes de subventions pour des paquebots et des car-ferreries, mais pas assez pour « accrocher », en plus, des commandes de pétroliers que les Coréens, les Yougoslaves, les Espagnols savent faire comme des petits pains, deux ou trois fois moins cher.

FRANÇOIS BROUILLARD.

L'Europe va manquer de viande

par JEAN-CLAUDE GUESDON (*)

Le rendement moyen d'une vache laitière — 5 330 kg de lait par vache et par an dans les étables françaises contrôlées en 1986 — a progressé ces dix dernières années de 2,5 % l'an. Les quotas laitiers n'ont pas remis en cause l'intérêt pour l'éleveur d'avoir des rendements aussi élevés que possible, dès lors qu'ils résultent d'une bonne combinaison des facteurs de production (génétique, alimentation, production, fourrage...) et qu'ils permettent un abaissement des coûts de production. Des gains de productivité sont encore réalisables, ne serait-ce que par la sélection et par les applications biotechnologiques dans le domaine des vaccins ou des substances permettant d'augmenter sensiblement le rendement de l'animal.

Pris en état entre une production contingente et des gains continus de productivité, les éleveurs laitiers de la Communauté n'ont pas le choix : ils doivent réduire leur cheptel de vaches. De plus de 7 millions de vaches laitières en 1984, le cheptel français est revenu à 6 millions de têtes aujourd'hui et il se réduira à 4,5 millions en 1995. En même temps et pour les mêmes raisons le cheptel laitier des Dix baissera de près de 26 millions de têtes à 17 millions.

Cependant, dans la Communauté, le troupeau allaitant est stabilisé aux environs de 6 millions de têtes depuis quinze ans, bien qu'en France il soit passé de 2,35 millions en 1987. Près de la moitié du cheptel français est encore dans le bassin d'origine (les régions herbagères de Massif Central), mais l'effectif y stagne depuis des années et tendance, récemment, à la régression. Dans ces régions sans alternative, et très spécialisées en viande, la crise se traduit depuis dix ans par une diminution de 30 % en France constants des prix payés aux producteurs. Elle empêche les jeunes agriculteurs de s'installer et laisse la place à la friche.

L'autre moitié du cheptel allaitant se répartit sur l'ensemble de l'Hexagone. Elle s'est développée particulièrement dans les zones laitières : de nombreux éleveurs sans successeur se sont ainsi reconvertis. Les quotas laitiers ont renforcé cette tendance ancienne par les incitations financières qui y sont liées. Pour l'avenir, dans ces régions, les candidats à la reconversion ne compenseront même pas les départs, et par nature ces troupeaux disparaissent quand leur propriétaire prend sa retraite. Globalement le cheptel allaitant devrait donc plutôt se réduire en France et dans la CEE.

Au total le cheptel aura diminué en Europe d'un tiers dans dix ans. Cela signifie un tiers en moins de vaches de réforme disponibles chaque année (on sait qu'elles assurent 40 % de la production de viande rouge) ; une réduction identique du nombre de veaux nés et donc de la capacité de production de viande.

Toutefois l'Europe dispose d'une réserve importante pour la viande rouge si elle réoriente sa production de veaux de boucherie. Aujourd'hui, en effet, l'Europe produit 7 millions de veaux de boucherie (dont 3 millions en France). Ces animaux qui fournissent de la viande blanche sont abattus à 120 kg de carcasse, alors qu'ils pourraient en produire 300 à 350 kg sous forme de viande rouge s'ils étaient gardés plus longtemps et élevés autrement.

Mais les intérêts des firmes engagées dans cette production et les besoins exprimés par les consommateurs dans certains pays d'Europe s'opposent à une trop forte diminution de la production de veaux de boucherie. Pour 1990, nous envisageons seulement une réduction de 10 % du nombre de veaux de boucherie permettant d'accroître d'environ 4 % la production de viande rouge.

Un mouvement d'abandon

Ces analyses conduisent à prévoir une forte baisse de la production de viande rouge en France et en Europe dès 1990 : par rapport à 1986, la réduction de production serait de 15 % en France et de 10 % en Europe. La production européenne serait alors insuffisante pour satisfaire les besoins de la consommation s'ils se maintiennent au niveau actuel. Or, pour l'instant, la consommation de viande bovine stagne, mais ne régresse pas, en France tout au moins.

Cependant, compte tenu des importations obligatoires à tarifs préférentiels résultant des accords dérogatoires du GATT et autres accords internationaux (450 000 tonnes sur les 7 millions de tonnes consommées dans la CEE), l'Europe ne serait pas vraiment déficitaire en 1990. Au-delà et sauf à envisager une forte diminution de la demande, les achats actuels sur le marché mondial ne suffiraient pas à combler les besoins.

La crise qui frappe durement depuis trois ans les producteurs de viande ne fait qu'amplifier et renforcer le mouvement d'abandon de nombreuses exploitations d'élevage et de surfaces agricoles, dans les zones herbagères du centre de la France et de toutes les régions difficiles (1). Est-ce un problème pour notre économie nationale ? Nous en sommes persuadés, qu'il s'agisse de l'emploi en milieu rural, de la balance du commerce extérieur ou de l'entretien du territoire.

(*) Economiste à l'Institut technique de l'élevage bovin.

Aujourd'hui, en France, plus de 550 000 exploitants, c'est-à-dire un agriculteur sur deux, possèdent des bovins et participent à cette production de viande. Plus de 60 % ont plus de cinquante ans et, parmi eux, un sur deux au moins n'a pas de successeur familial. Une forte réduction du nombre d'éleveurs est donc inévitable dans dix à quinze ans : on ne peut compter en effet sur un grand nombre d'installations de néo-ruraux.

Pourtant on peut maintenir et installer des éleveurs, soit en activité principale, soit en activité partielle ; de nombreux aides familiaux sont encore présents sur les exploitations et ne demandent qu'à vivre et travailler « au pays » si on leur en donne les moyens. Ce n'est sans doute pas plus coûteux de créer ou de maintenir 100 000 emplois dans ce secteur que dans l'industrie.

Cette crise pose aussi de graves problèmes d'aménagement du territoire. La France détient le tiers de la surface agricole utile (SAU) de la CEE et la part de l'herbe représentée dans l'Hexagone 40 % de la SAU. Les bovins sont par excellence... avec les moutons... les valorisateurs de ces surfaces en herbe. Les éleveurs sont donc en grande partie les « gardiens naturels » de l'espace rural.

En ce qui concerne la balance des comptes extérieurs, le secteur de la viande bovine laisse un solde positif de l'ordre de 6 milliards de francs, grâce notamment à la fourniture à nos partenaires de la CEE d'animaux maigres d'élevage. L'évolution présente aujourd'hui conduirait à la dégradation de cette balance commerciale. On peut se demander quel avantage la France retirerait d'une dépendance accrue à l'égard de ses partenaires de la CEE ou du marché mondial, alors qu'elle dispose aujourd'hui de la maîtrise première.

Les autorités françaises et communautaires semblent préoccupées essentiellement par l'équilibre des budgets de soutien du marché. Effectivement, le coût des excédents actuels est tel qu'il rend encore plus insignifiants les moyens consacrés aux politiques structurelles. Elles devraient pourtant prévoir les conséquences à moyen terme des politiques engagées et commencer à les gérer.

La conduite de la politique bovine est particulièrement difficile. Cette activité, compte tenu de la durée du cycle de production, ne répond que tardivement à la modification de cap. Même si pour se diriger on dispose de peu de repères et si la visibilité est bien mauvaise, il y a tout de même des récifs qu'on devrait éviter. Il ne faut pas tomber d'un excès dans l'autre.

(1) Sur une grande partie du territoire français, la terre ne sera plus un lieu rare. L'effondrement du prix des terres depuis quelques années traduit déjà ce phénomène alarmant.

حکومتی اہل

Economie

EQUIPEMENT

M. Méhaignerie lance une campagne de modernisation de son ministère

Contre la « grande déprime » des cantonniers...

Il paraît que la grande majorité des quelque cent mille fonctionnaires du ministère de l'équipement sont inquiets, découragés, démobilisés. C'est en tout cas ce qu'affirme une enquête demandée par M. Pierre Méhaignerie à la société Infométrie.

« Les directions départementales de l'équipement (DDE) étaient toutes puissantes, elles imposaient. Maintenant, avec la décentralisation, elles se contentent de conseiller. » « Nous avons perdu du prestige. » « Nous n'avons pas l'esprit maison. » « Nous n'avons pas le sentiment d'appartenir à un ministère homogène, un coup il y a les transports qui sont avec, un coup on les enlève. Même chose avec le tourisme. Il fut un temps où ça dépendait de l'équipement. »

Voilà quelques extraits des remarques et récriminations recueillies par les enquêteurs d'Infométrie auprès des agents de l'équipement à propos de leur « entreprise », et notamment des agents de catégories C et D, c'est-à-dire le personnel d'exécution, soit environ quatre-vingt-trois mille fonctionnaires. Bref, c'est la grande déprime chez les cantonniers...

Les raisons ? Elles sont au nombre de deux essentiellement :

— La décentralisation, qui a transféré nombre de compétences, traditionnellement d'Etat, aux présidents des conseils généraux, au détriment donc des directions départementales de l'équipement.

— Le ralentissement des grands travaux depuis cinq ans (mais les choses changent depuis le début de 1987), qui conduit les agents de l'équipement à construire moins d'ouvrages neufs mobilisateurs et gratifiants et à effectuer davantage de tâches d'entretien, évidemment plus routinières.

C'est pour répondre à ces inquiétudes que, au printemps 1985, M. Paul Quilès, alors ministre de l'équipement, puis M. Auroux et, enfin, M. Méhaignerie depuis mars

1986 ont entrepris une vaste opération de modernisation de l'administration de l'équipement. Enquêtes sur le terrain, commissions, rapports, audits se sont succédés depuis deux ans pour prendre le pouls des quelque cent vingt mille fonctionnaires répartis en province, dans les DDE et dans les services centraux, proposer des solutions à la crise de confiance et élaborer une sorte de « projet d'entreprise ». D'autant qu'au même moment la redistribution des compétences — en vertu des lois de décentralisation — commençait à faire sentir ses effets dans les services de l'équipement, comme cela avait été le cas pour le personnel des préfectures, de l'agriculture, de la santé ou des affaires sociales depuis 1983.

Mise à plat des comptes

Un décret du 31 juillet 1985 avait défini les modalités de la répartition nouvelle des tâches entre les élus du conseil général dans chaque département et les services de l'Etat.

Vingt-deux conventions départementales furent signées. Mais, en arrivant au ministère de l'équipement, M. Pierre Méhaignerie, lui-même président d'un conseil général (celui de l'Ille-et-Vilaine), « gela » les dispositions du décret de son prédécesseur, sans pour autant aller jusqu'à annuler les conventions départementales déjà signées en vertu de ce texte. Un nouveau décret fut publié le 13 février 1987 qui institue un régime assez complexe plaçant sous l'autorité des présidents des conseils généraux une partie des fonctionnaires et des services regroupés jusque-là au chef-lieu du département, tout en maintenant, sans les faire éclater, sous statut d'Etat les subdivisions territoriales (implantées dans les cantons) et le parc de matériel des traditionnels services des ponts et chaussées. Dans la plupart des départements, la répartition et les mises à disposition se sont effectuées dans la bonne entente, mais, dans d'autres, là où le président du conseil général exerce la quasi-totalité du pouvoir pour les routes ou l'urbanisme (Haut-de-Seine, Haut-Rhin, Val-d'Oise, par exemple, dirigés par des personnalités de l'actuelle majorité), la situation est plus conflictuelle. C'est dans ces départements que les fonctionnaires de l'équipement craignent le plus pour leur avenir et se demandent « à quelle sauce ils vont être mangés ».

La campagne de remise en confiance des agents de l'équipement s'accompagne d'un plan de formation, d'« opérations qualité », d'initiation au management et d'une recherche d'une meilleure transpa-

rence financière. La confusion des tâches, les incertitudes quant au rôle respectif des élus et des fonctionnaires d'Etat ainsi que l'attribution des services sont telles qu'elles ont conduit les présidents de conseils généraux à s'interroger sur le coût réel pour les finances départementales des prestations demandées aux ponts et chaussées et à l'équipement. M. Méhaignerie lui-même, à la fois juge et partie, veut voir clair. Une dizaine d'expériences de mise à plat des comptes et de contrôle de gestion sont en cours, par exemple dans le Pas-de-Calais, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre.

A la fin de l'année, on devrait être à même de connaître des données aussi simples que les recettes et les dépenses réelles de toutes les directions départementales de l'équipement.

La mobilisation de cent vingt mille agents, dont plus de cinquante mille travaillent sur les routes, la recherche d'un *modus vivendi* avec les présidents des conseils généraux, la modernisation de l'administration, la clarification des comptes : c'est autour de ces thèmes que le ministère de l'équipement veut faire peau neuve et s'adapter à son temps. Le jury qui doit désigner les agences de publicité et les sociétés conseils en communication chargées de faire passer les messages se réunira le 28 juillet. Un budget de 5 millions de francs est prévu.

FRANÇOIS GROSVICHARD.

SOCIAL

(Suite de la première page.)

Pourquoi les contrôleurs ont-ils rejeté les propositions de M. Douffiaques ? Après tout, celui-ci s'efforçait de répondre à une revendication vieille de dix-sept ans. Son agence de la navigation aérienne permettait une augmentation des retraites de 2 000 francs par mois pour les officiers contrôleurs de circulation aérienne, les « aiguilleurs » : une revalorisation des salaires des contrôleurs et des électroniciens allant de 1 000 à 1 500 francs par mois ; une revalorisation des fins de carrière des contrôleurs par création de nouvelles fonctions avec des augmentations pouvant aller jusqu'à 1 000 francs par mois ; une association du personnel aux gains de productivité. Chaque agent conservait la liberté de choisir de rester fonctionnaire ou de passer sous le régime de l'établissement public.

Le refus largement majoritaire de ces avantages ne s'explique pas seulement par le fait que 200 F par mois ne peuvent pas compenser la perte de la garantie de l'emploi. La mauvaise présentation du projet par le ministre a aussi joué, car il n'a pas caché que c'était une réplique à leur grève, donc une sanction.

Après une analyse approfondie, les contrôleurs ont estimé qu'ils ne profiteraient pas des augmentations annoncées, sinon pour quelques dizaines de francs, car le projet d'agence demeure flou et les décrets d'application pourraient ne pas concrétiser les promesses de M. Douffiaques.

Le « coup de poignard » de M. Rocard

La grève s'ennuie parce qu'elle ne coûte pas très cher aux contrôleurs. Ceux-ci ne perdent que 200 F par mois en cessant partiellement le travail. Le conflit dure également parce que, éparpillés entre les tours de contrôle et les centres régionaux, les personnels sont très isolés et persistent dans leurs revendications dont il ne semble pas que M. Douffiaques ait pris l'exacte mesure.

Reste que le conflit n'est pas populaire, notamment chez les hommes d'affaires empêchés, chaque matin, d'arriver à l'heure à leurs rendez-vous. L'Association française des usagers des transports aériens a rassemblé 364 signatures de « décideurs » demandant la fin de la grève et la création d'une agence de la navigation aérienne.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, avait souligné prudemment, il y a quelques semaines, les risques de conflit. Dimanche, c'était au tour de M. Michel Rocard, ancien ministre socialiste de l'Agriculture, de déclarer que « les revendications des contrôleurs aériens ne sont pas compatibles avec leur statut actuel ». La CFDT a qualifié ces propos de « coup de poignard dans le dos ».

Faut-il pour autant jeter la pierre aux « aiguilleurs du ciel » ? En fait, c'est leur métier qui pose question, aussi bien dans ses avantages que dans ses inconvénients. Il est vrai que percevoir un salaire mensuel de plus de 15 000 F quand on a été recruté au niveau du bac et formé en deux ans, ce n'est pas mal du tout. Malheureusement, ce plafond est atteint

BANQUES

Les hauts et les bas de la cotation internationale du Crédit lyonnais

Le 20 juillet dernier, le cabinet new-yorkais Moody's l'un des deux grands organismes mondiaux de notation (rating) décidait de rétrograder le Crédit lyonnais dans son classement des entreprises financièrement les plus solides. La notation de cette banque était ramené du prestigieux AAA (triple A) à double A1 (AA 1), ce qui la plaçait en dessous de la BNP et de la Société générale, ses deux grandes concurrentes françaises, dont le triple A était confirmé.

Motif : la structure financière et la stabilité du Crédit lyonnais pourraient souffrir d'une concurrence accrue, sur le marché financier notamment. Dans cette période de transition, le renforcement annoncé de la structure financière de cette banque pourrait « être retardé ». « Sa rentabilité pourrait ne pas augmenter de façon significative à court terme en raison d'une érosion des marges d'exploitation due à la concurrence prédominante : évolutif », ajoutait Moody's. Au Crédit lyonnais, on répliquait qu'« en ne lui donnant pas la notation la plus élevée, Moody's a voulu marquer son souhait de voir la banque augmenter encore un peu son capital et sa rentabilité. C'est la politique qu'elle suit actuellement et sa cotation devrait, en conséquence, pouvoir être portée rapidement au niveau du triple A ».

Trois jours après, Keefe Bankwatch, organisme américain spécialisé dans la notation des banques, relevait la note du Crédit lyonnais, le faisant passer de 2-3 à 2, au niveau de la BNP, de la Société générale, de Paribas et d'Indosuez (la meilleure note est 1). Keefe, très connu dans les milieux bancaires américains, a pris cette initiative en raison de « l'amélioration de la rentabilité et de la situation financière du Crédit lyonnais en 1986 ». Jubilation intense à l'état-major de cette banque, qui avait amèrement reproché à Moody's « dégradation » par Moody's.

Que faut-il penser de ces divergences d'appréciation, dont l'enjeu n'est pas mince, car chaque fois qu'une banque monte ou descend d'un cran dans les classements établis par les agences de notation, elle paie un peu moins ou un peu plus cher pour emprunter sur le marché international, ce qui ne manque pas d'affecter son compte d'exploitation. D'ailleurs, d'abord, que ces agences Moody's, Standard and Poors (les deux grandes), Keefe et Fitch se font une très vive concurrence et ne manquent pas une occasion de se singulariser. Revenons, ensuite, qu'elles font leur travail sérieusement, aucunement non seulement les comptes mais aussi les dirigeants et que leurs diagnostics sont rarement démentis.

Observons, enfin, qu'en France, selon divers critères, le Crédit lyonnais est classé un peu moins bien que la BNP et la Société générale. Certes, l'établissement peut à bon droit se targuer d'être « la première banque des promoteurs immobiliers », de constituer le « partenaire privilégié des constructeurs et des ménages », d'avoir « dirigé plus de 90 % de financement des ventes d'Airbus à l'exportation » et d'avoir joué un rôle majeur dans la mise au point du financement de l'Eurotunnel ». Mais, selon une intéressante comparaison internationale effectuée récemment par M. Michel Vigier, de la charge d'agents de change parisiens Cholet-Dupont, le Crédit lyonnais vient au troisième rang derrière la Société générale, puis la BNP, pour la rentabilité et le coefficient fonds propres plus provisions par rapport à l'encours de crédit et au total du bilan (rapport qui mesure la surface de la banque face à ses engagements).

En l'occurrence, la dernière initiative de Moody's a provoqué une jubilation discrète à la Société générale, récemment privatisée, et aussi à la BNP, qui ne l'est pas encore, mais vient d'annoncer dans une vive compétition avec le Crédit lyonnais pour la prochaine opération de privatisation, afin de « passer » avant l'élection présidentielle.

FRANÇOIS RENARD.

La grève des contrôleurs aériens

très vite, vers la quarantaine, et les perspectives d'avenir sont bouchées.

Il est vrai que les contrôleurs ne travaillent pas plus de trente-six heures par semaine environ, mais leur temps de présence dans leurs locaux professionnels oscille entre vingt et vingt-cinq heures. Ils restent deux heures devant les écrans radars qui leur permettent de dialoguer avec une douzaine de pilotes à la fois, puis ils se reposent une heure. Mais, comme ils travaillent un jour sur deux en moyenne, ils bloquent leurs heures de travail et s'épuisent dans des vacations trop longues. Ce rythme leur vaut tout à la fois un manque d'entraînement et une vraie fatigue. En comparaison de leurs

collègues étrangers surveillant, pour le compte d'Eurocontrol, les espaces aériens du Benelux et d'une partie de la RFA et des Pays-Bas, ils travaillent beaucoup moins, mais ils sont aussi moins rémunérés, de 30 % ou 40 %, ce qui crée des amertumes.

Le conflit devrait continuer à pointer. Bien que M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail, ait demandé sa démission au micro de RMC-FR 3, M. Jacques Douffiaques continuera à « jouer la montre », car il attend que le conseil constitutionnel se soit prononcé sur l'amendement Lamour, rétablissant le prélèvement d'un trentième du salaire mensuel en cas de grève inférieure à une journée. Vers le 15 août, il pourrait

en coûter 1 000 F par mois aux contrôleurs de poursuivre leur mouvement.

De côté des syndicats, on s'appuie sur les résultats du référendum pour demander au ministre de reprendre les négociations, dans le cadre de la fonction publique, tout en soulignant que soit réglée, en priorité, la revalorisation des fins de carrière.

Le dialogue de sourds est total et la création d'une agence de la navigation aérienne — seule issue possible, ayant été rendue impraticable, en voit mal comment la déconfiture de l'une des parties pourra être évitée. Comme dans le conflit qui a paralysé la SNCF en décembre 1986 et en janvier 1987.

ALAIN FAUJAS.

Aménagement du territoire

Le nouveau régime des primes est publié au « Journal officiel »

Le Journal officiel du 25 juillet publie un décret qui modifie celui du 6 mai 1982 relatif aux primes d'aménagement du territoire. Le décret précise les conditions dans lesquelles les entreprises, qu'elles relèvent du secteur industriel ou tertiaire, peuvent obtenir des subventions de l'Etat. Surtout, il détermine les zones (régions, départements et cantons) où les investissements peuvent être subventionnés à 50 000 francs par emploi au maximum (par exemple, tout le Canal, la Creuse, la Corse, l'Aude, mais seulement une partie du Nord, de la Charente-Maritime, de la Moselle, des Ardennes...).

Ces primes sont attribuées par le ministre chargé de l'aménagement du territoire, après avis d'un comité interministériel, et non par le ministre chargé de l'économie et des finances.

Le décret et ses annexes dessinent, de fait, une carte des régions aidées et des régions non aidées par l'Etat pour les créations d'emplois. Sa publication provoque en général des réactions nombreuses, déçues ou favorables, des élus locaux concernés.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Fermenta : des bénéfices en 1988

Fermenta, le numéro un suédois de la pharmacie, vient de procéder à une deuxième augmentation de capital. L'opération s'est déroulée sans encombre à la Bourse de Stockholm. Elle a rapporté 345 millions de couronnes (autour de 100 millions de francs) à l'entreprise de M. El Sayed, qui, au total, avec la première émission du printemps, a récolté 586 millions de couronnes. « Cet argent frais va lui permettre de mener à bien sa restructuration », assure son nouveau président, M. Mats Oedman. D'après lui, l'exercice 1987 devrait encore se solder par des pertes (70 millions de couronnes pour les quatre premiers mois). Mais l'espoir d'un retour aux bénéfices pour 1988 n'est pas vain, si la société américaine Trans Resources conclut son OPA. D'autre part, pour s'ancrer aux Etats-Unis, Fermenta vient de racheter les 49 % du capital restant en circulation de sa filiale américaine, Techamerica.

DMC prend une participation dans une entreprise tunisienne

DMC (groupe textile français) vient de prendre une participation de 25 % dans le capital de la société tunisienne Siter (750 salariés), appartenant à la société publique Sogitex, en cours de privatisation. Le rachat de Siter, spécialisée dans la finissage du tissu, a coûté moins de 10 millions de francs à DMC, qui confirme ainsi son implantation internationale. De plus, la Tunisie est un pays où les

salaires sont bas et où l'Europe soustrait de plus en plus sa production.

Flaminière rachetée par Ward

La marque « Flaminière » (dont les usines sont installées à Villaines) vient d'être rachetée par le groupe Ward, implanté dans la région parisienne, qui commercialisera sous cette appellation des briques fabriquées en Asie. La Société nouvelle Flaminière de Redon a été mise en redressement judiciaire en décembre 1986 et ses salariés licenciés.

HAUTEUR

Les Etats européens doivent soutenir plus activement les technologies de pointe estime le patron de Siemens

« Je ne suis pas pessimiste ». M. Karlheinz Kaske, président du directoire du groupe allemand Siemens, a tenu à préciser que les technologies de pointe pour les effectifs, estime, dans un article publié par la revue trimestrielle *Politique industrielle* (1), que les Douze commencent à relever les défis des Américains et des Japonais. « Nous assistons, dans l'économie européenne, à un véritable renouveau et les résultats en sont déjà probants. Le déclin de l'Occident n'aura donc pas lieu ».

Les Etats-Unis ont vu leur compétitivité baisser dans toute une série de secteurs — l'industrie électrique et l'industrie automobile, affichent un déficit commercial de 20 milliards de dollars chacune, — écrit la revue de Siemens. La croissance japonaise a flechi avec la baisse du dollar « dans des proportions qui sont considérées par les Japonais eux-mêmes comme dramatiques ». L'Europe n'a donc « aucune raison de céder à la panique ».

Toutefois, les progrès des Douze, face à la crise, qui impose « une mutation structurelle très profonde », restent trop lents, selon M. Kaske, qui souligne trois impératifs.

L'Europe n'a pas de retard dans la maîtrise des technologies mais elle doit d'abord homogénéiser « d'urgence » son marché intérieur, encore trop cloisonné sous l'influence des Etats : « Les pays qui disposent d'un vaste marché intérieur possèdent un net avantage en matière de compétitivité ». L'horizon de grand marché de 1992, la tâche est gigantesque. Or déjà « une grande partie des décisions, qui devaient être prises en 1985 et en 1986 n'ont pas été adoptées en temps utile ».

Deuxième impératif : les aides publiques aux efforts de recherche. « Il ne semble erroné d'adopter, pour de simples raisons de politique économique, une attitude qui prône largement le désengagement de l'Etat dans le domaine de la technologie », explique M. Kaske, qui sou-

haite une intervention des gouvernements, non seulement pour soutenir les programmes de recherche, mais aussi pour « supporter une partie des risques, lorsque l'investissement en personnel et en capital se situe au-delà des risques raisonnables supportables pour une entreprise ». Il note que « les industries américaines les plus compétitives sont celles qui bénéficient des gigantesques programmes fédéraux... » (voir Washington) finance environ un tiers des dépenses de recherche et développement de l'économie américaine.

L'absence d'unité politique européenne empêche d'appliquer ce modèle à l'échelle des Douze. M. Kaske est donc favorable à une troisième voie, celle des initiatives communautaires comme Esprit (informatique) ou Race (télécommunications). Il regrette, au passage, et dans le cas d'Europe, de voir que des règlements antitrust bloquent l'exploitation rapide des fruits de ces recherches européennes.

Reste enfin à faire converger les politiques économiques nationales, point de passage obligé de la création d'un système monétaire européen, expose M. Kaske, qui termine en notant, à propos du tiers-monde : « Il faut résoudre aujourd'hui les graves problèmes nés du surendettement, en particulier en Amérique latine ». Il y va de l'intérêt même des entreprises car, sinon, celles-ci vont « perdre d'importants marchés d'avenir ».

[Contrôle d'un marché intérieur communautaire, fort soutien des Etats et de Bruxelles dans les technologies de pointe et harmonisation des politiques macro-économiques, la « politique industrielle » proposée par le patron allemand a des ressemblances plus que frappantes avec... celle des socialistes français. — E.L.B.]

(1) *Politique industrielle* n° 8, été 1987, revue éditée par CEF Communications, 23, rue Laugier, 75017 Paris, tél. (1) 47-84-01-57.


Nominations

● M. Michel Pébereau a été désigné PDG du Crédit commercial de France (CCF) par le conseil d'administration du 22 juillet. M. Pébereau était jusqu'à directeur général de la banque, mais son accession à la présidence avait été annoncée il y a un mois par son prédécesseur M. Gabriel Pélissier (le Monde dans 21-22 juillet), qui est nommé président d'honneur du CCF. Le conseil d'administration — désigné par l'assemblée générale des actionnaires réunie pour la première fois depuis la privatisation de la banque en mai dernier — a également nommé M. Charles de Croisset et René Barbier de La Serre comme directeurs généraux du CCF.

● M. Edzard Reuter devient président du groupe Daimler-Benz. Comme prévu après la présidence du groupe Daimler-Benz (le Monde du 15 juillet), le conseil de surveillance a désigné, le 22 juillet, M. Edzard Reuter, cinquante-neuf ans, pour lui succéder à la tête du premier groupe industriel ouest-allemand. M. Reuter, directeur financier depuis 1980 et nommé récemment vice-président de Daimler-Benz, sort ainsi vainqueur du conflit qui l'a opposé à son prédécesseur sur la stratégie que devait suivre le constructeur des Mercedes.

● M. J.-M. Bruel prend ses fonctions de directeur général de Rhône-Poulenc. Nommé, en mars dernier, directeur général de Rhône-Poulenc, M. J.-M. Bruel vient de prendre ses fonctions. Les secteurs « chimie » et « fibre » lui sont directement rattachés. Il supervise, en outre, les directions des « affaires commerciales », « logistique », « sécurité et environnement », enfin la gestion des cadres supérieurs et les problèmes d'organisation générale. M. J.-M. Bruel, cinquante ans, avait travaillé vingt-deux ans chez Rhône-Poulenc. Il avait quitté le groupe en 1984 pour rejoindre la firme suisse Sandoz, à Bâle.

Capitalisme et la fuite



CONOCOM INTERN

Private Placement in L

Geneva, Amsterdam

of 2,141,850!

of a nominal value of

together with W

to subscribe Ord

Offering Price: DR 411

of five Shares and

Economie

ÉTRANGER

Le nouveau plan de relance péruvien

Le scepticisme et la fuite dans le dollar l'emportent à Lima

Le nouveau programme de relance annoncé par le président Alan García, le 5 juillet, se heurte à un scepticisme des économistes et à l'incrédulité des Péruviens qui préfèrent se préoccuper en jouant notamment le dollar contre l'inti, la monnaie nationale.

LIMA
de notre correspondante

« Nous allons gagner. N'ayez pas peur. » L'optimisme du président Alan García, au cours de la présentation du programme de relance de son modèle économique hétérodoxe, n'a guère été contagieux si l'on en juge par l'activité fébrile qui règne, depuis, sur les trottoirs de la rue Ocoña, le mini-Wall Street de la capitale, où un régiment de changeurs à la sauvette, calculatrice en main et liasses de billets sous le bras, se disputent les éventuels acheteurs ou vendeurs de dollars. Sur ce marché parallèle, le dollar s'est, en quelques jours, gagné 50 % vis-à-vis de l'inti, la monnaie nationale, 100 % depuis le mois d'avril.

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour entraîner cette brusque dévaluation. Ocoña est avant tout le marché où sont blanchis les dollars provenant de la contrebande et du trafic de cocaïne. Or, depuis quelques mois, les autorités exercent un contrôle plus strict à la frontière avec le Chili et l'Équateur, et l'introduction de marchandises clandestines a nettement diminué. Par ailleurs, l'opération « condor six » lancée dans la vallée du haut Huallaga contre les trafiquants de drogue a coupé momentanément le flux habituel de coca-dollars (le ministre du Finances, Antonio Tasso, estime à 1 milliard de coca-dollars, soit l'équivalent de plus d'un tiers des exportations de 1986).

Un troisième facteur est entré en jeu, psychologique celui-ci : la relance du programme économique de l'équipe des « audacieux » a fait

naître un sentiment de méfiance et même de panique dans certains secteurs de la bourgeoisie et de la petite classe moyenne. Commentant entre autres l'annonce d'une nouvelle diminution des taux d'intérêts bancaires (22 %, alors que l'inflation a été de 40 % pendant le premier semestre), l'expert orthodoxe Felipe Ortiz de Zevallos a affirmé que « ceux qui épargnent en intis sont des sots ». Une appréciation, qu'ont faite leur les petits épargnants et même les salariés qui venaient de toucher leur gratification à l'occasion de la fête nationale, puisqu'ils se sont empressés de changer sur le marché d'Ocoña leurs intis contre des dollars.

Les autorités minimisent l'importance du mouvement financier d'Ocoña parce que « seuls 3 % des transactions s'y réalisent. Ce qui importe, c'est le taux de change officiel qui, lui, est stable ». Si ce taux a plafonné à 45 intis le dollar à Ocoña, il est fixé à 15,98 pour les importations d'aliments et de médicaments, et comporte une dizaine de taux différents, suivant les activités d'import-export, jusqu'à atteindre 29 intis le dollar pour les exportations non prioritaires. L'économiste indépendant Alejandro Toledo calcule que la dévaluation payenne, conséquence du train de mesures annoncées par le président García, est de 17,5 %, et la dévaluation accumulée depuis le début de l'année de 34,3 %.

L'optimisme du gouvernement.

Les messages au pays adressés dimanche soir par le premier ministre Guillermo Larco Cox et le ministre de l'économie, Gustavo Saborido, ont un peu calmé la fièvre spéculative d'Ocoña où le taux de change du dollar est tombé de 45 à 41 intis. M. Saborido a annoncé que la hausse du prix des principales matières premières va permettre un excédent de la balance commerciale d'environ 300 millions de dollars. Il

juge que la relance du plan hétérodoxe devrait entraîner une croissance soutenue de 7 % à 8 % et une chute de l'inflation de 5,5 % en moyenne mensuelle, à 2 % en décembre prochain. Les salaires seront maintenus six points au-dessus de l'inflation. Quant au déficit budgétaire, il estime qu'il est « gérable » (4 % du PNB en 1987, mais 14 % si l'on inclut les déficits des entreprises publiques).

La première phase de ce plan hétérodoxe mis en train à partir d'août 1985 avait permis de faire tomber l'inflation de 180 % à 60 %, et de relancer la production à un rythme de 8,5 %. Ces mêmes recettes, appliquées aujourd'hui dans un contexte distinct (le manque de devises est extrêmement mince) auront-elles les mêmes résultats positifs ?

Le gouvernement est convaincu que la relance de la demande va inciter le patronat à se lancer dans des investissements productifs, d'autant plus qu'il est favorisé par la baisse des taux d'intérêt. Par ailleurs, les exportateurs bénéficient des nouveaux taux de change diversifiés selon les secteurs. Enfin, le regain d'activité financière devrait compenser le manque à gagner des banques. L'inflation doit être jugulée grâce au contrôle des prix et le déficit budgétaire sera financé par l'augmentation du prix de l'essence, l'impôt sur les grosses fortunes et la consommation de biens de luxe.

Malgré l'optimisme du gouvernement, les économistes de tous bords se montrent sceptiques. Les orthodoxes pensent que les « audacieux s'apprêtent à faire un triple saut périlleux, sans filet », et que leur programme est « une tentative de levitation vouée à l'échec » car elle est basée sur l'usage indiscriminé de la planche à billets. L'inflation va faire bouillir de rage, et en 1988, le pays va se retrouver sans devises.

Du côté de la gauche unitaire, la deuxième force politique du pays, on estime que si le gouvernement ne parvient pas à contrôler l'inflation

ou août (en juillet elle risque de dépasser 10 %), les salaires vont être rongés par la hausse des prix, ce qui annulera la reprise de la demande. Les profits ne seront donc pas investis dans le secteur productif, mais déviés vers la spéculation financière ou l'investissement étranger. Manuel Dammert, coordonnateur de la gauche, conclut : « Le gouvernement se contente d'être un peu plus son programme populiste de court terme. Mais comme il ne fait pas de réforme structurelle, il ne nous offre qu'un nouveau répit. »

NICOLE BONNET.

REPÈRES

Logement

Hausse de 3 % et 6 % pour les loyers de la loi de 1948

La hausse des loyers des logements encore soumis à la loi de 1948 a été publiée au Journal officiel du 2 juillet. Applicable à dater du 1^{er} juillet 1987, cette hausse est de 6 % pour les catégories II C et II B, ainsi que pour ceux de la catégorie II A restant encore soumis aux dispositions de la loi de 1948 en raison de l'âge et des faibles ressources de leurs locataires. Pour les catégories III A et III B, la hausse autorisée est de 3 %. Aucune majoration n'est permise pour les logements de la catégorie IV.

Hausse des prix

Faible augmentation dans la CEE

En juin, la Communauté européenne a connu une faible hausse moyenne des prix à la consommation : 0,2 % sur un mois et 3,2 % sur douze mois, annonce l'Office statistique de la CEE, Eurostat. Comme en mai, cette inflation est inférieure à celle des États-Unis (3,8 % sur douze mois) mais sensiblement plus élevée que celle du Japon (0,4 %). Toujours sur douze mois, les Pays-Bas et le Luxembourg restent les moins inflationnistes, avec une baisse des prix de 0,3 % et 0,4 % respectivement. La RFA enregistre une hausse marginale de 0,2 %, suivie de la Belgique (1,7 %), de la France et du Danemark (3,3 %), de la Grande-Bretagne (4,2 %), de l'Italie (4,4 %), de l'Espagne (4,9 %), du Portugal (8,9 %) et de la Grèce, toujours championne toutes catégories avec une flambée de 18,1 %.

Consommation

Les prix du tabac vont augmenter de 2 %

En vertu d'un arrêté du ministère de l'économie publié le 26 juillet au Journal officiel, les prix du tabac vont augmenter de 2 % à compter du 3 août. Le paquet de Gauloises coûtera 5 F, au lieu de 4,90 F et celui des Gitanes 6,25 F au lieu de 6,10 F. Au rayon des cigarettes importées, il faudra déboursier 8,50 F pour un paquet de Peter Stuyvesant (au lieu de 8,40 F). Le prix des cigares et du tabac à pipe sera augmenté dans les mêmes proportions.

Ce relèvement va accroître le montant des taxes prélevées : le produit d'ici au 1^{er} août 1988 (500 millions de francs) sera versé par l'État à la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, dans le cadre des « mesures d'urgence » en faveur du régime général de sécurité sociale. Un relèvement « sensible » des prix du tabac et de l'alcool avait été souhaité par la commission des « sages » nommée par le gouvernement (le Monde du 20 mai). La commission du Marché commun avait elle aussi demandé un relèvement du prix du tabac, de 5 % au moins pendant quatre ou cinq ans, pour mettre les prix français au niveau des prix européens.

Destiné à encourager la recherche universitaire*
LE PRIX DU CREDIT NATIONAL
(1^{er} prix : 25 000 F ; 2^e prix : 15 000 F)
sera décerné, comme chaque année, en 1987

Il récompensera deux études originales portant sur les entreprises, la finance ou l'économie industrielle. Un règlement du prix peut être demandé à l'adresse suivante :

Crédit National

Secrétariat du Prix
Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises
24, rue Saint-Dominique - 75700 Paris
Date limite de dépôt des candidatures : 1^{er} novembre 1987

* Les étudiants de 3^e cycle d'une Université française et les élèves des écoles françaises de gestion de 2^e cycle peuvent se porter candidats. Les anciens étudiants ayant cessé de remplir ces conditions peuvent également concourir s'ils ont obtenu leur diplôme entre le 1^{er} novembre 1984 et le 31 octobre 1987.

QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES - HAUSSMANN

27, rue de Berri
IMMEUBLE DE BUREAUX
de 4.200 m² + parkings

Rénovation achevée.
DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE.

Renseignements et visites :
Bourdais
45 62 11 89



RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE

DÉPARTEMENT DES MINES ET ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

RÉHABILITATION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DE LA VILLE DE KINSHASA
RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE LA VILLE DE KANANGA

1. - OBJET ET FINANCEMENT

Le conseil exécutif de la République du Zaïre en qualité de maître d'ouvrage et la Société nationale d'électricité (SNEL) en qualité de maître d'œuvre bénéficient de financements de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement pour la fourniture de matériel et d'équipements ainsi que les prestations et travaux des projets de réhabilitation du réseau électrique de la ville de Kinshasa et du réseau de distribution de la ville de Kananga.

L'acquisition des biens et services de ces projets sera effectuée en accord avec les principes de base de compétition internationale entre entreprises et les directives de passation des marchés préconisées par la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement.

Les projets sont subdivisés en lots comme suit :

- Projet de réhabilitation du réseau électrique de la ville de Kinshasa :

- Lot 1 A : Renforcement des postes 220 kV de Liminga et Funa.
- Lot 1 B : Renforcement des postes 220 kV de Lingala et Uvexco.
- Lot 2 A : Liaison 20 kV au départ du poste de Funa.
- Lot 2 B : Liaison 20 kV au départ du poste d'Uvexco.
- Lot 3 A : Cabines de distribution MT/BT.
- Lot 3 B : Postes 20 kV de réflexion, équipements MT divers, fournitures diverses.
- Lot 4 : Réseau BT, éclairage public, branchements d'abonnés.

- Projet du réseau de distribution d'énergie électrique de la ville de Kananga.

- Lot 1 : Liaison MT, cabines et postes MT/BT.
- Lot 2 : Réseaux BT, éclairage public et branchements d'abonnés BT.

2. - CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation est ouverte à égalité de condition à toute personne physique ou morale ou groupements desdites personnes justifiant des références techniques et financières suffisantes et ressortissant d'un des pays membres du groupe de la Banque africaine de développement.

3. - CONSULTATION ET ACQUISITION DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 27 juillet 1987 auprès de la Société nationale d'électricité (SNEL), Direction de l'équipement, avenue de la Justice, n° 2381, zone de la Gombe, Kinshasa-Zaïre, tél. : 30612-31597-31856, télex 21347. Téléfax 32137, ou auprès de TRACTEBEL, Département transport d'électricité, boulevard du Régent, 8 - 1000 Bruxelles, Belgique, tél. : (02) 510-71-11 (M^{me} Scalliet), télex 21852, téléfax 510.88.61, contre paiement d'une somme de 500 \$ US (dollars) non remboursables, pour les dossiers d'appel d'offres de chaque projet.

4. - LIEU ET DATE DE RÉCEPTION DES OFFRES

Les offres rédigées en langue française et en six exemplaires (un original et cinq copies marquées comme telles) devront parvenir par envoi recommandé ou être déposées avec accusé de réception à l'adresse de la Société nationale d'électricité, direction de l'équipement, avenue de la Justice n° 2381, zone de la Gombe à Kinshasa, au plus tard le 14 septembre 1987, à 8 heures et 30 minutes GMT (9 heures et 30 minutes locales).

Les soumissions reçues hors délai seront renvoyées non ouvertes à l'expéditeur.

5. - OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique le 14 septembre 1987 à 9 heures GMT (10 heures locales) au siège de la Société nationale d'électricité - SNEL à Kinshasa.

6. - DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

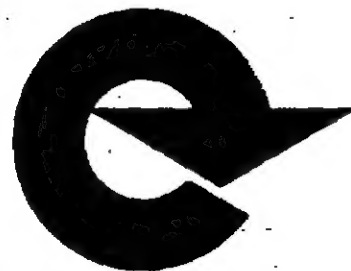
Les soumissionnaires resteront liés par les termes de leurs offres pendant 120 (cent vingt) jours à compter de la date d'ouverture publique des offres.

7. - ADJUDICATION

L'adjudication pourra être attribuée par lot ou sous-lot.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis n'apparaît qu'à titre d'information seulement



ECONOCOM INTERNATIONAL N.V.

Private Placement in London, Paris,
Geneva, Amsterdam and Tokyo
of 2,141,850 Shares
of a nominal value of Dfl. 10 each
together with Warrants
to subscribe Ordinary Shares

Offering Price: Dfl. 411.5 for each unit
of five Shares and one Warrant

BANQUE PARIBAS CAPITAL MARKETS LIMITED

BANQUE DEMACHY ET ASSOCIÉS - COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE

BARCLAYS BANK S.A. - BANQUE SCANDINAVE EN SUISSE S.A.

OMNIBANQUE

Handwritten note in Arabic script: "هذا من الأصل"

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Une gamme de Sicov adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

Sicov	Capital	Dividende	Yield	Yield
LAFITTE-EDITION	107,50	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-FRANCE	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-IMMOBILIERE	100,00	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-JAPON	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-TOKYO	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-AMERIQUE	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-RENDMENT	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-OBIGATIONS	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-COURT TERME	114,80	100,00	27,95%	15,00%
LAFITTE-PLACEMENTS	114,80	100,00	27,95%	15,00%
MONDOLAFITTE	114,80	100,00	27,95%	15,00%

Les Sicov de
L'Européenne de Banque

21, rue La Fayette - 75009 Paris - (1) 42.42.42.42

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,50 % - 1975

Les intérêts courus du 1^{er} août 1986 au 31 juillet 1987 seront payables à partir du 1^{er} août 1987 à raison de 94,50 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 12 après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 10,50 %.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 15,74 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 77,71 F.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres inscrits en compte « nominatifs purs » seront réglés aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14 % 1980

Les intérêts courus du 3 août 1986 au 2 août 1987 seront payables à partir du 3 août 1987 à raison de 252 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 14 %.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 41,96 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 207,22 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 514 981 à 530 000 et 552 851 à 567 830 sortiront tirage au sort du 4 juin 1987 pour être remboursées à 2 000 F, coupon n° 8 au 3 août 1988 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris (7^e), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :
- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 143 766 à 170 765, 293 074 à 325 073, 458 524 à 483 523, 21 736 à 30 000, 54 001 à 60 475, 572 111 à 600 000, 12 001 à 73 860 et 385 676 à 442 675 sont respectivement remboursables depuis le 3 août 1981, le 3 août 1982, le 3 août 1983, le 3 août 1984, le 3 août 1985 et le 3 août 1986.

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

VALEURS DE FRANCE

Le 15 juillet 1987, la valeur liquidative de la SICAF - Valeurs de France, Société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 364,29 F (362,12 F le 30/06/87). A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 365 F (359 F le 30 juin 1987).

SLIGOS

Projet d'augmentation de capital

Pour assurer son objectif de croissance tout en profitant d'éventuelles opportunités, SLIGOS va faire appel à l'épargne publique.

A cette fin, le Conseil d'administration a décidé de convoquer une Assemblée générale extraordinaire le 10 septembre 1987 pour l'autoriser à procéder à des opérations financières sous diverses formes.

Si la conjoncture boursière reste favorable, le Conseil envisage d'utiliser cette autorisation au cours du premier trimestre pour procéder à une augmentation de capital réservée aux actionnaires.

CHIERS

CHATILLON/SAULNES

Les Conseils d'administration de la Société Chières-Chatillon et de la Compagnie Industrielle et Financière de Saulnes, réunis le 23 juillet 1987, ont approuvé le principe d'une fusion entre ces deux sociétés, par absorption de Chières-Chatillon, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1987. La parité qui sera proposée pour l'échange des actions est de 11 actions Saulnes pour 10 actions Chières-Chatillon. Les actionnaires de ces sociétés seront convoqués ultérieurement en Assemblée générale extraordinaire afin de décider de la réalisation définitive de cette fusion.

La nouvelle société, dont les actifs dépasseront le milliard de francs, sera, de ce fait, en mesure de poursuivre dans les meilleures conditions la politique de participations diversifiées, déjà pratiquée par chacune des deux sociétés.

(Il est rappelé que ces deux sociétés font partie du groupe Paribas.)

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF Au 16 juillet

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	417 234
dont :	
Or	221 330
Disponibilités à vue à l'étranger	112 988
ECU	62 922
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 995
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 673
dont :	
Concombre au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	105 227
dont :	
Effets escomptés	69 300
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉDÉRAL	77 462
5) DIVERS	11 132
Total	711 740

PASSIF

1) BILLETTS EN CIRCULATION	224 173
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 067
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	28 792
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	67 087
dont :	
Comptes courants des établissements agréés à la constitution de réserves	41 251
5) ECU A LIVRER AU FÉDÉRAL	75 443
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	258 839
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	24 130
Total	711 740

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indice général de base 100 : 31 décembre 1986

17 juillet 24 juillet

Valeurs françaises	102,9	103,1
Valeurs étrangères	110,7	111,2
Valeurs étrangères	127	127,3
Finances Europe	117,2	118,4
Chimie	105,9	106,7
Métallurgie, sidérurgie	116,9	118,0
Électricité, électronique	98,8	99,8
Bâtiment et matériaux	117,9	117,9
Ind. de consommation non alim.	111,9	112,1
Ind. de consommation alim.	118,9	112,4
Transport	111,9	112,4
Transports, loins, services	93,3	94,3
Assurances	93,3	94,3
Crédit banque	91,7	92,8
Société	91,5	92,9
Immobilier et financier	96,9	94,4
Investissement et portefeuille	96,9	94,4
Rm 100: 31 décembre 1985		
Valeurs françaises	103,5	103,5
Valeurs étrangères	111,5	111,5
Valeurs étrangères	127,7	127,7
Finances Europe	117,7	117,7
Chimie	106,5	106,5
Métallurgie, sidérurgie	117,5	117,5
Électricité, électronique	99,5	99,5
Bâtiment et matériaux	118,5	118,5
Ind. de consommation non alim.	112,5	112,5
Ind. de consommation alim.	119,5	112,5
Transport	112,5	112,5
Transports, loins, services	93,5	93,5
Assurances	93,5	93,5
Crédit banque	91,5	91,5
Société	91,5	91,5
Immobilier et financier	96,5	96,5
Investissement et portefeuille	96,5	96,5
Rm 100: 31 décembre 1986		

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

24 JUILLET Cours relayés à 17 h 32

Règlement mensuel												Règlement mensuel											
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1810	A.S. 15 1973	1911	1908	1906	- 0.31	1810	Chad. Ind. N.	782	800	800	+ 1.01	1810	Chad. Ind. N.	782	800	800	+ 1.01	1810	Chad. Ind. N.	782	800	800	+ 1.01
4250	C.A.E. P.	4250	4251	4251	+ 0.02	4250	C.A.E. P.	4250	4251	4251	+ 0.02	4250	C.A.E. P.	4250	4251	4251	+ 0.02	4250	C.A.E. P.	4250	4251	4251	+ 0.02
1230	B.A.P. P.	1230	1231	1231	+ 1.76	1230	B.A.P. P.	1230	1231	1231	+ 1.76	1230	B.A.P. P.	1230	1231	1231	+ 1.76	1230	B.A.P. P.	1230	1231	1231	+ 1.76
1234	C.A.E. P.	1234	1235	1235	+ 1.33	1234	C.A.E. P.	1234	1235	1235	+ 1.33	1234	C.A.E. P.	1234	1235	1235	+ 1.33	1234	C.A.E. P.	1234	1235	1235	+ 1.33
1367	Chad. Ind. N.	1367	1367	1367	0.00	1367	Chad. Ind. N.	1367	1367	1367	0.00	1367	Chad. Ind. N.	1367	1367	1367	0.00	1367	Chad. Ind. N.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00
1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	1367	C.A.E. P.	1367	1367	1367	0.00	13											

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

24/7

VALEURS	% du mom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emis- sion Frans Incl.	Rechu net	VALEURS	Emis- sion Frans Incl.	Rechu net	VALEURS	Emis- sion Frans Incl.	Rechu net
Obligations																				
Eme. 7% 1973	\$100		Champion (Ind.)	159 90	159 90	Machine Ind.	44 40	49 40	Talavera	2000	2050	A.A.A.	827 38	827 21	Fract-Associates	1323 59	1323 59	Pennacq	867 53	822 45
Eme. 8,10% 77	1 515		C.I.C. (Financ. de)	347	347 50	Negreux Unipol	255 50	255 50	Tenar-Angelus	535	535	Action France	400 28	403 94	Francop	301 83	301 83	Petbas Synges	15336 96	15336 23
8,80% 78/79	1 012	0 948	C.I. Maritim	950	945	Megret S.A.	138	111 40 0	TF 1			Action Invest.	376 97	362 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
9,80% 78/80	1 052	0 948	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 2			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
10,25% 78/80	1 052	0 948	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 3			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
13,25% 80/80	1 052	0 948	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 4			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
13,80% 80/87	1 012	0 948	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 5			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
13,80% 81/89	1 012	0 948	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 6			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
16,75% 81/87	701 06	14 013	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 7			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
16,75% 81/89	1 8 856		Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 8			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
15 jan 82	1 18	21 083	Clima-Sitea	750	678	Morin Part.	406	406	TF 9			Action Obli.	611 74	611 74	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
14,50% 81 83	119 50	5 180	C.I.M.P.	39 50		Origny-Denon	1100	1100	U.L.A.	2430	2330	A.G.F. (Ind. et C.F.)	1276 65	1285 91	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
13,40% 81 83	117 60	6 800	Edit. Gals. Ind.	821	805	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
12,20% 81 84	110 55	9 853	C. Universal (Ind)	698	657	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
11% 81 85	108 80	8 441	C. Universal (Ind)	698	657	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
10,25% 81 86	104 25	3 794	Dorville S.A.	580	581	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
OPT 12,75 81 86	1 161		Dorville S.A.	580	581	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
OPT 10,50 82 83	1 025	1 812	Dorville S.A.	580	581	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
OPT 8,50% 83 1987	103 45	6 076	Dorville S.A.	580	581	Petbas CP	950	975	U.L.A.	1750	1780	A.G.F. 5000	615 82	620 51	Fraxor	252 22	248 48	Petbas Paris	108 98	103 55
CA France 3% 82	101 47	0 873	Chib Sines Juv. 82	101 47	0 873	Chib Sines Juv. 82	101 47	0 873	Chib Sines Juv. 82	101 47	0 873	Chib Sines Juv. 82	101 47	0 873	Chib Sines Juv. 82	101 47	0 873	Chib Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873
CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573	CAF Petbas	302 50	0 573
CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573	CAF Sines	302 50	0 573
CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 873	CAF Sines Juv. 82	101 47	0 87			

Second marché

Hors-cote

[illegible]

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOUT

هكذا من الاصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La guerre du Golfe et la crise franco-iranienne. 4 Trois cents Tatars manifestant à Moscou. 5 La massacre de Jean-Rabel en Haïti. 6 La malaise persiste dans les rangs de l'armée philippine.	7 Le voyage du premier ministre en Afrique. — M. Lajoie à Montluçon. — La « campagne estivale » de M. Rocard.	8 En Corse : attentat contre la ville du professeur Paul Aboulker. SPORTS 19 Cyclisme, Tour de France : victoires de Roche et Longo. — Planches à voile : l'exploit de Stéphane Peyron.	10 Rencontre avec Kenneth Anger. — Une lune pour les désertés, de Eugène O'Neill. 11 Mode : la rentrée de Christian Lacroix. — Communication : la CNCL et le remodelage du paysage audiovisuel.	20 M. Méhaignerie lance une campagne de modernisation de l'équipement. 21 Le nouveau plan de relance péruvien. 22-23 Marchés financiers.	Radio-télévision 13 Météorologie 13 Mots croisés 13 Carnet 14 Loterie, Loto 14 Annonces classées 15-16 Abonnements 8 Spectacles 12	● Tour de France à la voile : de Pornichet aux Sables-d'Olonne, E.T.E. ● Chaque matin : l'essentiel de l'actualité R.D.V. ● Suivez l'heure par heure le conflit franco-iranien. JOUR Actualité, Sports, International, Culture, Bourse, F.M.M. 3615 Tapez LEMONDE

Mort de l'écrivain égyptien Toufik El Hakim Un humaniste têtue

L'écrivain égyptien Toufik El Hakim, patriarche des lettres arabes, est mort au Caire des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Depuis quelques années, on ne le voyait plus tenant cour littéraire et politique à l'hôtel Semiramis, sur le Nil, au Caire, pour la simple raison que le célèbre établissement a été victime de la frénésie immobilière. Mais il recevait quiconque le lui demandait, à son bureau du grand quotidien caennais *El-Ahram* dans les colonnes duquel il aura « philosophé » jusqu'à son dernier souffle.

A ses visiteurs français il rappelait invariablement son « séjour d'étudiant » à Paris de 1925 à 1928, qui fut déterminant, soulignait-il, dans la formation de son esprit critique.

Ainsi, jusqu'au bout, il aura été fidèle au poste, toujours sur la brèche, avec son lérat basque et sa grosse moustache blanche, mettant son grain de sel sur tout, aussi bien la saleté des rues du Caire — qu'il entreprenait un jour de nettoyer lui-même avec quelques jeunes — que sur les partisans de l'application à la lettre de la loi musulmane. Il ferait sans cesse avec eux, attaché — quoique musulman et s'assurant comme tel — à « un certain idéal laïque » et plaçant « la religion du savoir » avant toute chose (1).

De son très ordinaire couvre-chef « occidental », il avait fait une sorte de panache blanc qui redonnait du cœur à l'ouvrage aux musulmans modernistes, aux minoritaires chrétiens et à tous ceux qui, comme lui, refusaient de tirer un trait sur la symbiose commencée en Égypte depuis près de deux siècles entre la civilisation européenne et la civilisation arabe.

En 1983, dans une série d'articles d'*El-Ahram*, intitulée « Conversations avec Dieu », le vieil écrivain avait jeté le pavé dans la mare en

démontrant « le terrorisme intellectuel se réclamant du droit divin ». Les colonnes de bien des sacristies coraniques en frémissaient. D'autant plus que ce n'était pas la première fois que le Caire, en 1938, il était allé jusqu'à proposer qu'on latinise l'alphabet arabe. Plus près de nous, en 1978, il avait, autre péché capital, célébré dans le *Nouvel Observateur* le voyage de Sadate à Jérusalem, « merveilleuse page d'audace comme la vie politique en offre très peu d'exemples ».

D'abord favorable à la révolution des « officiers libres » en 1952, il devait ensuite déchanter. Sa déception transparaît notamment dans la préface à la réédition française, chez Plon, de son roman autobiographique, *Un substitut de campagne en Égypte*, qui le rendit célèbre dès les années 40 : « Les fonctionnaires de la réforme [agraire], plus corrompus que ceux de jadis, traitèrent les fellahs plus durement encore que les anciens propriétaires... ».

L'ouvrage met à nu la cruauté des traditions dans la société rurale nilotique et la profonde compassion de l'auteur pour un monde qu'il aurait aimé contribuer à changer, et qu'il vit, au contraire, empirer. Il restera de lui l'image rare en Méditerranée d'un citoyen cultivé, touché par les misères des « vilains » et cherchant, avec les moyens limités de sa plume, à forcer le pouvoir politique à les atténuer. L'humanisme têtue de cet écrivain engagé s'exprime dans une langue arabe claire, à la fois moderne et châtiée, qui ne contribuait pas peu à sa renommée.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Voir *Revue de la presse égyptienne*, n° 8, mars 1983, Maison de la Méditerranée, 3, avenue Pasteur, 13000 Aix-en-Provence.

[Étudiant en droit et comédien amateur, Toufik El Hakim composa d'abord plusieurs pièces de théâtre. A l'issue de son séjour en France, il écrivit ses premiers romans à dimension sociale qui parurent au cours des années 30 : *Le Retour de l'âme* et son maître livre, *Un substitut de campagne en Égypte*, puis la réponse aux attaques des milieux religieux musulmans contre cet ouvrage : *Documents trouvés dans les tiroirs des écrivains*, enfin *Un aïeul d'Orient*, traduit en français à l'instar d'*Un substitut de campagne*. Vintrent ensuite, après la deuxième guerre mondiale, plusieurs essais politico-philosophiques : *Sous le soleil de la pensée*, le *Bâton d'El Hakim*, *Méditations sur la politique*, la *Conscience retrouvée* (dont une partie fut publiée en français par la revue *Esprit* en décembre 1973), et d'autres pièces de théâtre dont *O toi qui grimpes sur l'arbre*. Toufik El Hakim fut également un des publicistes les plus féconds de la presse caennaise.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 juillet

Légère hausse

La Bourse de Paris a enregistré une hausse de 0,41 % le 27 juillet en séance du matin. Parmi les valeurs les mieux orientées, on relevait SGE (+ 6,02 %), Midland (+ 4,62 %), Luchaire (+ 4,03 %) et Schneider (+ 3,68 %). L'Oréal était à son plus haut niveau de l'année. En repli figurait SOVAC (- 3,19 %), Printemps (- 2,87 %) et Ecco (- 2,05 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	480	481	479
Agache Hecq	540	540	540
Alcatel	881	881	883
Alcatel-L	881	881	883
Banque Paribas	2300	2300	2310
Banque	1303	1304	1300
B.S.J.	4880	4878	4876
Carrefour	.....	.....	.....
Chargem SA	1382	1378	1378
Club Méditerranée	941	941	943
Elf-Aquitaine	.....	.....	.....
Elf	3678	3678	3680
Elf-Capital	.....	.....	.....
Lyonn. des Eaux	1470	1470	1468
Michelin	3268	3275	3278
Mid (C)	2815	2815	2825
Mid-Hennessy	2815	2815	2825
Nord, Mines	1000	1002	1005
Oréal (L)	1000	1000	1005
Oréal	.....	.....	.....
Peugeot S.A.	454	453	455
Saint-Gobain	745	750	757
Sauv. Paris	824	824	825
Thomson-C.S.F.	.....	.....	.....
Toul.-C.F.P.	.....	.....	.....
T.T.T.	2110	2110	2115
Valis	598	598	595

Le numéro du « Monde » daté 26-27 juillet 1987 a été tiré à 460 800 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

A B C D F G H

Selon l'IFOP La cote de popularité de M. Mitterrand est en baisse

La cote de popularité du président de la République se dégrade, selon les résultats du sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 26 juillet, dans le *Journal du dimanche* (1). 52 % des personnes interrogées (au lieu de 55 % en juin) se déclarent satisfaites de M. Mitterrand, alors que 35 % (au lieu de 31 %) émettent une opinion contraire. Le chef de l'Etat retrouve là le résultat qu'il avait obtenu en février, au lendemain de la crise étudiante et des grèves dans le secteur public.

En revanche, la cote de popularité de M. Jacques Chirac ne pâtit pas de cette baisse qui affecte toutes les autres personnalités politiques. Si 39 % des personnes interrogées expriment, comme le mois dernier, un avis positif sur le premier ministre, 45 % (au lieu de 47 % le mois

dernier) s'estiment mécontentes de lui.

M. François Léotard enregistre, pour sa part, son plus mauvais résultat depuis son entrée dans le baromètre, en mai 1986 : si 42 % des consultés ont, comme en juin, une bonne opinion du secrétaire général du Parti républicain, 38 % (au lieu de 37 %) émettent une opinion défavorable. M. Raymond Barre (53 % d'avis positifs) demeure en tête des personnalités, mais perd deux points en un mois, tout comme M. Valéry Giscard d'Estaing (40 %) et Laurent Fabius (38 %). Quant à M. Michel Rocard, avec 48 % de bonnes opinions, il enregistre une baisse de 3 points.

(1) Sondage effectué du 6 au 10 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 1 793 personnes.

Deux élections municipales

DOUBS : Beaulieu-Mandeure (2^e tour).

Inscr., 3 716 ; vot., 2 648 ; suffr. expr., 2 588. Liste PCF-PS (M. Joseph Tyrode, PS), 1 226 voix, 22 ELUS ; liste maj. (M. Marcel Journot), 986, 5 ELUS ; liste div. g. (M. Gérard Thivert), 376, 2 ELUS.

[La liste d'union de la gauche a remporté cette élection partielle organisée à la suite de la démission de M. Eugène Courvoisier (PS), de sa démission de son mandat, et de la démission de M. Gérard Thivert, premier adjoint, suivi par cinq autres conseillers municipaux socialistes.]

La liste conduite par M. Tyrode, deuxième adjoint, a obtenu 47,37 % des voix et gagne ainsi plus de 6 points par rapport à son score de premier tour (41,12 %). Elle bénéficie du recul enregistré par la liste menée par M. Thivert, exclu du PS, qui s'est maintenu au second tour et perd plus de 4 points, en recueillant 14,52 % des suffrages. En outre, la liste d'union de la majorité, issue de la fusion des listes conduites par MM. Journot et Beaulieu au premier tour, perd près de 2 points en obtenant 38,09 % des voix.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 716 ; vot., 2 722 ; suffr. expr., 2 444. Liste PCF-PS,

1 005 voix ; liste UDF-RPR, 594 ; liste div. g., 461 ; liste div. d., 384.

PYRÉNÉES ORIENTALES : Le Boulou (1^{er} tour).

Inscr., 3 226 ; vot., 2 222 ; suffr. expr., 2 104. Liste PCF-PS (M^{me} Marie-Rose Careras, PS), 964 voix ; liste UDF-RPR (M. Armand Storz), 912 ; liste div. d. (M. Daniel Rives), 228. // y a ballottage.

Le décès, le 13 juin dernier, d'Henri Tribillat, maire (div. d.) du Boulou depuis 1983, a provoqué l'organisation de cette élection partielle. La liste d'union de la gauche est arrivée en tête, au premier tour, en recueillant 45,81 % des suffrages. Elle perd néanmoins près de 4 points par rapport au score que la liste PCF-PS conduite par M. Jean-Pierre Bonquet (PS) avait réalisé en 1983 (49,65 %).

La liste d'union de la majorité, qui obtient 43,4 % des voix, a pâti de la présence d'une liste divers droite, qui recueille 10,83 % des suffrages. En 1983, la liste dirigée par M. Henri Tribillat l'avait emporté dès le premier tour avec 59,34 % des voix.

En 1983, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 216 ; vot., 2 598 ; suffr. expr., 2 469. Liste div. d. (M. Tribillat), 1 243 voix, 21 ELUS ; liste PCF-PS (M. Bonquet), 1 236, 6 ELUS.]

EN BREF

● **PAKISTAN : nouvelles émeutes.** — Des émeutes ont fait cinq morts, le vendredi 24 au dimanche 26 juillet, à Karachi, en dépit d'un couvre-feu permanent décrété la semaine dernière et de la présence de l'armée dans les rues de la plus grande ville du Pakistan. Ces violences, dans le quartier central de Liaquatabad, se sont produites au cours de manifestations organisées pour protester contre l'action des

forces de l'ordre au cours de précédentes émeutes dans les quartiers de Karachi. La presse pakistanaise rapporte également que des émeutes intercommunautaires entre musulmans chiites et sunnites ont fait une quinzaine de morts depuis le début de la semaine dernière à Karachi, une ville située à 300 kilomètres de la capitale, Islamabad, et proche de la frontière afghane. Selon des témoins, on s'est battu, par moments, au lance-roquettes et au missile, des armes qui circulent au marché noir du fait de la proximité du conflit afghan. — (AFP.)

● **ORNE : décès d'un conseiller général.** — René Vaugoué, conseiller général (mod.) du canton de Nocé (Orne) depuis 1976, est décédé, le dimanche 26 juillet, à l'âge de soixante-huit ans. Enseignant de 1941 à 1976, René Vaugoué avait notamment défendu avec ardeur le Musée des arts et traditions populaires du Perche, installé à Saint-Cyr-le-Rosier.

● **M. Rocard : « On s'enfonçait dans un puits sans fond. »** — Interrogé sur les relations franco-iraniennes au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée, dimanche 26 juillet à La Baule, M. Michel Rocard a déclaré : « Toute attitude qui ne serait pas de fermeté serait inadmissible. » Le député des Yvelines a expliqué que « la France est un pays de droit », ce qui « suppose un certain fonctionnement de notre justice : quand des étrangers commettent des délits sur notre territoire, ils doivent en répondre devant notre justice ». Selon M. Rocard, la rupture franco-iranienne « était à peu près inévitable ». « A tenter, a-t-il dit, de repêcher les rapports franco-iraniens, on s'enfonçait dans un puits sans fond. » M. Rocard estime souhaitable, en même temps, de « garder la plus de contacts possible dans la région ». Interrogé sur le problème des otages français au Liban, M. Rocard a déclaré : « Un politique responsable ne doit pas en parler, en aucun cas. »

M. James Goldsmith se désengageant

La CGE principal actionnaire de la Générale Occidentale

M. James Goldsmith a vendu à la Compagnie générale d'électricité l'essentiel de ses parts dans la Générale Occidentale, la société qui contrôle le groupe Express-Lire et les Presses de la Cité.

La CGE a en effet racheté 51 % du capital de la société Trocadéro Participations, qui possède 34 % de la Générale Occidentale (G-O) et dont elle détenait déjà 40 % des parts. M. Goldsmith qui conserve une participation inférieure à 5 % dans la G-O restera président du groupe.

A la Générale Occidentale, on affirme que cette modification du capital ne bouleverse pas la stratégie média du groupe. « Il s'agit cependant, dit-on, d'une prise de recul ». M. Bruno Rohmer, PDG des Presses de la Cité s'apprête à devenir également PDG du groupe Express. M. Goldsmith restant président du comité d'administration.

La CGE envisageait, de longue date, « de prendre pied » dans les services. « La privatisation nous a rendu plus sensible à ce qui touche le grand public », explique-t-on. « Cette acquisition vient donc à point nommé ». La Compagnie était déjà présente dans le secteur des services financiers (Electro-banques et Electro-financière) et des services industriels (CGEE-Alstom).

La police intervient dans une entreprise de routage

Un cordon de police a été mis en place, le lundi 27 juillet, à l'Office international de diffusion (OID), une entreprise privée de l'est de Paris spécialisée dans le routage de brochures publicitaires. Depuis le 16 juillet, l'entreprise est occupée par un groupe de militants du Livre CGT qui protestent contre l'emploi par l'OID de postiers qui viennent travailler en dehors de leurs heures de travail. Ceci empêcherait l'embauche d'autres employés.

La direction de l'OID avait demandé par référé qu'il soit mis fin à cette occupation, ce que le tribunal de Paris a notifié. Le 27 juillet, les six grévistes (la majorité des 300 salariés, selon un porte-parole de la direction), ont tenté de forcer les portes de l'entreprise afin de mettre fin à l'occupation des locaux. La police est intervenue pour séparer les non grévistes et les militants du Livre CGT qui ont reçu l'appui du Comité intersyndical du Livre parisiens. Celui-ci a demandé aux sections du Livre CGT de cesser le travail jusqu'à ce que les négociations s'ouvrent entre la direction et les grévistes.

A nos lecteurs

Cet arrêt de travail a retardé le sort des éditions de « Monde ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Le festival des festivals sur la SEPT-FR 3

S'il n'y avait eu que la musique...

Le mieux peut être l'ennemi du bien. En outre, le dimanche 26 juillet, trois heures consacrées à l'art lyrique, l'intention de la SEPT était des plus louables... et même des plus courageuses. D'autant que la rétrospective de FR 3 à diffuser ces journées spéciales de la future chaîne culturelle (c'était la troisième), n'est un mystère pour personne. Rude concurrence aussi face à l'arrivée du Tour de France cycliste dont les moindres détails étaient largement

diffusés sur toutes les ondes du potron-mint.

Pour les télépectateurs qui cherchaient une oasis dans le désert d'un programme dominical fort médiocre, quelle aubaine ! Au menu de la SEPT ne figuraient que des morceaux de choix : les grands moments des cinq plus importants festivals d'art lyrique en Europe (Aix-en-Provence, Salzbourg, Bayreuth, Glyndebourne et Vienne). Un vrai régal pour les amateurs de beau chant... à condition d'éviter d'écouter les premières heures, plutôt maladroites pour ne choisir que la suite d'extraits d'opéras proposés à partir de 16 heures.

S'il n'y avait eu que la musique ! L'équipe qui a conçu cette journée, sous la houlette de Daniel Toscani du Plantier, homme multimédias et PDG de la société de disques Erato, est malheureusement tombée dans le piège de la logorrhée, confondant la télévision avec la radio. Non seulement l'image était mal maîtrisée — les documents d'archives défilant sans pouvoir être vraiment identifiés — mais aussi le spectateur (surtout non averti) se sentait exclu des discussions entre initiés. Copinage et bavardages des invités de marque ont, en effet, tenu ce programme exceptionnel et peut-être même découragé les mieux intentionnés.

Ce genre de tentative n'est pourtant pas voué à l'échec, comme en ont témoigné ces quelques minutes — trop brèves — passées en compagnie du peintre Masson, maître précieux d'un homme de plus de quatre-vingt ans, sur le rôle des décorateurs, véritables enchanteurs des scènes d'opéra. Après l'échec de la première journée, la réussite incontestable de celle consacrée à la ville de Berlin, les témoignages de cette troisième expérience montrent que la SEPT a encore du chemin à parcourir. Mais surtout pas de découragement ! Trop nombreux sont ceux qui comptent sur elle pour enrichir un paysage audiovisuel devenu particulièrement désolé.

AMITA RIND et ALAIN WOODROW.

(1) 1 DTS = 1,26 dollar.

Le Monde
sur minitel
JOUEZ
Premières lignes de romans
50 romans Stock à gagner
36.15 TAPEZ LEMONDE puis DEB